

Le dossier Économie de l'Élevage

TOUS LES MOIS, UNE ANALYSE SUR LES FILIÈRES BOVINES, OVINES ET CAPRINES



Février 2013

n°432

2012

L'année économique laitière Perspectives **2013**

Rédaction :

Département Économie
de l'Institut de l'Élevage (GEB)
avec la collaboration du Cniel



Les études publiées dans le cadre des Dossiers Économie de l'Élevage, bénéficient du financement
du Ministère de l'Agriculture

et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, des Interprofessions lait et viande et de FranceAgriMer

2012, année délicate

2012 a été une année laitière en demi teinte pour la filière laitière.

Les éleveurs ont fait face à une conjoncture difficile, après une année 2011 qui avait redonné espoir. Le retournement des marchés a impacté le prix du lait à la production. Ramené à 315 €/1000 litres, le prix du lait standard a cédé 4% d'une année sur l'autre. Dans le même temps, le prix des intrants a progressé de 5% d'après l'IPAMPA lait de vache. La collecte annuelle française a reculé de 1% sous les effets d'un été très humide qui a affecté le pâturage et la qualité des fourrages et d'un recours aux concentrés limité par leurs prix. Au final, les éleveurs ont supporté une hausse des charges et une baisse de la recette laitière, atténuée toutefois par la fermeté des cours des vaches de réformes. Les éleveurs laitiers spécialisés ont donc subi des chutes de revenus, malgré la croissance régulière de la taille des élevages.

Cette conjoncture morose contraste avec celle des exploitations de grandes cultures qui bénéficient à plein de l'euphorie sur les marchés des grains. Et le fossé grandissant entre les revenus des éleveurs et ceux des céréaliculteurs depuis 2008 amplifie le malaise voire le mal-être de nombreux éleveurs qui supportent de moins en moins les contraintes et les contraintes spécifiques à l'élevage laitier. Cette crise de revenu génère notamment une ambiance démotivante dans les zones de polyculture-élevage où la « végétalisation » de l'agriculture gagne du terrain et envahit les esprits.

La transformation laitière a elle aussi été chahutée : afflux de lait en début d'année lorsque les marchés étaient déprimés, saisonnalité accrue, laits flottants importants, stagnation de la consommation, descente en gamme, perte de valeur ajoutée, négociation difficile avec la grande distribution... Ces événements fragilisent les opérateurs les moins solides et relancent les opérations de fusion/concentration. Toutefois, Certains transformateurs ont su tirer parti de la fermeté de la demande internationale en ingrédients laitiers. Et malgré tout, la France laitière améliore son excédent commercial en volume comme en valeur. La diversité de ses opérateurs et de ses fabrications demeure un précieux atout pour créer de la valeur ajoutée, conquérir de nouveaux marchés pour peu que les transformateurs adaptent leurs outils industriels et commerciaux aux différents débouchés, trouvent des synergies pour affronter la concurrence de redoutables compétiteurs européens et internationaux. Car 2012 a aussi mis en lumière les opportunités sur le marché mondial, l'intérêt de ne négliger aucun marché, aucun produit à l'heure où la demande française en produits frais faiblit quand la demande internationale en ingrédients laitiers demeure dynamique.

2012 a été aussi l'année de la constitution/structuration des organisations de producteurs (OP). Depuis 2011, la France laitière a posé les fondations de la mise en œuvre d'une économie contractuelle qui se substitue progressivement à la gestion administrée des marchés. La création de nombreuses OP, généralement verticales, qui ont fleuri partout en France traduit la volonté des éleveurs de jouer collectif et la bonne volonté de la plupart des transformateurs de dialoguer et de négocier les contrats avec des organisations qui réunissent le maximum de livreurs. La longue histoire interprofessionnelle de ce secteur n'est sans doute pas étrangère à tel résultat.



SOMMAIRE

2012, année délicate 1

1

Production européenne : baisse du prix du lait et flambée des coûts de production freinent la croissance 5

Une campagne 2012/13 en dents de scie 7
Les rendements laitiers progressent moins vite 17
Des cessations d'activité laitière en baisse, mais toujours nombreuses 19
Baisse du prix du lait à la production 23
Nouveau record pour l'IPAMPA-Lait de vache 27
Des revenus en baisse 29

2

Principaux événements dans l'industrie laitière de l'UE à 27 31

Fusions de coopératives et acquisitions de sociétés privées 31
Des investissements emblématiques dans la recherche développement 33
Des investissements limités dans l'ultra-frais 33
Concentration dans le domaine des laits de consommation 33
Des investissements fromagers ciblés 35
De nombreux projets dans les ingrédients secs 35

3

Les marchés européens des produits laitiers bousculés 39

Timide croissance de la consommation de laits liquides 41
Croissance toujours faible de la consommation des ultra-frais 45
Consommation dynamique de crème et de lait concentré conditionnés 47
Le marché des fromages tiré par une demande mondiale forte 47
Le marché du beurre et des matières grasses sous tension 55
Le marché de la poudre de lait écrémé en expansion 59
Recul de l'UE sur le marché des poudres grasses 61
Croissance des fabrications de caséines limitée par une consommation européenne en berne 63
Fort dynamisme du commerce extérieur de poudres de lactosérum 65

4

Perspectives 2013 pour les marchés européens 67

UNE CAMPAGNE 2011/12 PORTÉE PAR LES PRIX

Sur la campagne 2011/12, la collecte laitière européenne a progressé de plus de 3,1 millions de tonnes (+2,3%) grâce, au maintien d'une conjoncture favorable sur les marchés des produits industriels laitiers qui a permis aux producteurs de bénéficier d'un prix du lait stimulant. Celui-ci avait alors progressé, en moyenne, de l'ordre de 7 à 12% dans la plupart des pays de l'Union.

Le démarrage a été dynamique, dans le droit fil de la fin de campagne précédente, grâce à des prix bien orientés (+3% en avril). Cependant, la production s'est ensuite ralentie dans nombre de pays du Nord de l'Europe suite à la sécheresse du printemps. Les systèmes herbagers de France et d'Angleterre ont ainsi été les plus pénalisés par la chute de la pousse de l'herbe. En mai et juin 2011, la collecte laitière ne progressait donc plus que de 0,9%. Toutefois, des pluies salvatrices sont intervenues dès la mi-juin dans toute l'Europe et ont permis de faire reverdir les prairies. Ce temps doux et humide a persisté tout l'été et s'est même prolongé jusqu'à l'automne, permettant de rattraper, en partie, le déficit de

fourrages récoltés et de maintenir plus longtemps les animaux au pâturage. La collecte laitière a donc rebondi (+2,4%) lors du troisième trimestre et la hausse s'est prolongée lors du quatrième trimestre (+1,1%), mais avec un moindre ampleur, certains états membres ayant déjà dû commencer à ralentir leur rythme de livraison afin de ne pas afficher une sur-réalisation trop importante. La fin de campagne a été marquée par une croissance fulgurante (+6,6%) de la collecte des 12 nouveaux états-membres lors du premier trimestre 2012 (+1,4% pour l'UE15). À noter que la collecte de février 2012 a été mécaniquement augmentée de 3,5% du fait de l'année bissextile.

Bond des dépassements

Cinq pays ont dépassé leur référence à l'issue de la campagne 2011/2012 : l'Autriche (+4,4% de son quota), l'Irlande (+1,1%), les Pays-Bas (+0,5%), le Luxembourg (+0,5%) et l'Allemagne (+0,1%). La somme des dépassements a bondi de 195 000 tonnes à 278 000 tonnes d'une campagne à l'autre, dont 40% pour

la seule Autriche qui a versé 33 millions d'euros de pénalités sur les 78,4 millions d'euros perçus au total.

Quelques pays ont été proches de leur référence :

le Danemark (-0,2% de sous-réalisation), l'Italie (-0,4%) et la Belgique (-0,5%). À l'inverse, 9 états-membres ont affiché des sous réalisations dépassant -10%. Les pays de l'Est ont dû faire face à un fort décrochage de leur collecte : 7 d'entre eux ont une sous réalisation supérieure à 20% (la Roumanie affiche -42% et la Bulgarie -53%).

Toutefois, en termes de volume, et comme lors de la campagne précédente, la France et le Royaume-Uni représentent à eux deux le tiers des sous-réalisations de l'Union européenne à 27. Le Royaume-Uni affiche la plus forte des sous-réalisations avec 1,51 million de tonnes (-10% de la référence nationale) soit un recul de plus de 40 000 tonnes par rapport à la campagne précédente. À l'inverse, la sous-réalisation de la France a été ramenée de 1,29 million à 925 000 tonnes soit un décalage de 3,6% sur son quota.

1

Production européenne : baisse du prix du lait et flambée des coûts de production freinent la croissance

En 2012, la collecte laitière européenne a progressé de 0,8% (+1,14 million de tonnes) contre plus de 2% lors de l'année précédente. L'année 2012 s'est déroulée en deux phases distinctes. Le premier semestre a été marqué par une collecte laitière dynamique, portée par un prix du lait, certes en baisse, mais toujours à un niveau élevé. Entre les mois de janvier et juillet 2012, la collecte européenne a augmenté de 3% par rapport à l'année précédente. Cependant, à partir de l'été, les éleveurs laitiers européens ont été confrontés à la fois à une forte baisse du prix du lait et à la flambée des cours des matières premières végétales. Ainsi, sur le second semestre, la collecte laitière européenne a diminué de 1,4%. Les producteurs britanniques et irlandais ont en outre dû faire face à des conditions climatiques très humides pénalisant fortement le pâturage et dégradant la qualité des fourrages récoltés : la production a reculé de 5% au Royaume-Uni sur le second semestre. En France, la collecte aura reculé de 1% en 2012. Les nouveaux états-membres ont mieux résisté que les pays de l'Ouest à cet effet de ciseau des prix avec une collecte en progression de 1,6% au cours du second semestre 2012.

Le prix du lait recule dans presque tous les états-membres sous l'impulsion d'un marché des produits industriels laitiers orienté à la baisse sur la première moitié de 2012. Le rebond des cotations amorcé à partir de l'été n'aura cependant pas suffi pour compenser l'impact négatif des six premiers mois. En baisse de 4% en France, il s'établit en moyenne à 314 €/1000 litres (lait standard 32-38), soit plus qu'en Allemagne où celui-ci atteint en moyenne 311 €/1000 litres sur 2012 (ramené en standard 32-38).

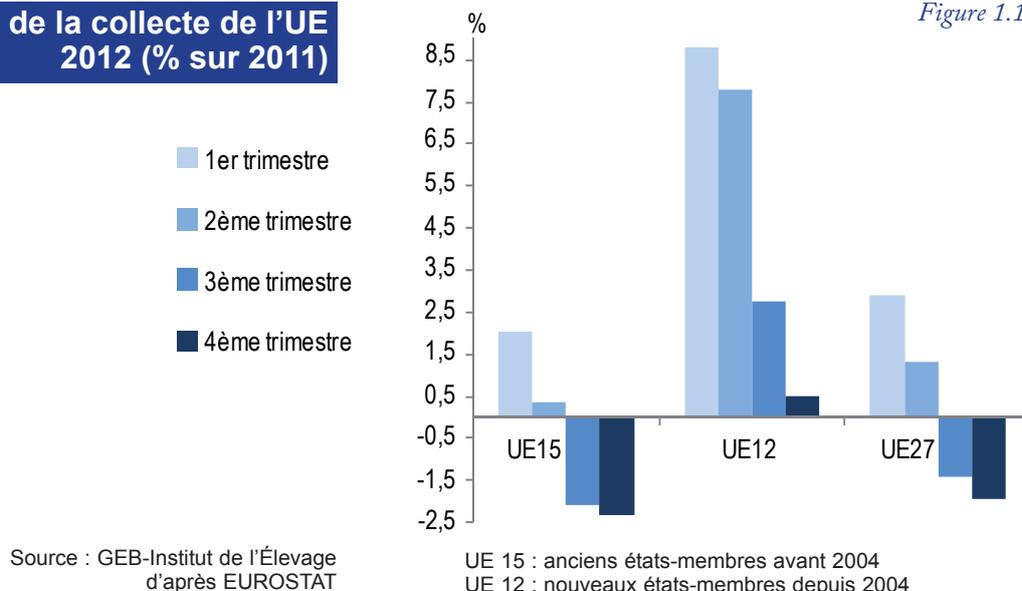
En outre, les coûts de production continuent d'augmenter. L'indice Ipampa lait de vache s'est accru de 5% entre 2011 et 2012. Le principal facteur de cette hausse provient de la flambée du coût des matières premières végétales qui impacte directement le poste alimentation animale. Plus inquiétant encore, celui-ci est désormais stabilisé depuis plusieurs mois à des niveaux très élevés, supérieurs au précédent record de 2011.

En conséquence, le revenu des producteurs laitiers a diminué en 2012 à cause de l'effet cumulé de la baisse du prix du lait, de la hausse de charges et de la baisse des volumes de production. La situation contraste fortement avec l'évolution des revenus en grandes cultures et 2012 a vu de nombreux éleveurs faire le choix des céréales au détriment de la production laitière.

> > >

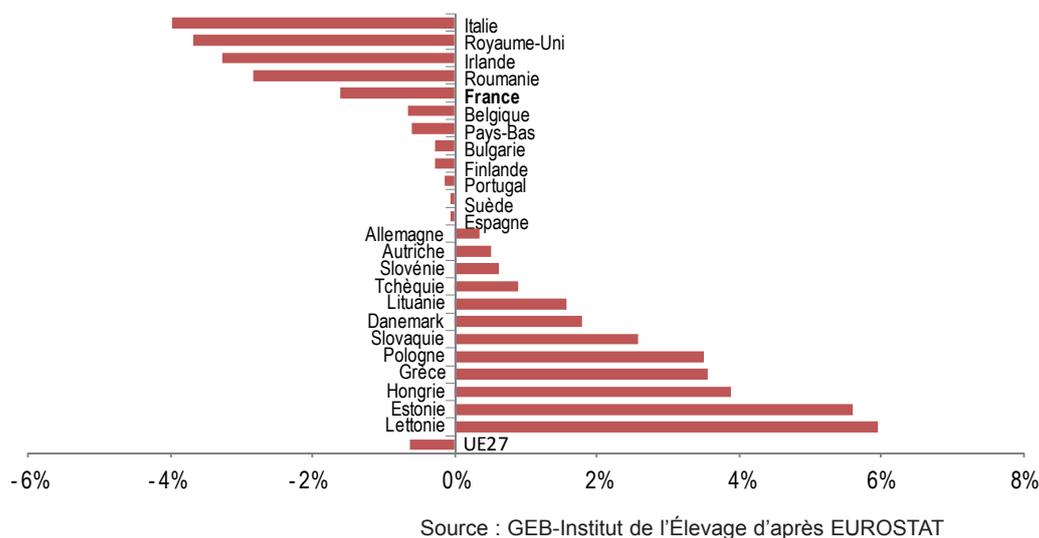
Évolution de la collecte de l'UE 2012 (% sur 2011)

Figure 1.1



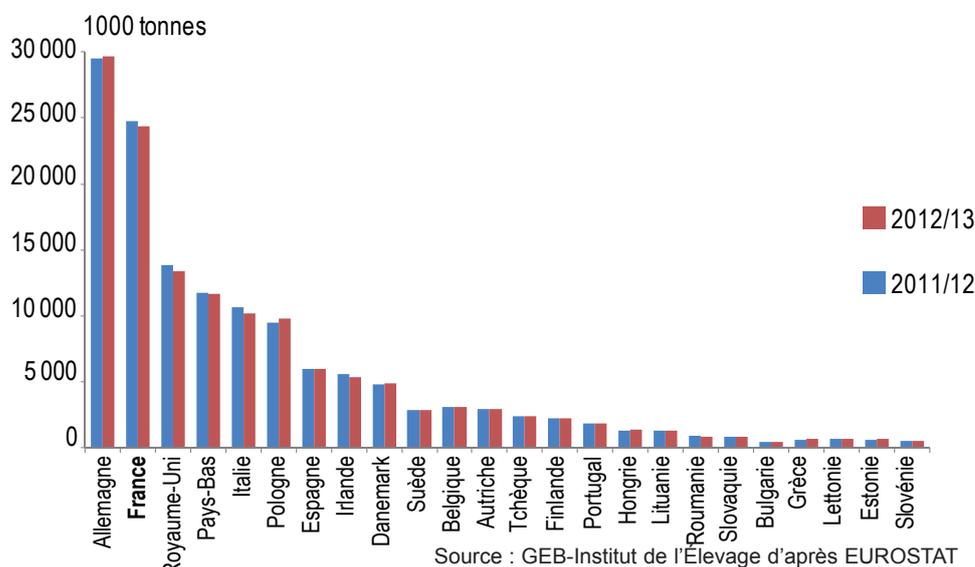
Évolution de la collecte laitière en 2012 (% sur 2011)

Figure 1.2



Collecte laitière lors des campagnes 2011/12 et 2012/13

Figure 1.3



● Une campagne 2012/13 en dents de scie

Lors de cette campagne 2012/13, deux facteurs principaux ont fortement influencé la collecte laitière européenne : tout d'abord la dégradation du prix du lait et ensuite l'évolution des cours des matières premières végétales entrant dans les aliments du bétail. Le prix du lait a baissé plus ou moins rapidement selon les pays (-13% en moyenne sur le premier semestre 2012). Malgré cette évolution, la collecte laitière européenne a débuté la campagne 2012/13 en légère progression, +0,3% au cours du printemps.

Toutefois, au cours de l'été, le prix des matières premières végétales et plus particulièrement des céréales et des tourteaux a littéralement flambé : mi août, le blé et le maïs se négociaient à 260 €/tonne et le tourteau de soja franchissait un record historique à 560 €/tonne. Dans le même temps, et sans doute entraînés par cette dynamique, les cours des produits laitiers industriels ont entamé un début de rebond. Cette flambée du cours des matières premières s'est traduite par une forte augmentation du prix des aliments concentrés et la plupart des éleveurs européens ont été contraints d'ajuster à la baisse les quantités distribuées. Au troisième trimestre, la collecte européenne diminuait ainsi de 1,4% d'un été à l'autre. Les pays du Nord de l'Europe ont de surcroît été pénalisés par des conditions climatiques estivales très humides qui ont fortement perturbé les récoltes de fourrage et le pâturage. Les nouveaux états-membres affichaient une meilleure résistance avec une collecte toujours en progression de 2,8 %.

La situation s'est encore dégradée pendant l'automne avec une collecte globale en recul de 1,9% au quatrième trimestre 2012, toujours sous la pression du prix des concentrés. Quelques pays, notamment l'Allemagne et les Pays-Bas, ont toutefois amorcé une reprise de production stimulée par le redressement du prix du lait porté à 316 €/tonne en moyenne sur le dernier trimestre 2012.

À la fin de campagne, s'amorce le début d'un redressement de la collecte laitière dans plusieurs pays. La bonne tenue des cours depuis l'automne incite les producteurs à augmenter leur livraison. En outre, le prix des matières premières végétales, même s'il reste élevé, marque le pas au début de l'année 2013 : le prix du blé s'approche des 220 €/tonne et le tourteau de soja se négocie aux alentours de 420 €/tonne. Selon nos estimations, la campagne laitière 2012/13 devrait se solder par une sous-réalisation globale de presque 9 millions de tonnes dans l'Union européenne, soit 26% de plus que lors de la campagne 2011/12.

On note une nouvelle fois une grande disparité selon les pays dans l'évolution de la collecte laitière. Contrairement à la campagne précédente, la plupart des nouveaux états-membres ont vu leur production augmenter sensiblement, même s'ils seront encore nombreux à afficher une sous-réalisation importante. À l'inverse, la majorité des pays d'Europe de l'Ouest afficheront une collecte en retrait sur la campagne 2012/13.

En France, une collecte en recul sous la pression des concentrés

Comme pour la campagne précédente, les éleveurs **français** ont bénéficié d'une augmentation de leur référence laitière de 1% au titre de la mise en œuvre du Bilan de Santé de la PAC. Le début de la campagne laitière française a été dynamique. Les livraisons printanières ont progressé de 2,5% d'une année sur l'autre. Toutefois, la production laitière a été fortement impactée au second semestre par le renchérissement du coût des aliments du bétail. Simultanément à cette hausse, les éleveurs ont subi une baisse du prix du lait causée par la dégradation des marchés des ingrédients laitiers. Au plus fort de cet effet ciseau, en septem-

Figure 1.4

Bilan de la campagne laitière 2011/12 dans l'Union européenne

1000 tonnes	Quota livraisons 2011/12	Collecte	Correctif matière grasse	Collecte corrigée	Bilan (1000 tonnes)	Bilan (%)	Pénalités (milliers €)	Part des pénalités (%)
Allemagne	29 625 242	29 497 437	165 168	29 662 605	37 363	0,1%	10 398	13%
France	25 483 805	24 662 505	-104 034	24 558 471	-925 334	-3,6%	-	-
Royaume-Uni	15 436 314	13 863 966	60 788	13 924 754	-1 511 560	-9,8%	-	-
Pays-Bas	11 737 438	11 714 298	82 214	11 796 512	59 074	0,5%	16 440	21%
Italie	10 883 074	10 876 217	-34 266	10 841 951	-41 123	-0,4%	-	-
Pologne	9 700 206	9 469 804	29 630	9 499 434	-200 772	-2,1%	-	-
Espagne	6 367 592	6 209 016	-39 672	6 169 344	-198 248	-3,1%	-	-
Irlande	5 668 361	5 569 178	158 840	5 728 018	59 657	1,1%	16 603	-
Danemark	4 752 212	4 843 149	-100 716	4 742 433	-9 779	-0,2%	-	0%
Suède	3 518 813	2 853 800	-76 975	2 776 825	-741 988	-21,1%	-	-
Belgique	3 495 505	3 367 871	111 525	3 479 396	-16 109	-0,5%	-	-
Autriche	2 846 595	2 937 590	29 659	2 967 249	120 654	4,2%	33 578	43%
République Tchèque	2 861 139	2 644 882	-161 109	2 483 773	-377 366	-13,2%	-	-
Finlande	2 563 043	2 251 046	-34 157	2 216 889	-346 154	-13,5%	-	-
Portugal	2 039 661	1 850 189	-8 547	1 841 642	-198 019	-9,7%	-	-
Hongrie	1 936 160	1 405 461	-4 034	1 401 427	-534 733	-27,6%	-	-
Lituanie	1 716 084	1 335 152	13 033	1 348 185	-367 899	-21,4%	-	-
Slovaquie	1 055 743	826 325	8 667	834 992	-220 751	-20,9%	-	-
Roumanie	1 490 833	854 715	-10 410	844 305	-646 528	-43,4%	-	-
Bulgarie	957 790	463 168	-9 035	454 133	-503 657	-52,6%	-	-
Grèce	861 044	640 728	15 367	656 095	-204 949	-23,8%	-	-
Lettonie	742 130	677 327	7 279	684 606	-57 524	-7,8%	-	-
Estonie	671 986	630 283	-16 316	613 967	-58 019	-8,6%	-	-
Slovénie	584 454	530 573	-3 250	527 323	-57 131	-9,8%	-	-
Luxembourg	286 459	282 424	5 560	287 984	1 525	0,5%	424	1%
UE27	147 484 704	140 453 324	86 602	140 539 926	-6 944 778	-4,7%	78 407	100%
T tal UE 15	125 565 158	121 419 414	230 754	121 650 168	-3 914 990	-3,1%	77 443	99%
T tal UE 12	21 919 546	19 033 910	-144 152	18 889 758	-3 029 788	-13,8%	964	1%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

bre, la collecte française a reculé de 6,8 %. De nombreux producteurs ont donc réduit les concentrés afin de ne pas pénaliser leur situation économique en produisant du lait supplémentaire à un revenu marginal négatif.

Les régions du nord et de l'ouest de la France ont en outre été affectées par un été très humide qui a pénalisé le pâturage et les récoltes de fourrages. En conséquence, la production a chuté de 4,1% au troisième trimestre. Le prix des concentrés se maintenant à des prix élevés jusque fin 2012 et le prix du lait payé aux éleveurs n'augmentant pas dans le même temps, la collecte laitière française est restée en retrait de 3,8% au quatrième trimestre 2012. Malgré le rebond du prix des ingrédients laitiers sur le marché mondial, le prix du lait payé aux éleveurs n'avait pas retrouvé au premier trimestre 2013 son niveau de l'hiver 2012. La collecte hivernale devrait au plus égaler celle de l'an dernier.

D'après nos estimations, la France s'achemine à nouveau vers une sous réalisation importante à l'issue de la campagne laitière, de l'ordre de 1,3 million de tonnes (avec la prise en compte du correctif matière grasse) soit l'équivalent de 5,0% de sa référence contre 3,6% à l'issue de la campagne 2011/12.

Les collectes régionales connaissent des évolutions contrastées. Seuls l'ensemble Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon-PACA et les Pays-de-la-Loire parviennent à produire (très légèrement) plus qu'en 2011.

Le cas des régions du Sud paraît surprenant car, dans le même temps, le cheptel de femelles laitières de plus de deux ans y a diminué de presque 5% en 2012. La situation est similaire en Poitou-Charentes et en Aquitaine où les effectifs ont également chuté de respectivement 4,6% et 6,1% en un an alors que la collecte n'a diminué que d'environ 2%. Dans ces régions, l'élevage laitier est sous la pression des grandes cultures. De nombreux polyculteurs-éleveurs délaissent voire abandonnent le lait au profit des grandes cultures. Toutefois, les éleveurs restant en production laitière disposent d'importantes marges de manœuvre en termes de production et utilisent principalement le levier « rendement laitier par vache » pour réaliser leur quota supplémentaire. En effet, malgré la forte baisse du cheptel, la collecte laitière recule peu, voire progresse. Ces régions sont donc marquées par une importante restructuration des élevages dont la taille et la productivité évoluent beaucoup plus rapidement qu'ailleurs en France.

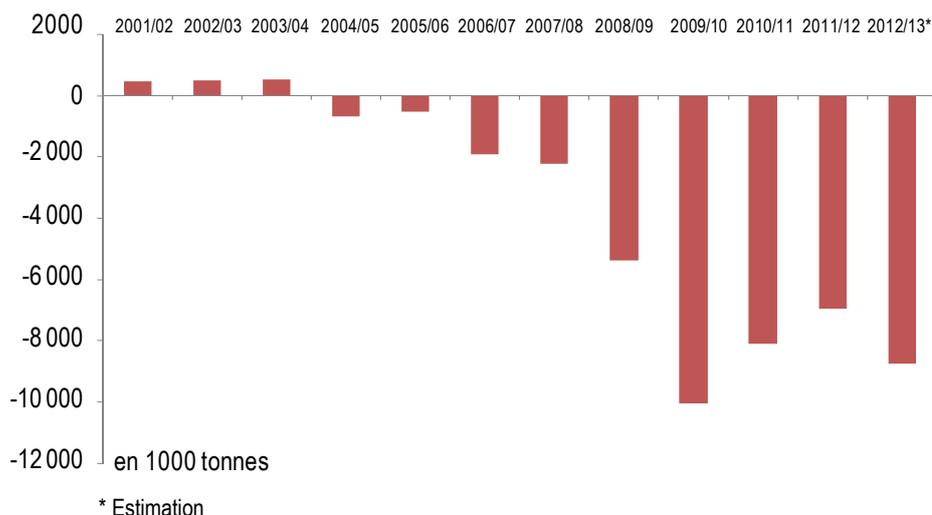
La Bretagne et la Basse-Normandie, ainsi que la Franche-Comté, malgré un cheptel bien ajusté, n'ont pas enregistré de hausse de production. Face à la hausse du coût des aliments du bétail, les éleveurs ont diminué les quantités de concentrés distribués aux vaches, ce qui a limité la hausse du rendement laitiers. La Basse-Normandie, dont les surfaces en prairie sont importantes, a en outre été pénalisée par des conditions climatiques particulièrement humides durant l'été, contraignant ainsi fortement le pâturage. C'est pourquoi la collecte diminue plus que le cheptel de femelles.

La Bourgogne et Champagne-Ardenne ferment la marche avec les plus fortes baisses de collecte, supérieures à 4,5%.

> > >

Évolution du différentiel entre quota «livraisons» et collecte laitière dans l'UE

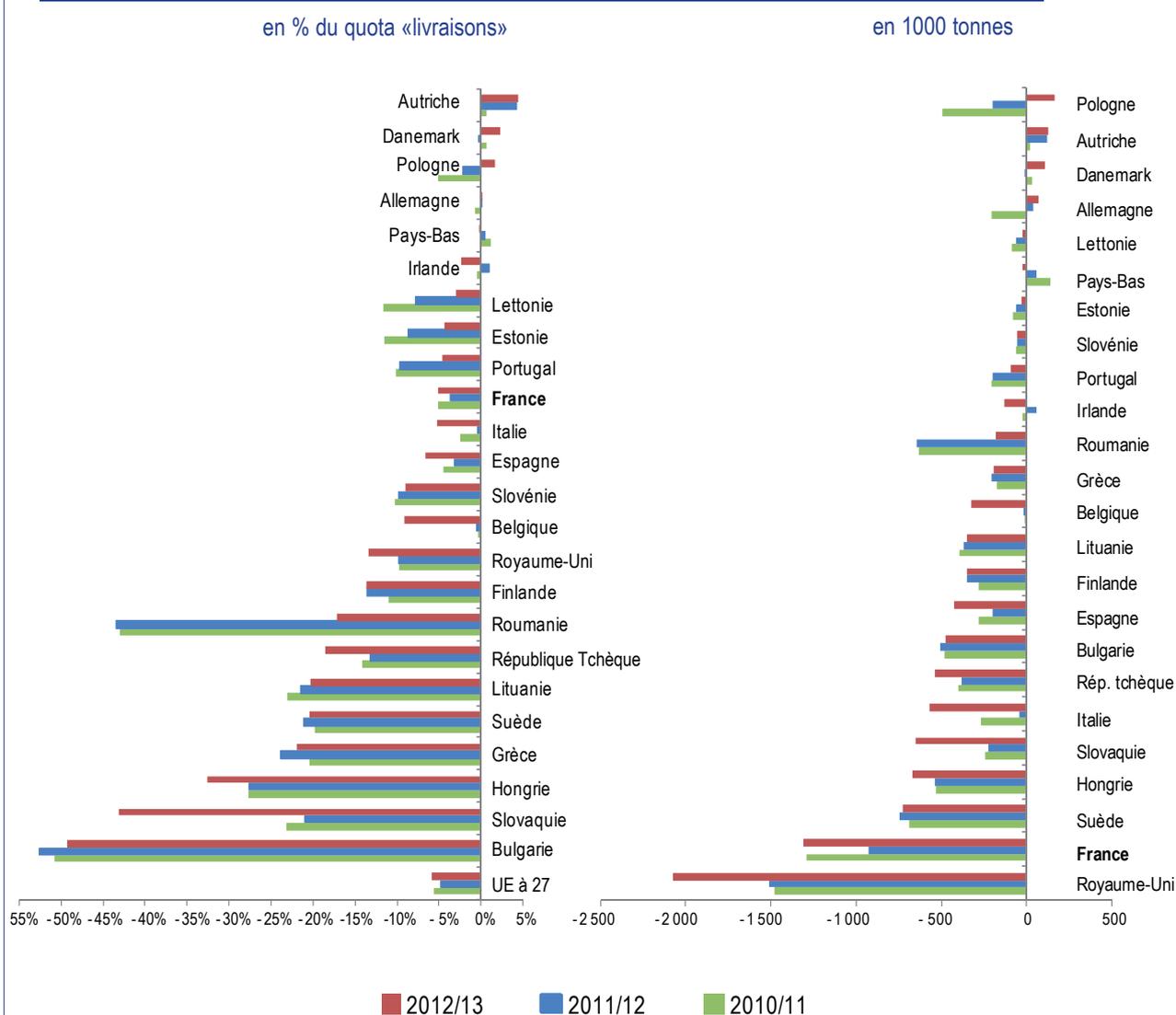
Figure 1.5



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

Bilans de campagnes par pays

Figure 1.6



En Allemagne, une collecte calée sur le quota national

Une nouvelle fois, la production laitière **allemande** a montré sa résilience dans les périodes difficiles et son abnégation pour atteindre l'objectif fixé : produire 30 milliards de litres de lait d'ici 2015. Les producteurs de lait allemands ont ainsi encaissé (presque) sans sourciller les variations de prix du lait et la flambée du coût des matières premières végétales. La collecte laitière a été dynamique au printemps 2012, sur la lancée de la fin de campagne précédente, en hausse de 1,8% au premier trimestre. Les éleveurs ont cependant été affectés par la baisse du prix du lait en été, qui a été plus prononcée qu'en France, et par la hausse des coûts de production. Toutefois, la collecte estivale n'a reculé que de 0,4 %. Grâce à un prix du lait très réactif, haussier dès le mois d'août, les producteurs ont reçu un signal clair et ont réagi et adapté leur système de production afin de profiter des opportunités du marché. C'est ainsi que les volumes de lait collectés ont de nouveau progressé sur le quatrième trimestre 2012 (+0,4 %). Cette réaction a été possible grâce, notamment, à un cheptel de vaches laitières bien étoffé. Les effectifs sont en effet restés stables entre décembre 2011 et décembre 2012. La collecte laitière devrait reculer légèrement de 0,4% au premier trimestre 2013, uniquement du fait de la différence du nombre de jours en février (la hausse des volumes serait de 0,4% en janvier et de 1,0% en mars). En tout et pour tout, la collecte laitière allemande n'aura été sous le niveau de la campagne précédente que durant 4 mois. Comme précédemment, l'Allemagne devrait donc afficher un léger dépassement de sa référence nationale de l'ordre de 0,2% selon nos estimations (+67 000 tonnes).

Des quotas maintenant presque gratuits...

En Allemagne, les producteurs ont la possibilité d'acheter des quotas pour augmenter leur production laitière. Avant 2006, les prix du kilo de lait se négociait aux alentours de 0,50 euro. L'annonce de la suppression des quotas laitiers à l'horizon 2015 a entraîné une baisse régulière du prix de vente des droits à produire. En 2012, cependant ils étaient en moyenne échangés à 10 centimes d'euro par kilo de lait, contre 8 centimes un an auparavant. Cette légère hausse du prix masque une évolution en dents de scie en 2012. Lors de la dernière bourse, le prix des volumes échangés a dégringolé à 5 centimes par kilo. Les volumes échangés ont eux aussi beaucoup diminué : -40% avec 427 000 tonnes échangées en 2012.

Une collecte toujours proche du quota aux Pays-Bas et au Danemark

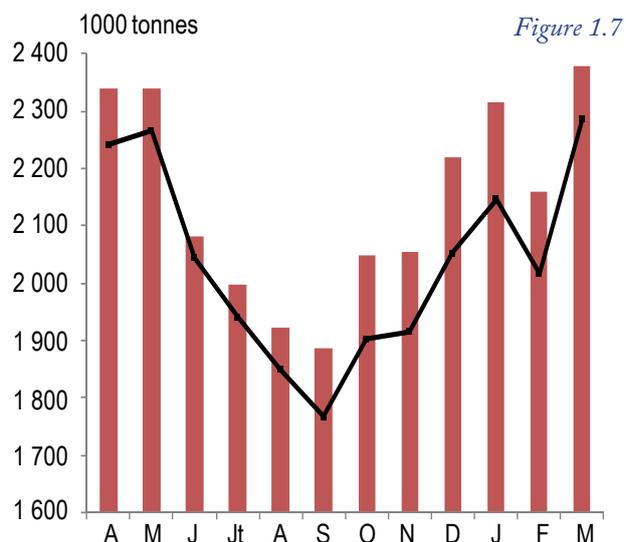
Aux **Pays-Bas**, la collecte laitière a suivi une évolution très proche de celle de la période précédente. Selon nos estimations, la collecte devrait légèrement reculer de 0,6% à l'issue de la campagne 2012/13. Il devrait y avoir une légère sous-réalisation de 0,2% par rapport au quota national. L'évolution négative du prix du lait, couplée à la hausse des charges relatives à l'alimentation animale, n'ont pas incité les éleveurs à dépasser leur quota comme lors des campagnes précédentes. La collecte laitière a suivi une évolution semblable à celle de l'Allemagne..

La situation est quelque peu différente au **Danemark** qui affiche d'habitude des évolutions similaires à l'Allemagne et au Pays-Bas. La collecte laitière danoise n'a cessé d'être en hausse tout au long de la campagne laitière, pour finalement progresser de 1,8% sur l'ensemble de la campagne. Le Danemark devrait ainsi dépasser d'au moins 2% sa référence nationale, le plus important dépassement des dix dernières années. Les producteurs danois, malgré la situation économique et financière très délicate dans laquelle ils se trouvent, ont été incités à augmenter leur production par un prix du lait qui a moins reculé qu'ailleurs et qui a rapidement rebondi lorsque le marché international des ingrédients laitiers s'est redressé.

Collecte laitière et quota théorique en France (2012/2013)

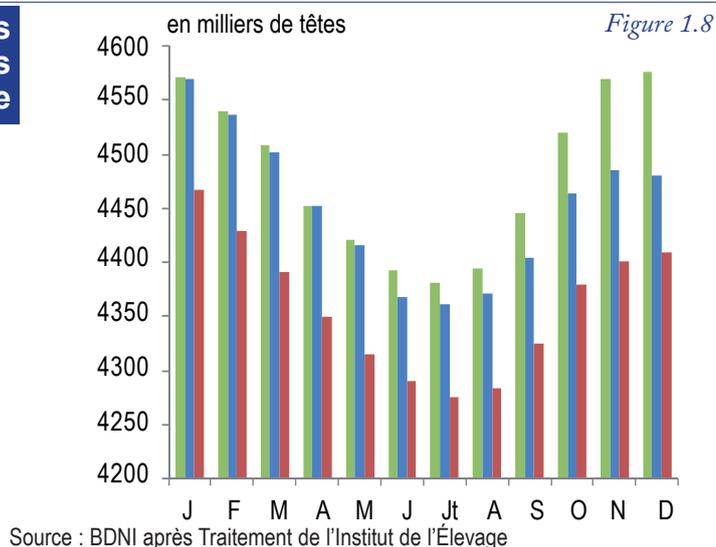
■ Quota théorique
● Collecte corrigée de la MG

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT



Effectifs de femelles de race laitières âgées de > 2 ans en France

■ 2012
■ 2011
■ 2010

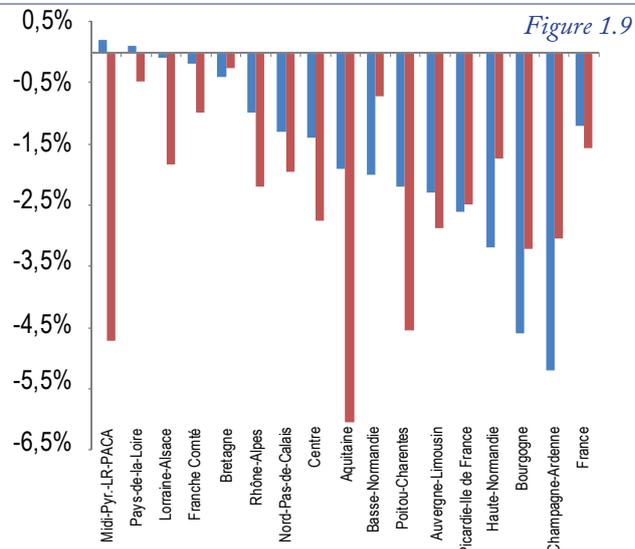


Source : BDNI après Traitement de l'Institut de l'Élevage

Évolution du cheptel de femelles de + de 2 ans et de la collecte par régions entre 2011 et 2012

■ Collecte
■ Cheptel femelles +2 ans

Source : GEB-Institut de l'Élevage selon BDNI et FranceAgriMer



Après avoir rebondi en 2010 et 2011, le prix d'échange des quotas laitiers au Danemark a de nouveau fortement reculé pour retrouver le niveau atteint en 2009 à 0,13 euro par kilo. Cette baisse du prix s'accompagne d'une contraction des volumes échangés à 104 000 tonnes au cours de 2012 (-7% par rapport à 2011). L'approche de la suppression des quotas laitiers en 2015 rend l'investissement en volume supplémentaire de moins en moins attractif.

Vers un nouveau déclin de la production au Royaume-Uni

Après un rebond de 4% en 2010/11, puis de 1% lors de la campagne 2011/12, la collecte laitière au **Royaume-Uni** semble avoir retrouvé le déclin lent et progressif qui prévalait depuis le début des années 2000. En effet, les volumes devraient diminuer de 3,7% au cours de la campagne 2012/13 pour afficher une sous-réalisation de presque 15% de la référence nationale avec un manque de plus de 2 millions de tonnes. Il s'agit de la plus importante sous-réalisation du pays depuis la mise en place des quotas laitiers. Cette baisse des volumes s'explique par le fait que les éleveurs britanniques ont été confrontés à des conditions climatiques exécrables tout au long du printemps et de l'été. La collecte laitière a chuté de 4% en l'été. Ce mauvais temps a semble-t-il fortement dégradé la qualité des fourrages récoltés : la collecte n'a cessé de chuter de 6% en automne et en hiver. Les éleveurs ont dû en outre faire face à la flambée du coût des matières premières végétales. Ils ont limité le recours aux concentrés pour compenser la piètre qualité des fourrages. Les distributeurs ont néanmoins consenti des hausses de prix lors des négociations contractuelles pour limiter cette baisse des valeurs. Mais, malgré une augmentation de 4% du prix du lait (+10% en euro), les éleveurs ne sont pas parvenus à augmenter la production. Il faudra sans doute attendre le début de la campagne laitière 2013/14 pour savoir si cette baisse de production n'a été que conjoncturelle ou s'annonce plus structurelle.

L'Irlande limite la casse

L'Irlande a été soumise aux mêmes conditions climatiques très humides que son voisin britannique. Toutefois, du fait d'une production laitière très saisonnalisée, avec plus de 60% de la production réalisée entre avril et août, les éleveurs ont été moins exposés. La collecte laitière affiche ainsi une baisse de 3,3 %. Cette situation marque cependant un coup d'arrêt à la formidable dynamique de la filière irlandaise ces dernières années : +8% en 2010 et +4% en 2011. Contrairement à la campagne précédente, l'Irlande s'achemine vers une sous-réalisation à l'issue de la campagne laitière 2012/13, de l'ordre de 2 %.

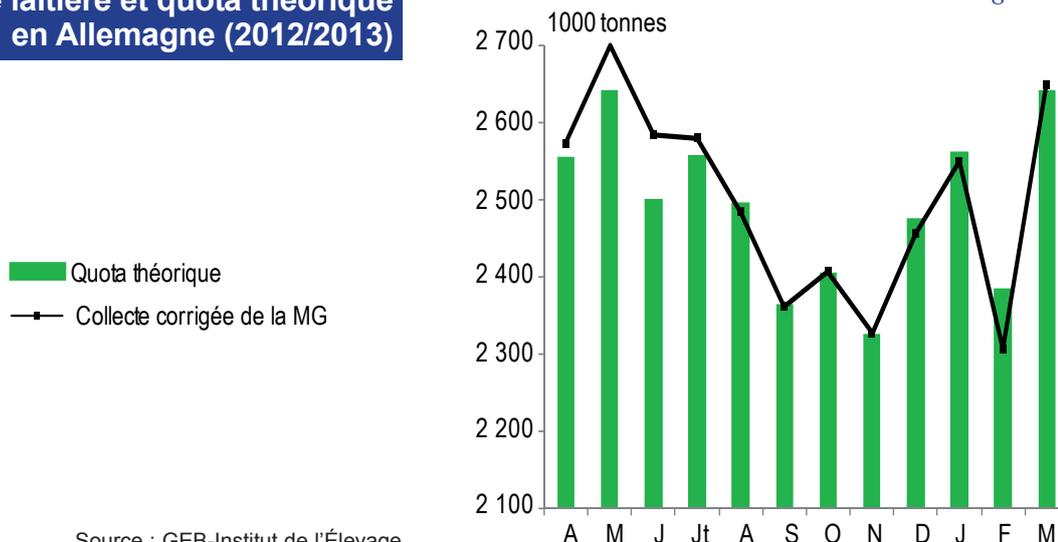
L'Autriche accroît son dépassement

Parmi l'ensemble des états-membres, **L'Autriche** présente une longue tradition de sur-réalisation de son quota laitier. La campagne 2012/13 n'échappera pas à la règle et le pays devrait même voir son dépassement s'accroître encore par rapport à la campagne précédente. En effet, après avoir progressé de 5% en 2011/12, la collecte laitière devrait de nouveau augmenter, plus faiblement, en 2012/13 : +0,5 %. À l'issue de la campagne, l'Autriche devrait dépasser de 120 000 tonnes (4,5%) son quota national.

> > >

Collecte laitière et quota théorique en Allemagne (2012/2013)

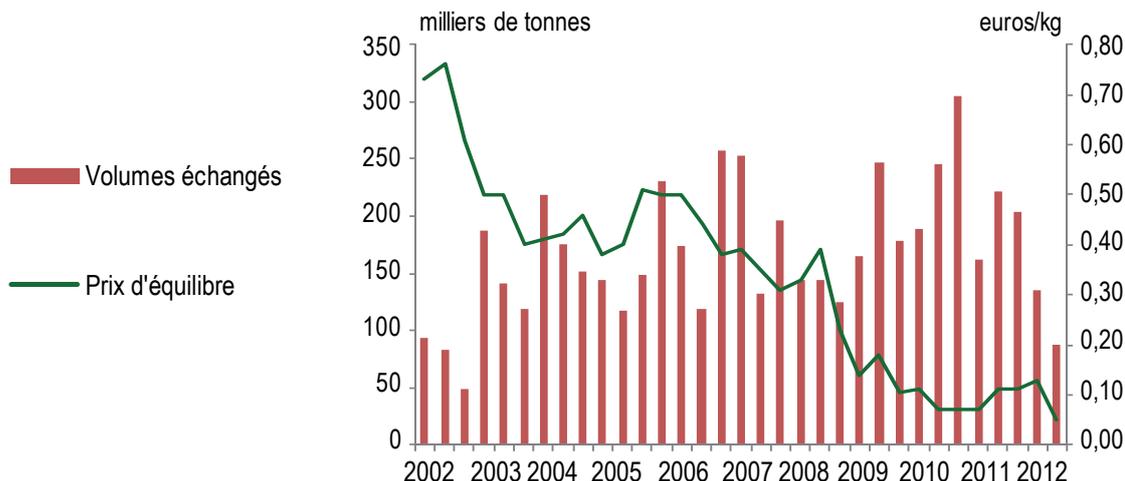
Figure 1.10



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT

Prix et volume des quotas laitiers échangés en Allemagne

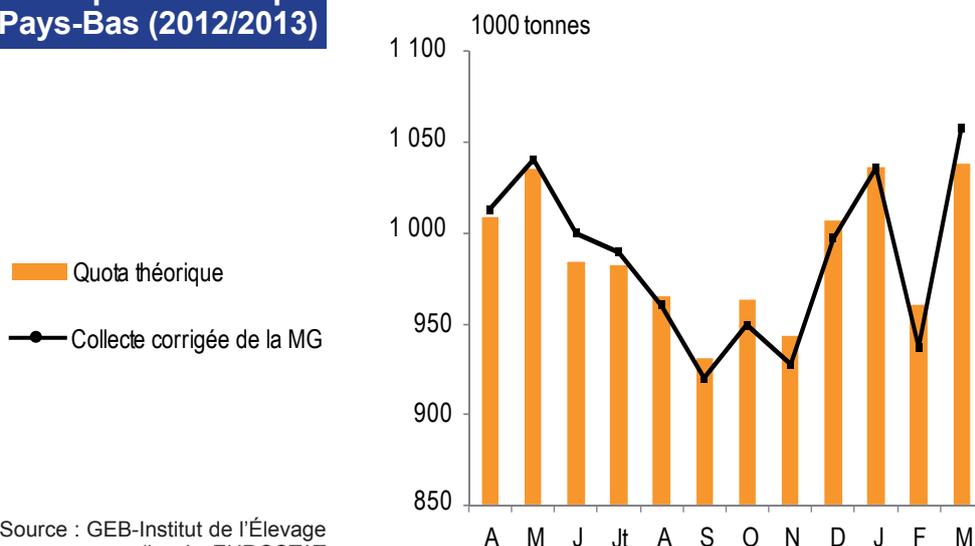
Figure 1.11



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après DBV

Collecte laitière et quota théorique aux Pays-Bas (2012/2013)

Figure 1.12



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT

Collecte stable en Italie et en Espagne

De façon similaire à l'Autriche, l'**Italie** a longtemps été qualifiée de « mauvais élève » de l'UE pour ses dépassements de quota très importants. Pour remédier à cette situation, la Commission européenne avait décidé d'octroyer à l'Italie d'un seul coup les 5% d'augmentation réglementaire du Bilan de Santé dès 2009 (alors qu'ils ont été distribués annuellement à hauteur de 1% pour l'ensemble des autres pays). Ainsi, sur les deux dernières campagnes, l'Italie a affiché une sous-réalisation de son quota. À l'issue de la campagne actuelle, le pays devrait être juste dans les clous. Malgré une collecte stationnaire (-0,4%), la teneur en matière grasse du lait qui a fortement progressé a alourdi de 89 000 tonnes le correctif matière grasse

En **Espagne**, la collecte marque une pause après deux campagnes haussières (+2%). Encore en augmentation sur la première moitié de campagne, elle a reculé d'autant durant l'automne 2012 et l'hiver 2013. Les élevages espagnols, qui sont caractérisés par des conduites très intensives à l'animal, se sont trouvés confrontés à la hausse du coût des aliments du bétail. Sur la seconde moitié de la campagne les volumes reculent de 1,7%. Avec une collecte stable, l'Espagne s'acheminerait ainsi vers une sous réalisation importante, comprise entre 6 et 7% de sa référence nationale (-420 000 tonnes).

Forte sous-réalisation des pays scandinaves

En **Suède** la production laitière n'a cessé de décliner pendant pratiquement dix ans. La campagne 2012/13 venait la collecte se stabiliser (-0,1 %). S'agit-il d'une simple pause dans un processus structurel ou de prémices d'un futur rebond ? La Suède se dirige vers une nouvelle sous-réalisation importante qui devrait représenter 20% de sa référence nationale.

En **Finlande** la collecte laitière devrait également se stabiliser et se solder par une sous-réalisation importante d'au moins 14% du quota national.

La reprise de la production laitière se confirme-t-elle à l'Est ?

L'évolution favorable sur le marché des produits laitiers à partir de l'été 2012 a permis aux éleveurs des pays de l'Est de tirer leur épingle du jeu et d'augmenter leur production. Il semble ainsi que le rebond de la collecte amorcé lors de la campagne précédente se confirme et que les actions mises en œuvre aient permis de relancer durablement la production. Cependant, malgré la hausse des volumes collectés, de nombreux pays affichent toujours une sous-réalisation très importante de leur quota.

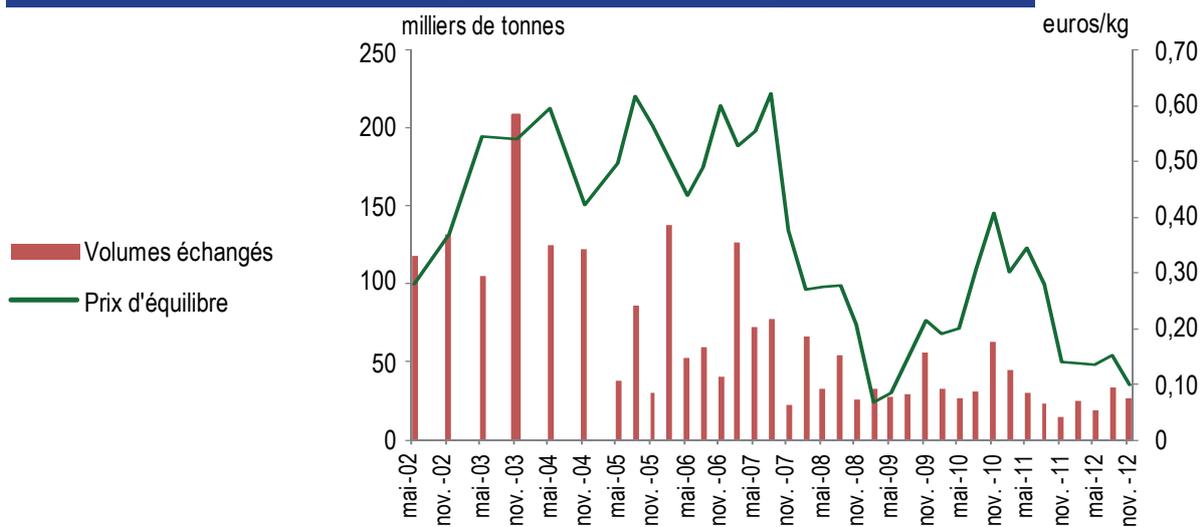
En **Pologne**, la collecte laitière devrait augmenter de 3,4% au cours de la campagne laitière 2012/13 après avoir déjà progressé de 5% lors de la campagne précédente. À ce rythme, elle sera le premier pays parmi les nouveaux adhérents à dépasser sa référence nationale depuis leur accession en 2004. Ce volume excédentaire devrait s'élever à 155 000 tonnes, soit 1,6% du droit à produire.

Les autres principaux pays producteurs de lait de l'Est de l'UE affichent également des dynamiques de production positives pour la campagne 2012/13. La **Hongrie** voit ses volumes progresser de 4%, la **Lituanie** de 2% et la **République Tchèque** d'un peu moins de 1%. Toutefois, leur sous-réalisation devrait atteindre les 20% du quota national, voire 35% pour la Hongrie.

> > >

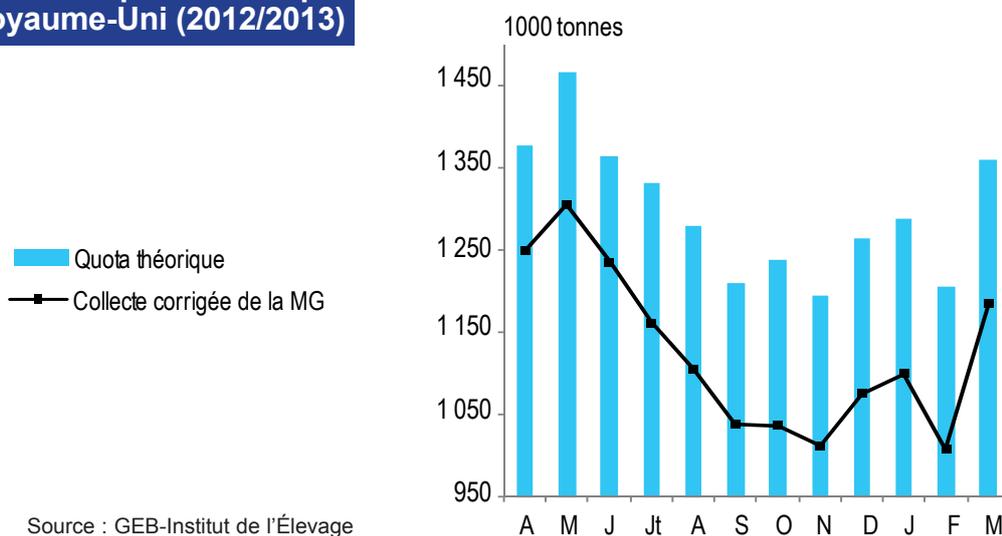
Prix et volume des quotas laitiers échangés au Danemark

Figure 1.13



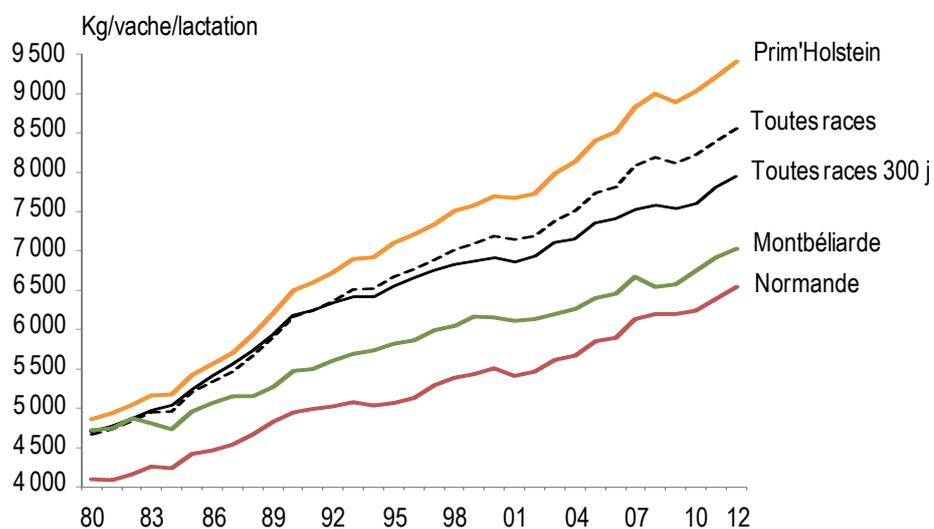
Collecte laitière et quota théorique au Royaume-Uni (2012/2013)

Figure 1.14



Rendements des vaches au Contrôle Laitier en France de 1980 à 2012

Figure 1.15



● Les rendements laitiers progressent moins vite

En 2012, l'évolution contrastée de la conjoncture sur les marchés internationaux et la hausse du prix des aliments du bétail auraient pu pénaliser la croissance continue des rendements laitiers en Europe. Si l'on observe bien un recul de la productivité des vaches laitières au Royaume-Uni et en Irlande, elle continue de progresser en France, Allemagne et Danemark.

Légère augmentation des rendements en France...

En **France**, le rendement laitier moyen par vache, estimé à 6 838 kg en 2012 a progressé de 33 kg/vache (+0,5 %), bien en-dessous de la tendance constatée lors des dix dernières années (75 kg/VL/an). Toutefois, cette légère pause fait suite à deux très fortes augmentations consécutives des rendements depuis la crise laitière de 2009. Ainsi, la productivité des vaches a bondi de 702 kg en l'espace de trois ans, malgré le ralentissement de la collecte laitière sur la campagne 2012/13. Les éleveurs français ont su tirer le meilleur d'un cheptel de vaches laitières en diminution de 0,6%.

... nettement plus forte sur les lactations contrôlées

Le rendement laitier des vaches soumises au contrôle laitier a progressé presque autant qu'en 2011. Estimée à 8 561 kg/VL en 2012, la lactation brute moyenne des femelles contrôlées a augmenté de 166 kg d'une année sur l'autre (+2,0%). En 2012, 2,51 millions de vaches ont été contrôlées, soit 1,3% de moins que l'année précédente. Cette diminution du nombre d'animaux contrôlés est certes plus faible que les années passées mais sur un cheptel total en baisse de 0,6% seulement. Parmi les animaux contrôlés, 67% sont de race Prim'Holstein, 17% de race Montbéliarde et 9% de race Normande. La durée moyenne des lactations, toutes races confondues, a progressé de 1 jour à 339 jours.

La production brute des Prim'Holstein dépasse largement la barre des 9 000 kg de lait par lactation brute à 9 411 kg/VL/an pour 352 jours de lactation. Le rendement progresse de 196 kg notamment grâce à un allongement de 2 jours de la durée de lactation. 9% des vaches Prim'Holstein contrôlées ont produit plus de 11 000 kg de lait sur une même lactation. Le taux protéique est stable depuis 2 ans à 32,0 g/kg. Le taux butyreux, après avoir marqué une pause en 2011, reprend sa tendance baissière à 39,3 g/kg contre 39,7 g/kg l'année précédente.

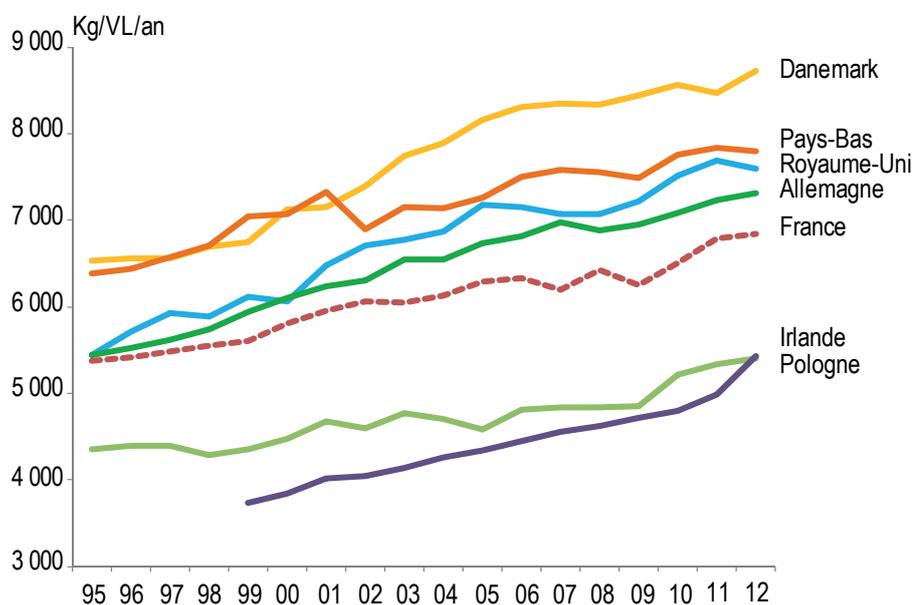
Estimée à 6 546 kg par vache sur 322 jours de lactation en 2012, la production laitière brute des Normandes progresse fortement d'une année sur l'autre : +156 kg par animal après une progression similaire entre 2010 et 2011. Malgré cette hausse de la productivité, le taux protéique reste inchangé à 34,8 g/kg et le taux butyreux baisse légèrement à 42,5 g/kg.

La production brute des vaches Montbéliardes a de son côté progressé de 105 kg et s'établit à 7 027 kg de lait par vache en 2012. Désormais autant présente en dehors que dans son berceau historique, cette race est intégrée dans des systèmes laitiers aussi réactifs à la conjoncture que des élevages avec Prim'Holstein. Le taux protéique s'établit à 32,8 g/kg tout comme en 2011. Le taux butyreux, plus faible que pour la Prim'Holstein et la Normande, se maintient à 39 g/kg depuis plus de 10 ans.

> > >

Rendements laitiers des cheptels nationaux dans l'UE de 1995 à 2012

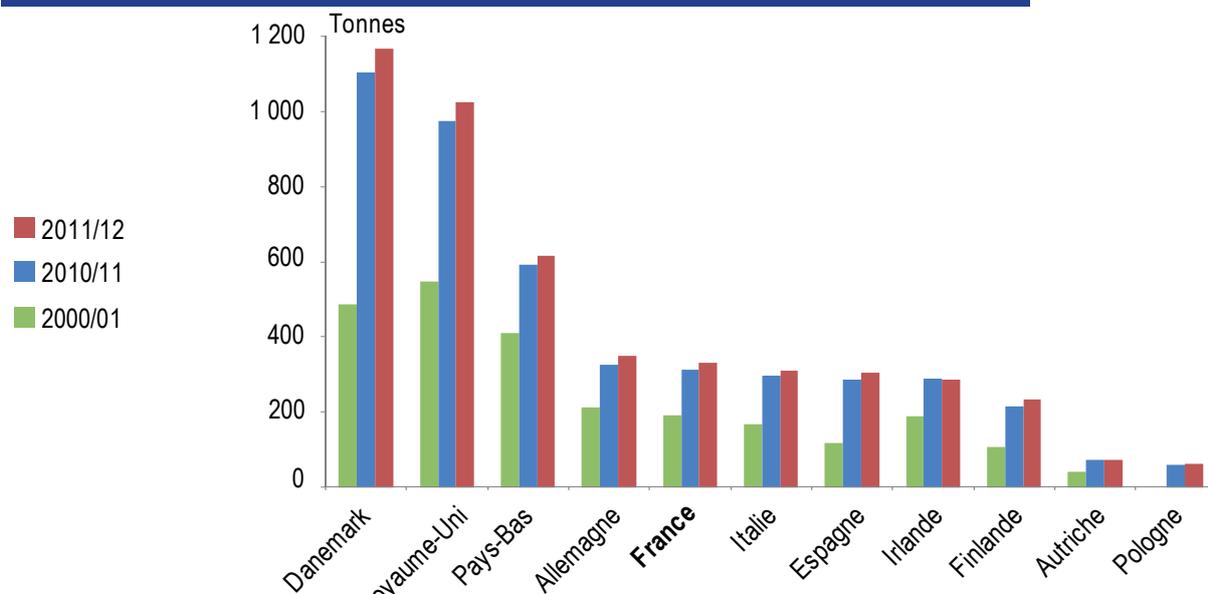
Figure 1.16



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT

Évolution du quota moyen par livreur

Figure 1.17



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

Ralentissement de la progression des rendements au Nord de l'UE

En **Allemagne**, la croissance de la productivité des vaches laitières a ralenti en 2012. Le rendement s'établit à 7 311 kg par animal, soit une progression moitié moindre que l'année précédente, 72 kg contre 151 kg en 2011, avec un cheptel numériquement stationnaire.

En 2012, le **Danemark** a conservé sa première place au palmarès des animaux les plus productifs. Estimé à 8 727 kg de lait en 2012, le rendement annuel moyen par vache bondit de 256 kg. Cette forte progression faite suite à une baisse très ponctuelle de la productivité du cheptel en 2011 dans un processus de forte intensification de la productivité animale. Au cours des dix dernières années, le rendement laitier s'est accru de 1 330 kg.

La productivité du cheptel **polonais** progresse elle aussi de façon spectaculaire. Elle a bondi de 438 kg (+8,8 %) à 5 428 kg de lait par vache, et dépasse désormais celle du cheptel irlandais. Cette hausse de la productivité des animaux est le principal facteur ayant permis à la Pologne de dépasser pour la première fois son quota laitier lors de la campagne 2012/13.

Pour la première fois depuis la crise laitière de 2009, les **Pays-Bas** voient le rendement laitier des vaches diminuer. Estimé à 7 805 kg de lait, il ne perd cependant que 38 kg par rapport à 2011. Les éleveurs ont sans doute réduit la distribution d'aliments concentrés dans des systèmes relativement intensifs à l'échelle de l'animal.

L'**Irlande** et le **Royaume-Uni** voient le rendement laitier fortement pâtir en 2012. Les conditions climatiques très humides du printemps et de l'été ont fortement perturbé le pâturage des animaux et dégradé la qualité des fourrages récoltés. Ainsi, le rendement du cheptel irlandais a chuté de 140 kg après avoir bondi de 700 kg en seulement deux ans et revient à 5 411 kg/vache. Le rendement laitier a aussi baissé de 126 kg de lait au Royaume-Uni à 7 600 kg par animal.

● Des cessations d'activité laitière en baisse, mais toujours nombreuses

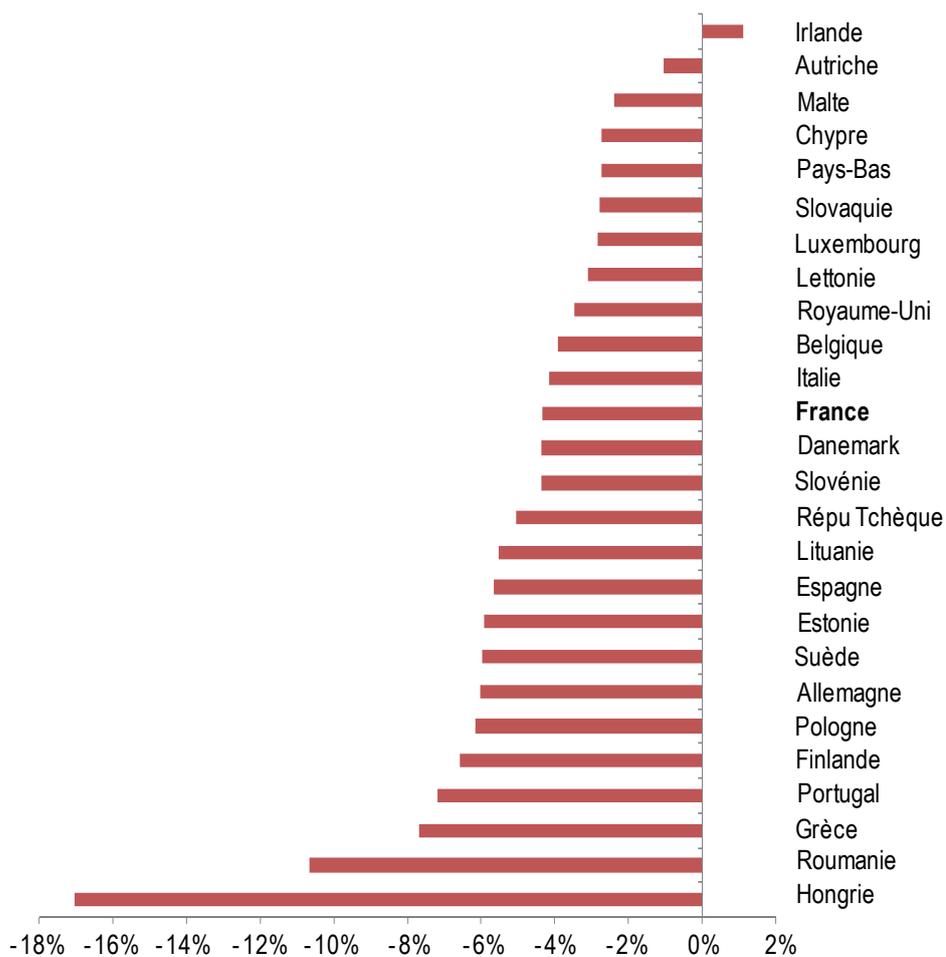
Les exploitations laitières détentrices d'un quota « livraisons » sont aussi nombreuses dans les douze nouveaux états-membres (qui ne détiennent que 15% du quota européen) que dans les anciens états-membres. Les élevages laitiers dans les nouveaux états-membres de l'Union européenne sont, pour l'essentiel, des « micro-élevages » ayant moins de dix vaches. D'ailleurs, deux pays, la Pologne et la Roumanie, réunissent à eux seuls 37% des 668 000 détenteurs de « quotas livraisons » recensés dans l'ensemble de l'UE à 27. Toutefois, quelle que soit la zone considérée, le rythme des cessations d'activité s'est ralenti en 2011 : 4,3% en 2011 pour l'UE 15 (contre 4,5% en 2010) et 5,8% dans les NEM contre 6,6% l'année précédente. La bonne tenue de la conjoncture lors de la campagne 2011/12 a permis à de nombreux éleveurs de regonfler quelques peu leur trésorerie et ainsi de se maintenir en activité.

Ralentissement des restructurations dans les nouveaux états-membres

Le rythme des cessations laitières baisse dans les pays de l'Est et se rapproche ainsi progressivement de la tendance moyenne observée dans les anciens états-membres. On observe toutefois des différences importantes selon les pays, qui dépendent principalement de la taille des

Réduction du nombre d'élevages latiers entre 2011 et 2012 (%)

Figure 1.18



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT

structures de production. Par exemple, la Pologne compte 149 000 livreurs produisant en moyenne 63 000 litres de lait. À l'opposé, la République tchèque ne compte guère plus de 2 000 ateliers qui ont livré en moyenne 1,34 million de litres.

Depuis l'entrée dans l'Union Européenne des 12 nouveaux états-membres, la restructuration du secteur productif laitier a été soutenue. Les taux de restructuration les plus forts étaient constatés dans les pays Baltes et en Pologne. Toutefois, le redressement des marchés laitiers a permis de ralentir ce mouvement.

Même s'il diminue, le taux de disparition des détenteurs de quotas laitiers reste très élevé en **Roumanie** : -11% en 2011/12 (contre -19% la campagne précédente). Il est en revanche moins rapide en **République-Tchèque** (-5%), en **Slovénie** (-4%), en **Lettonie** (-3%) et en **Slovaquie** (-3%). Le taux est stable en **Pologne** (-6%), tout comme en **Lituanie** et en **Estonie**.

Depuis leur adhésion à l'UE, l'ensemble des nouveaux états-membres a perdu la moitié des livreurs de lait en l'espace de six ans, et en seulement 3 ans pour la Roumanie.

À l'inverse, si le taux des cessations d'activité laitière est plus modéré en **République tchèque**, **Slovaquie** et **Slovénie**, il y a cependant augmenté de presque un point en une campagne. La République tchèque comptait en 2010 2 180 exploitations laitières (-7 %) qui possédaient en moyenne un quota laitier de 1,26 million de kg et la Slovaquie 574 ateliers (-6%) détenant chacun en moyenne 1,77 million de kg. Ces structures sont, bien entendu, l'héritage de la période soviétique.

Le redressement de la conjoncture profite également aux éleveurs de l'Ouest de l'UE...

Avec le rebond des cours des produits laitiers sur les marchés internationaux, la plupart des pays ont un taux de restructuration diminuer ou se stabiliser lors de la campagne 2011/12. L'Irlande affiche même une augmentation du nombre de ses éleveurs laitiers au cours de la campagne. En revanche, l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce, la Finlande et la Suède enregistrent une accélération du rythme des cessations laitières.

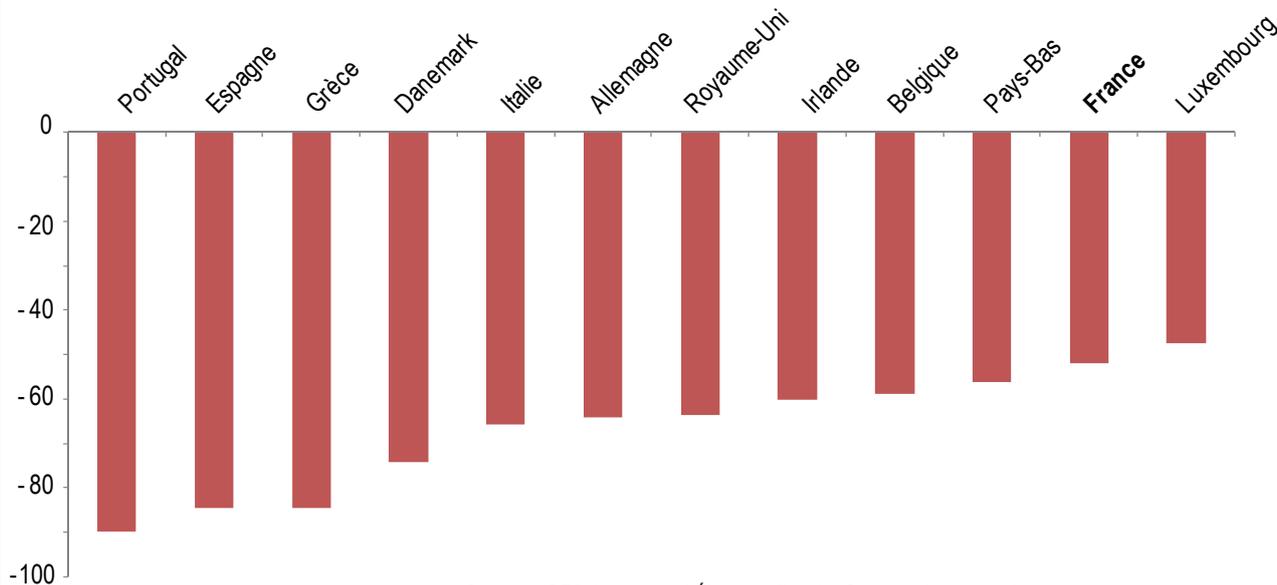
L'**Irlande** est ainsi le premier pays à enregistrer une hausse, certes modeste (+1%), du nombre de ses livreurs, à 19 140 à l'issue de la campagne 2011/12. Cette augmentation étant supérieure à la hausse de la référence, le quota moyen par éleveur a légèrement diminué en 2011/12 pour s'établir à 287 500 kg.

Le Royaume-Uni a de son côté bénéficié d'un tassement du rythme des cessations à -3,5 %. Ramenés à 14 600 sur la campagne 2010/11, les détenteurs de quotas « livraisons » dépassent ainsi la barre du million de kilo de droit à produire (1,07 million).

Aux **Pays-Bas** et au **Danemark**, les taux de cessations laitières sont stables d'une campagne à l'autre, respectivement de -3% et -4%. Au **Danemark**, le secteur laitier, fortement impacté par la crise financière qui a ébranlé le pays, connaît paradoxalement un taux de cessation modéré. Les banques maintiennent à bout de bras de nombreuses exploitations laitières très endettées. La restructuration à marche forcée et la course à l'agrandissement ont donc été brutalement stoppées depuis 2009. Le rôle accru des banques depuis trois ans a permis de

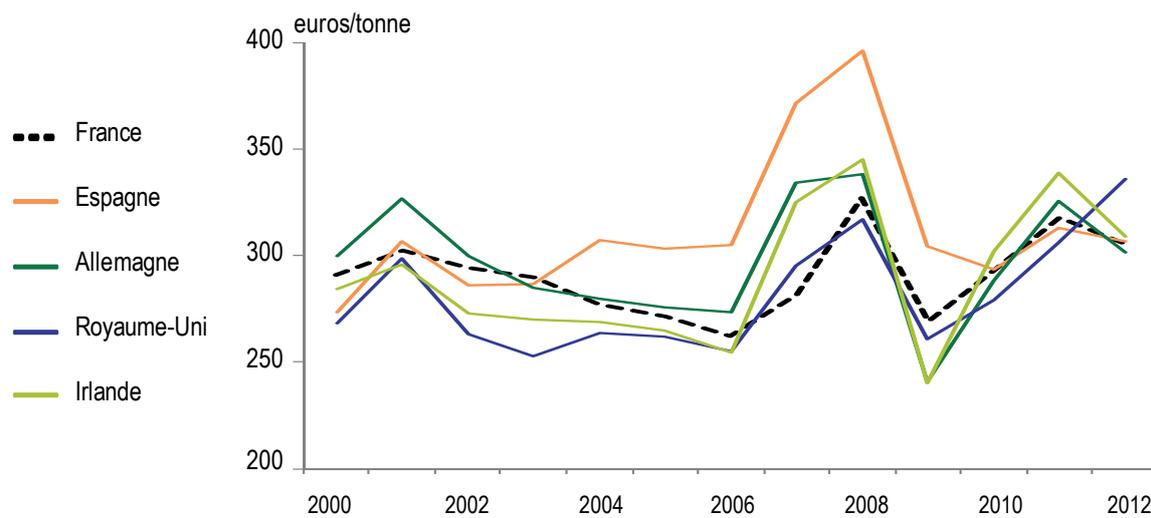
Évolution du nombre des ateliers laitiers entre 1995 et 2012 (en %)

Figure 1.19



Évolution du prix moyen annuel du lait standard de 2000 à 2012

Figure 1.20



maintenir en activité des exploitations qui auraient sans doute disparu dans un contexte moins critique. En effet, auparavant, le Danemark affichait un taux de cessation record puisque, de 2004 à 2009, 9% des éleveurs laitiers ont disparu chaque année.

À l'inverse, l'**Allemagne** affiche une reprise de la restructuration laitière. Le taux des cessations laitières a bondi de 3% à 6% d'une campagne à l'autre. Elles sont les plus nombreuses dans les Länder du Nord où les exploitations sont pourtant les plus dynamiques en termes d'augmentation de la production. L'Allemagne compte 82 250 éleveurs laitiers disposant d'un quota moyen de 349 700 kilos.

Dans les pays scandinaves, le taux des cessations laitières progresse d'un point pour atteindre 7% en **Finlande** et 6% en **Suède** où les ateliers disposent en moyenne de 599 000 kg de lait contre 233 000 kg pour la Finlande.

Les pays du sud de l'Europe, englués dans la crise, ne connaissent pas d'accélération de la restructuration laitière. Depuis 2008, le rythme des cessations d'activité s'est même fortement ralenti notamment en **Espagne** et en **Grèce** où 10% des élevages laitiers disparaissaient chaque année. Le taux de réduction des ateliers laitiers est stabilisé depuis deux ans à 7,5% en Grèce et à 5,5% en Espagne. Il a même diminué en Italie, passant de 5% en 2010/11 à 4% en 2011/12.

Moins de cessations d'activité en France

Au cours de la campagne 2011/12, la **France** a vu son taux de restructuration se réduire légèrement à 4,3% (il était auparavant de 4,7%). La aussi, le maintien des cours des produits laitiers sur la campagne a permis aux éleveurs de relancer la production. La France comptait ainsi 74 835 détenteurs de quotas laitiers dont le volume moyen était de 330 600 kg de lait, selon la distribution suivante en fonction de la taille des droits à produire :

- 8% ont un quota inférieur à 100 000 litres,
- 16% ont un quota compris entre 101 000 et 200 000 litres,
- 25% ont un quota compris entre 201 000 et 300 000 litres,
- 20% ont un quota compris entre 301 000 et 400 000 litres,
- 15% ont un quota compris entre 401 000 et 500 000 litres,
- 17% ont un quota supérieur à 500 000 litres.

● Baisse du prix du lait à la production

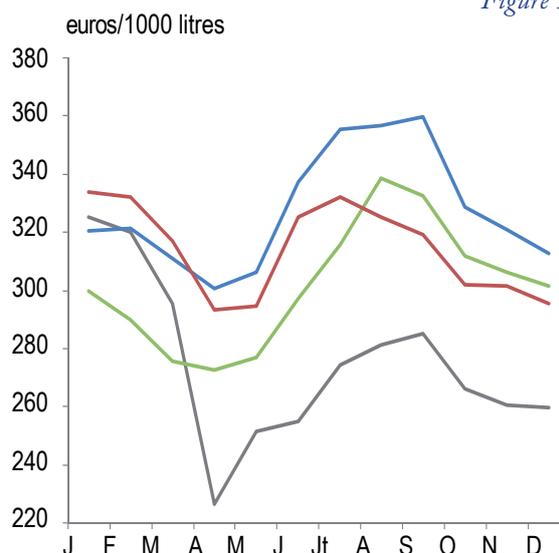
L'année 2011 avait été marquée par une bonne tenue du prix du lait à la production, faisant suite à une année 2010 en forte progression après la crise laitière de 2009. En 2012, le prix du lait a évolué en deux temps dans la plupart des pays de l'Union européenne. Au cours du premier semestre, le prix du lait a reculé dans le sillage de la baisse du prix des produits industriels laitiers sur les marchés internationaux. À partir du mois d'août, le prix du lait a amorcé un rebond qui s'est poursuivi jusque début 2013, suite au redressement des cours des produits laitiers.

> > >

Prix du lait de vache à la production en France

Figure 1.21

— 2012
— 2011
— 2010
— 2009

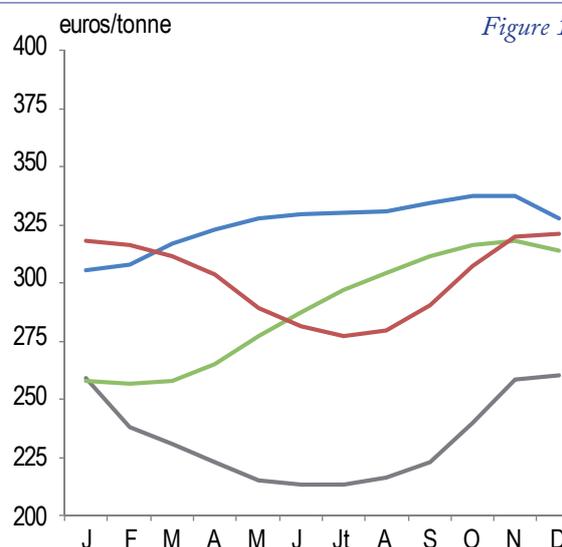


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Sources nationales

Prix du lait de vache à la production en Allemagne

Figure 1.22

— 2012
— 2011
— 2010
— 2009

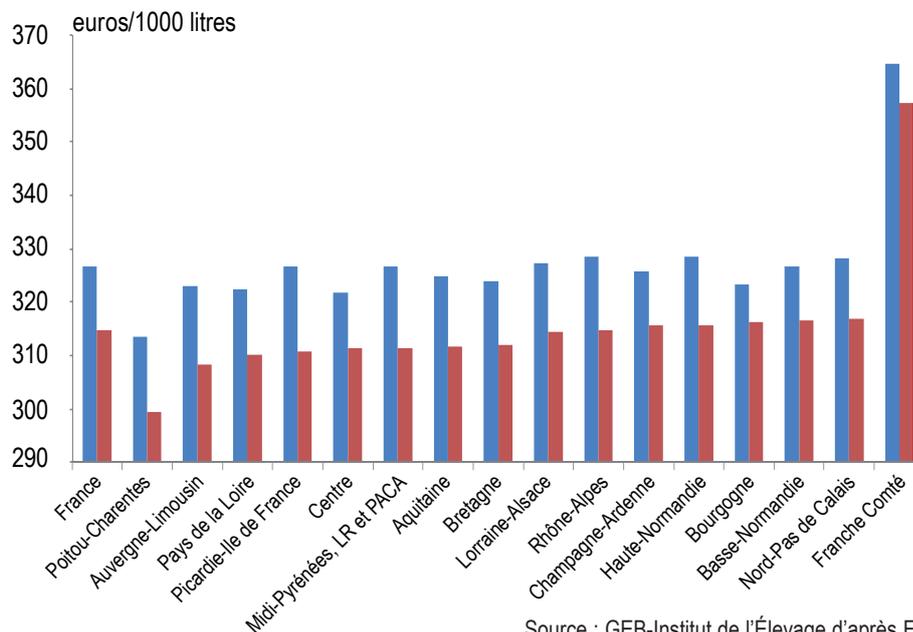


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ZMB

Évolution du prix moyen annuel du lait standard dans les régions

Figure 1.23

■ 2012
■ 2011



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Un fort recul en Europe du Nord

Démarrant l'année à 318 €/tonne, le prix du lait standard en **Allemagne** (ramené à 32 de MP et 38 de MG) n'a cessé de diminuer tout au long du premier trimestre pour atteindre son point le plus bas en juillet à 277 €/tonne. Il a ensuite entamé une remontée rapide qui s'est poursuivie sur l'ensemble du second semestre, s'établissant fin 2012 à 321 €/tonne. En moyenne annuelle, le prix moyen payé au producteur allemand a atteint 302 €/tonne en 2012, soit une baisse de 24 €/tonne (-7,5%) par rapport à 2011.

Le prix du lait à la production a évolué différemment entre les Länder du Nord, du Sud et de l'Est, en raison du mix produits très différent. Ce yoyo des cours sur les marchés s'est senti beaucoup plus fortement dans les Länder du Nord, très orientés vers la fabrication de produits industriels, où le prix du lait est tombé à 260 €/tonne au milieu de l'été, mais où il est aussi remonté à 339 €/tonne en décembre. L'amplitude d'évolution a été beaucoup plus faible en Bavière, où la part du lait transformé en fromages et produits frais est plus élevée. Le prix du lait payé au producteur n'est descendu qu'à 290 €/tonne en juillet puis est remonté à 320 €/tonne en décembre.

Aux **Pays-Bas**, le prix du lait payé (toutes primes incluses) a diminué encore plus fortement qu'en Allemagne (-35 €/tonne entre 2011 et 2012 soit -9,5%). La moyenne annuelle s'établit à 334 €/tonne. Contrairement au prix allemand, le prix du lait néerlandais n'a pas ré-augmenté à partir de l'été. Après avoir atteint son plus bas niveau en juillet (à 320 €/tonne) il s'est maintenu à ce seuil pendant quatre mois avant d'amorcer un rebond à partir d'octobre.

La variation du prix du lait payé au producteur a été plus faible au **Danemark** où Arla amortit les fluctuations des cours sur le prix payé à ses coopérateurs. Le prix du lait a diminué de 6% pour atteindre 337 €/tonne soit l'un des prix les plus élevés de l'UE, pour un pays exportant plus de 80% de sa collecte.

En **Pologne**, le prix du lait à la production, converti en euro, a diminué plus faiblement qu'à l'Ouest. Il est ainsi passé de 295 €/tonne de moyenne en 2011 à 285 €/tonne en 2012. En revanche, le prix versé aux éleveurs a été presque stable à 1% près du fait de la légère dépréciation de la monnaie nationale (le zloty).

Après avoir augmenté de 40% en deux ans, suite au rebond des marchés après la crise de 2009, le prix du lait payé aux producteurs **irlandais** a marqué le pas en 2012. Il a reculé en effet de 8% (-30 €/1000 litres en un an) à 309 €/1000 litres. L'Irlande, qui exporte près de 80% de sa production laitière sur le marché mondial, a un prix du lait connecté fortement à l'évolution des cours des produits industriels.

La GMS réévalue le prix au Royaume-Uni

Le Royaume-Uni est le seul pays qui a vu son prix du lait augmenter de 3% entre 2011 et 2012 à 281 £/tonne. La grande distribution a notamment accepté des hausses de tarifs pour soutenir une production redevenue fragile, notamment en raison de l'été exceptionnellement pluvieux.

> > >

MODE DE CALCUL DES INDICATEURS CONCERNANT L'ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT

Depuis 2009, le CNIEL ne peut plus fixer de prix indicatif de prix du lait sous peine d'être accusé d'entente illicite par la DGCCRF. En revanche, il continue de transmettre des indicateurs d'évolution des marchés qui permettent aux transformateurs de faire évoluer le prix du lait. La plupart des industriels ont conservé le mode de fixation du prix du lait contenu dans accord finalisé le 3 juin 2009 et amendé le 18 août 2010. Ces indicateurs sont également mentionnés dans la plupart des contrats proposés par les transformateurs aux éleveurs pour déterminer le prix du lait.

Cet accord décrit les éléments utilisés pour le calcul du prix de base et lie le prix du lait français au prix du lait allemand.

Pour un mois donné, le prix de base dépend donc :

1/ De la moyenne du prix de base du lait de l'année précédente (pour un bassin donné)

2/ À cette moyenne, vient s'ajouter l'indicateur trimestriel de mar-

ché (également appelé indicateur F1). Cet indicateur, calculé par le CNIEL et transmis à l'ensemble des CRIEL de bassin, permet de prendre en compte l'évolution de la cotation des produits industriels sur le marché et donc de suivre de plus près la conjoncture laitière. Cet indicateur est composé en deux parties, afin de refléter le mix-produit français moyen :

a. 60% de cet indicateur est fixe et ne varie pas, représentant ainsi la part de la collecte valorisée en produits de grande consommation, qui sont moins soumis à la volatilité des marchés

b. Les 40% restant sont donc variables et composés, à part égal par l'évolution des cotations beurre / poudre et d'autre part par l'évolution des cotations de fromages ingrédients

3/ À ce prix « actualisé », s'ajoute ensuite l'indicateur de compétitivité France-Allemagne, également appelé tunnel de prix France-Allemagne, destiné à réduire les écarts de valorisation aussi bien à la hausse qu'à la baisse entre les

deux pays. Ce tunnel encadre le prix du lait français avec une amplitude maximale de 10 €/tonne par mois et de 8 €/tonne en moyenne glissante annuelle. Le prix français évolue librement entre ces rails, mais ne pourra pas s'éloigner au-delà si le prix du lait allemand venait à augmenter ou baisser de façon plus importante. Les prix considérés sont ceux observés trois mois auparavant.

4/ Ensuite, et par bassin, sont ajoutés les indices de saisonnalité, permettant d'inciter les éleveurs à produire sur une période données.

5/ La flexibilité additionnelle est ensuite ajoutée. Elle est fixée entreprise par entreprise, et dépend du mix-produit du transformateur. Si la part de produits industriels dans les fabrications totales est inférieure à 20%, alors l'industriel n'applique pas de flexibilité. À partir de 20%, le transformateur applique un correctif par tranche de 2,5% de part produits industriels supplémentaires.

Recul du prix également pour les pays méditerranéens

En 2012, le prix du lait payé aux producteurs **italiens** a reculé de 12 €/1000 litres à 384 €/1000 litres en moyenne annuelle. La dégradation des marchés des ingrédients laitiers n'épargne pas l'Italie, même si la majorité du lait est transformée en fromages de garde (Parmesan, Grana Padano). L'**Espagne**, pour sa part, a vu son prix du lait diminuer plus faiblement (-2 %) pour atteindre 307 €/1000 litre en moyenne sur 2012.

Forte baisse du prix du lait en France

En France, le prix du lait standard (38 g de matière grasse et 32 g de matière protéique par litre) s'est établi en moyenne à 314 €/1000 litres en 2012, soit un recul de 4% par rapport à 2011 (-13 €/1000 litres). Si la baisse est moins forte qu'en Allemagne, les niveaux de prix payés aux éleveurs pour l'année 2012 sont très proches (1 € par tonne d'écart). En effet, la fixation du prix du lait en France intègre désormais un tunnel d'évolution du prix qui interdit de s'éloigner trop fortement du prix du lait allemand (voir encadré). Toutefois, contrairement à l'Allemagne, l'évolution du prix du lait français n'a pas rebondi au cours du deuxième semestre. Son niveau de décembre 2012 restait inférieur de 38 €/1000 litres à celui du début de l'année là, alors que le prix outre-Rhin affichait une progression de 3 €/tonne.

Le prix du lait a reculé de manière relativement homogène dans la plupart des régions françaises : de -4,9% en Picardie à -2% en Franche Comté. Le prix moyen annuel se situe pour la majorité des régions dans la fourchette de 310 à 317 €/1000 litres en 2012. Deux zones se détachent nettement : Poitou-Charentes avec le prix le plus faible à 299 €/1000 litres et à l'inverse, la Franche-Comté où les producteurs ont touché en moyenne 357 €/1000 litres.

● Nouveau record pour L'IPAMPA-Lait de vache

En 2012, l'Ipampa lait de vache (voir encadré) a atteint un nouveau record s'établissant à 131,62 en moyenne annuelle (base 100 en 2005). Il a augmenté de 5% par rapport à 2011 et dépassé ainsi le précédent record de 2008. Depuis 1995, l'Ipampa lait de vache a augmenté de 55 points et de 31 points depuis 2005.

La pression des matières premières végétales

L'élément le plus marquant de l'année 2012 dans l'évolution de l'indice Ipampa a été la flambée des matières premières végétales qui entrent dans la composition des aliments concentrés. L'un des principaux facteurs a été la très forte progression de la cotation du tourteau de soja, présent en proportion importante dans la plupart des rations des vaches laitières. Le prix du tourteau de soja a atteint un sommet en été 2012, franchissant la barre des 550 €/tonne, contre 310 €/tonne en début d'année. Cette augmentation de 77% s'explique principalement par deux fondamentaux simultanés. La production de soja a baissé en 2011/12 du fait de sécheresses en Argentine, au Brésil et aux États-Unis (les trois principaux producteurs mondiaux). Dans le même temps, les achats chinois de soja ont continué de progresser pour désormais atteindre en 2012 plus de 60% des échanges mondiaux de soja. L'annonce d'une production record en Argentine et au Brésil pour la campagne 2012/13 a commencé à détendre les cours à partir de l'automne. Toutefois, la récolte n'aura lieu qu'à partir de mars et dépend

L'IPAMPA-Lait de vache en quelques mots

L'indice IPAMPA-Lait de vache est un indicateur de l'évolution du prix des charges en production laitière. Cet indice, établi en concertation avec l'Institut de l'Élevage et la FNPL, est calculé à partir des indices de prix élémentaires de l'IPAMPA, publiés mensuellement par l'INSEE. La spécificité de cet indice repose sur sa pondération. Elle traduit la structure des charges la plus représentative possible des exploitations spécialisées en production de lait de vache.

Cette pondération a été établie à

partir d'une utilisation conjointe des données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) et des Réseaux d'Élevage (dispositif partenarial entre l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'Agriculture).

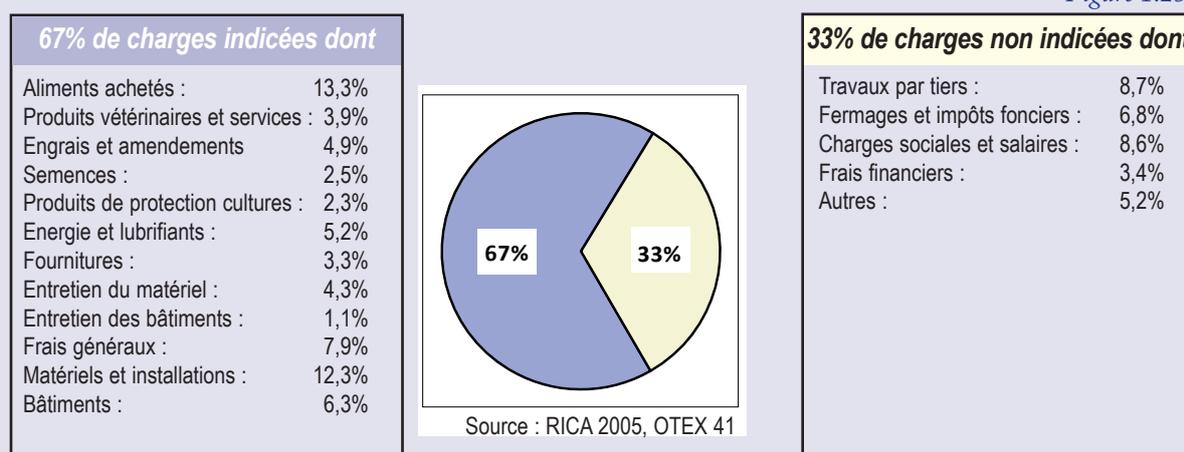
Le poste « Aliments achetés » a fait l'objet d'une analyse spécifique de ses composantes (céréales, tourteaux, aliments composés,...) selon les systèmes de production (part de maïs dans l'alimentation des animaux notamment). La pondération générale tient compte de cette diversité et de la part respective

des différents systèmes de production.

Il en ressort que 67% de l'ensemble des charges utilisées pour déterminer le résultat courant des exploitations sont couvertes par les 12 postes de l'indice des prix. Un certain nombre de charges telles que : travaux pour cultures, travaux pour élevage, fermages, impôts et taxes, frais de personnel, charges sociales et frais financiers ne sont pas intégrées dans le champ de l'IPAMPA et par conséquent dans celui de l'IPAMPA-Lait de vache.

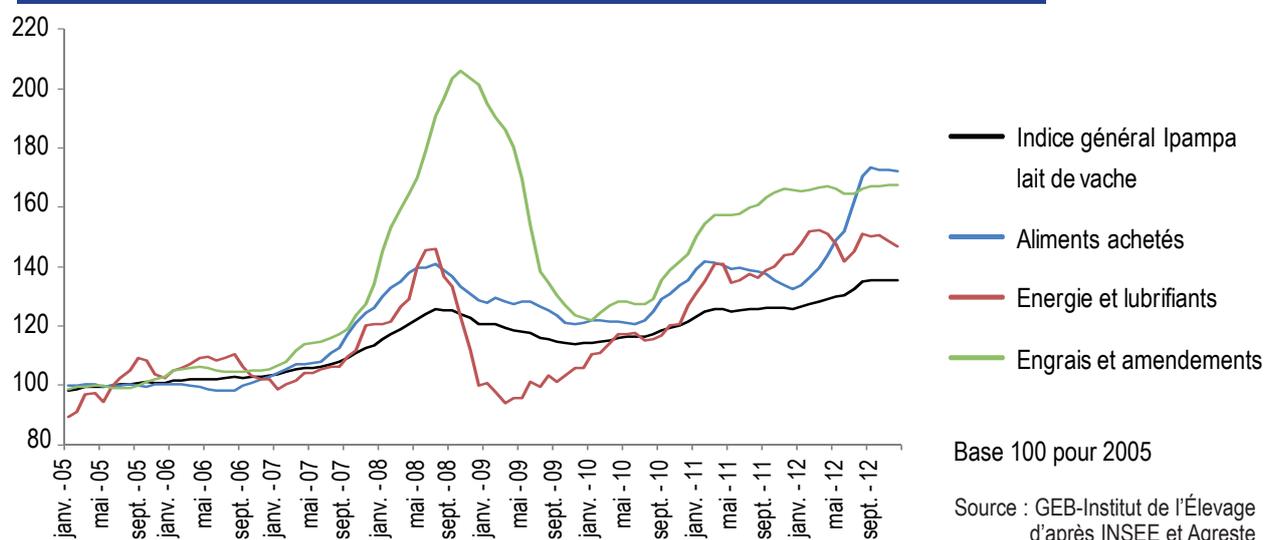
67% des charges des exploitations spécialisées lait (RICA 2005, OTEX 41) couvertes par l'indice des prix

Figure 1.25



Les indices les plus volatils de l'IPAMPA-Lait de vache

Figure 1.26



des conditions climatiques à venir. Fin 2012, les cours du tourteau de soja étaient encore à 435 €/tonne.

Face à cette hausse, les éleveurs n'ont pu se retourner vers le tourteau de colza qui a lui aussi fortement augmenté. Même si la tension sur le marché du colza était beaucoup moins forte, la connexion entre les différents marchés (agricoles ou non) a généralisé la volatilité à l'ensemble des marchés. Ainsi, entre le début de l'année et l'été 2012, le prix du tourteau de colza est passé de 180 à 310 €/tonne (+72 %). Cependant, contrairement au tourteau de soja, les cours se sont peu détendus au cours de l'automne et de l'hiver. Le tourteau de colza cotait à 300 €/tonne fin 2012.

Afin de limiter les effets de cette hausse des cours, les éleveurs ont notamment réduit les quantités de concentrés distribués dans les rations (contribuant ainsi à la baisse de la collecte laitière), mais également modifié leurs achats. Ainsi, les fabrications d'aliments composés pour vaches laitières ont progressé de 4,3% et, même de 11% pour les correcteurs azotés. Les éleveurs ont ainsi privilégié l'achat d'aliments fabriqués par l'industrie plutôt que d'acheter des matières premières brutes (tourteaux). Le prix des aliments composés, même s'il a également augmenté, a beaucoup moins varié que les matières premières. En moyenne annuelle, le prix des aliments achetés a été en hausse de +13% (contre +30% pour le tourteau de soja et +35% pour le tourteau de colza).

● Des revenus en baisse

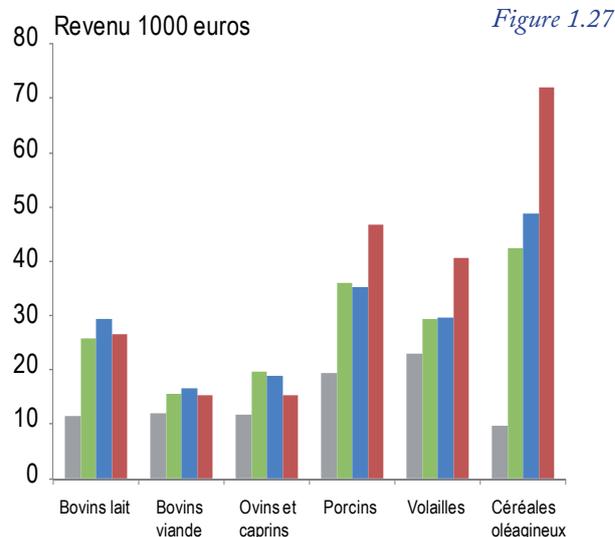
Une collecte laitière en baisse, un recul du prix du lait et une hausse des charges ne pouvaient aboutir qu'à une diminution du revenu des éleveurs laitiers. Estimé en 2012 à 26 000 €/actif familial, le revenu agricole avant impôt recule de 10% par rapport à 2011 pour revenir très légèrement (+3%) au-dessus de celui de 2010. Dans le même temps, le revenu des exploitations spécialisées en grandes cultures (céréales, oléagineux et protéagineux) a bondi de presque 50% à 72 000 €/UTA familial. Cette conjoncture inédite, jointe au facteur travail, notamment l'astreinte de la traite, incitent des polyculteurs éleveurs situés en bordure des bassins céréaliers à convertir en partie ou en totalité leur surface fourragère en culture de vente et à envisager l'abandon du lait.



Évolution du revenu courant avant impôt par actif non salarié selon le type d'exploitation

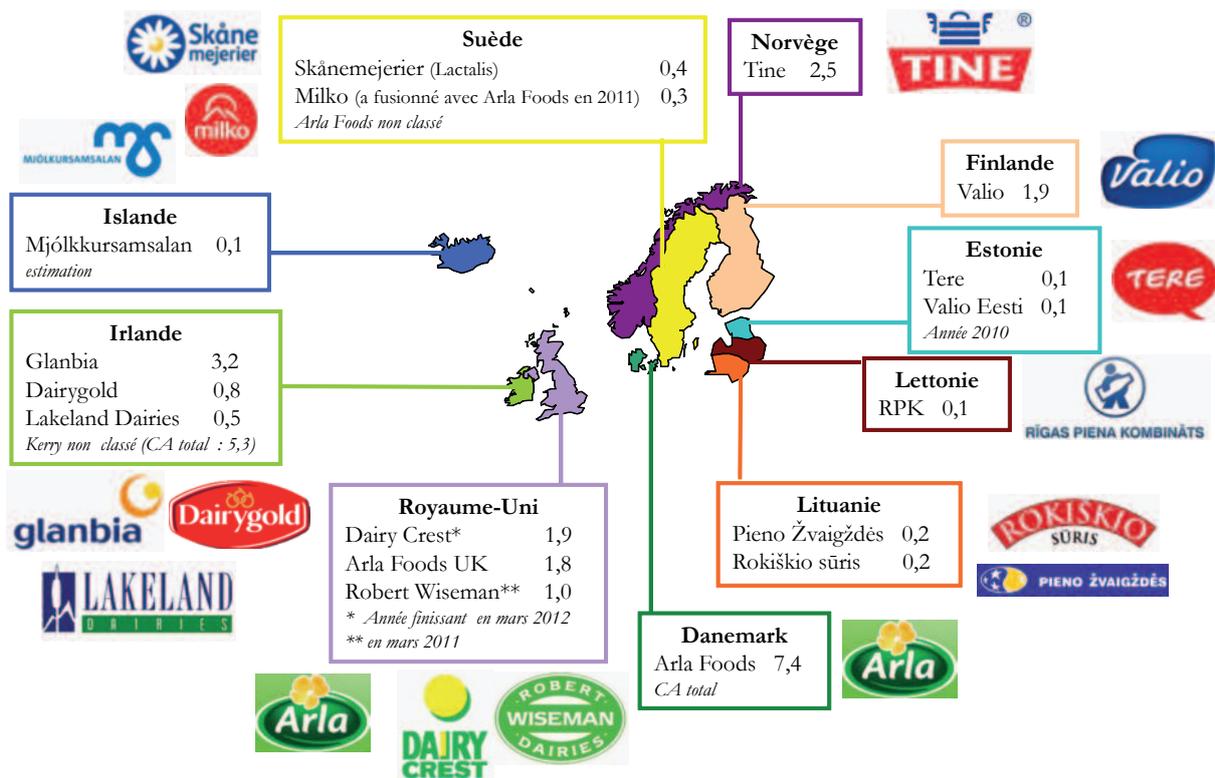


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après AGRESTE



Les leaders laitiers en Europe du Nord Chiffre d'affaires en 2011 en milliards €

Figure 2.1



Source : CNIEL / rapports d'activité, presse internationale

2

Principaux événements dans l'industrie laitière de l'UE à 27

● Fusions de coopératives et acquisitions de sociétés privées

L'année 2012 a confirmé l'appétit de croissance externe du groupe scandinave **Arla Foods**, qui a fusionné avec deux importantes coopératives, d'une part **Milk Link** au Royaume-Uni, d'autre part **MilchUnionHocheifel** (MUH) en Allemagne. Suite à ces deux opérations, Arla Foods devient le premier transformateur laitier au Royaume-Uni et le troisième en Allemagne en termes de volumes de lait transformé. Il gère globalement un volume annuel de lait de 13,5 milliards de litres.

Le groupe allemand **Müller** a également franchi une étape importante en 2012, en rachetant le spécialiste britannique du lait de consommation **Robert Wiseman** pour 340 millions d'euros. Industriellement présent au Royaume-Uni depuis 1992, mais uniquement dans les yaourts via une usine localisée à Market Drayton, Müller récupère ainsi un volume supplémentaire de 1,8 milliard de litres de lait par an au Royaume-Uni.

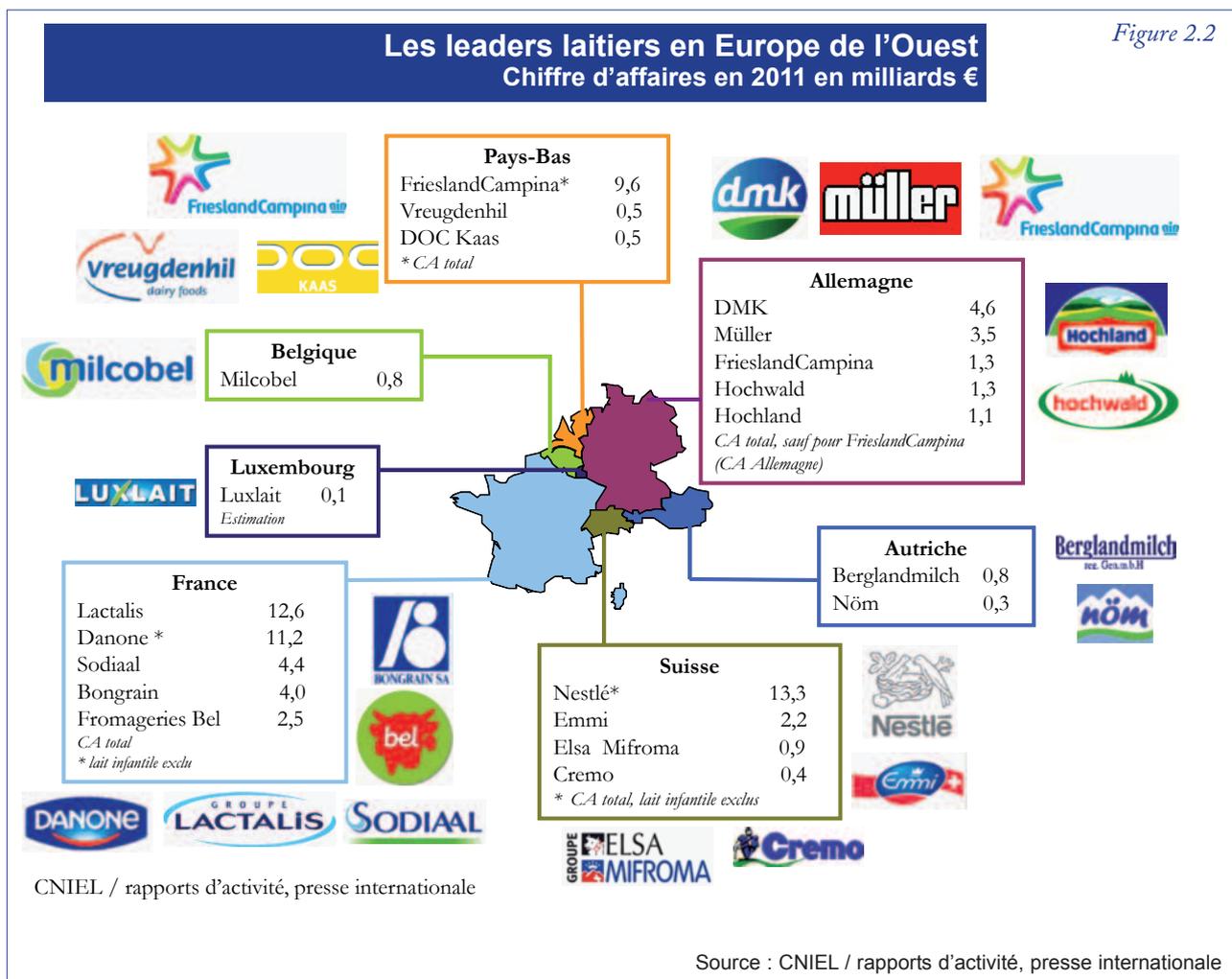
Le groupe suisse **Emmi** a poursuivi son internationalisation, en augmentant sa participation dans l'espagnol **Kaiku** (de 42,6% à 66%), chez le fabricant italien de fromages frais **Venchiarado** (de 10% à 26%), chez le conditionneur de fromages français **Diprola** (de 25% à 63%), également connu sous la dénomination **Schöpfer**, et en acquérant une participation de 24% dans le capital du spécialiste allemand des produits laitiers biologiques **Gläserne Meierei**.

Trois acquisitions ont été opérées en Europe par le groupe **Lactalis**, d'une part le rachat des actifs industriels de la coopérative suédoise **Skånemejerier**, d'autre part une prise de contrôle majoritaire (50,3%) de la première laiterie slovène **Ljubljanske mlekarne**, et enfin l'acquisition de la **Fromagerie du Dauphiné**. Le groupe Lactalis a également annoncé un plan d'investissement de 180 millions d'euros sur trois ans en Italie, qui s'accompagnera notamment de la création d'un site de lait UHT et de la fermeture de trois usines.



Les leaders laitiers en Europe de l'Ouest Chiffre d'affaires en 2011 en milliards €

Figure 2.2



CNIEL / rapports d'activité, presse internationale

Source : CNIEL / rapports d'activité, presse internationale

Le groupe néerlandais **FrieslandCampina** a pris un virage important dans son activité fromagère. Cantonné essentiellement à la vente de pâtes pressées en blanc auprès d'une clientèle d'affineurs-grossistes, il a visiblement pris le parti d'intégrer davantage l'aval, en acquérant la filiale belge de découpe de fromages de l'Irish Dairy Board (ex-**Yoko Fresh Food**) et en rachetant en janvier 2013 **Zijerveld**, le deuxième groupe d'affinage et de négoce de fromages aux Pays-Bas, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 400 millions d'euros.

La filière française a été marquée en 2012 par plusieurs opérations d'envergure. Tout d'abord, la création de **Senagral**, une joint-venture codétenue par **Agrial** et **Senoble**, qui regroupe 4 anciens sites de fabrication de produits ultra-frais de Senoble localisés en France et gère son activité de vente sous MDD auprès des GMS françaises ainsi que l'exportation à destination de la Belgique et de l'Allemagne. D'autre part, la coopérative **Terra Lacta** est rentrée en négociations exclusives avec le groupe **Bongrain** pour bâtir un partenariat concernant l'intégralité de son activité transformation laitière hors lait de consommation. Plus récemment, en janvier 2013, les coopératives **Eurial** et **Agrial** ont annoncé leur volonté de fusionner leur activité laitière et de constituer ainsi une nouvelle structure générant un chiffre d'affaires annuel de 1,8 milliard d'euros pour un volume de lait collecté approchant 2 milliards de litres.

● Des investissements emblématiques dans la recherche développement

Plusieurs leaders européens ont montré de fortes ambitions dans le domaine de la recherche/développement. **FrieslandCampina** construit actuellement pour 60 millions d'euros un nouveau centre de R & D à Wageningen aux Pays-Bas qui sera opérationnel courant 2013, de même que le groupe **Kerry** à Naas en Irlande avec un investissement de 100 millions d'euros et une mise en service prévue en 2015. Enfin, **Nestlé** a inauguré à Lausanne en novembre 2012 un nouvel institut de recherche sur l'alimentation, doté d'un budget de fonctionnement de 400 millions d'euros sur 10 ans.

● Des investissements limités dans l'ultra-frais

Les investissements industriels dans l'ultra-frais semblent se ralentir en Europe. **Senoble** est l'un des rares opérateurs à construire une nouvelle usine, d'une capacité annuelle de 100 000 tonnes, à Talavera de la Reina, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Madrid. Autre projet important en Espagne, celui du groupe français **Andros** qui planifie un investissement de 50 millions d'euros sur 4 ans pour augmenter la capacité de fabrication de yaourts à boire de son site localisé à Arenas de Iguña en Cantabrie. À signaler également que le groupe **Danone** procède actuellement à la mutation progressive des formats de pots des yaourts de ses 5 usines françaises. Intitulé Kiss (Keep It Simple and Safe), ce projet suppose le changement de 20 des 40 lignes de fabrication des sites concernés et un investissement de plusieurs dizaines de millions d'euros.

● Concentration dans le domaine des laits de consommation

Arla Foods finalise la construction de son immense usine de lait pasteurisé à Aylesbury dans la banlieue de Londres, d'une capacité de plus d'un milliard de litres par an. Quelques projets d'envergure sont également en cours en Espagne : **Lactalis** étend la capacité de son site catalan localisé entre les communes de Mollerussa et Golmés pour un montant estimé à 40 millions d'euros, tandis que le groupe catalan **Llet Ato**, filiale à 40% de **Capsa**, investit 30 millions d'euros pour

> > >

Figure 2.3



accroître la capacité de son site de Vidreres. En France, la **Laiterie Saint Denis de l'Hôtel** annonce un plan d'investissement de 40 millions d'euros pour développer l'activité de ses deux sites de conditionnement localisés dans le centre de la France. Enfin, le groupe **Sodiaal** procède à une restructuration de son activité de lait de consommation, qui s'accompagne de la fermeture de 4 sites de conditionnement et d'un investissement de 60 millions d'euros.

● Des investissements fromagers ciblés

Les investissements fromagers ont concerné l'an dernier en premier lieu des pâtes pressées et de la mozzarella à pizza. Le belge **Milcobel** a finalisé l'extension de sa fromagerie localisée à Moorslede, pour un montant de 50 millions d'euros. Ce site détient désormais une capacité de transformation de 3 millions kg de lait par jour sous forme de gouda et de spécialités à pâte pressée telles que le Vieux Bruges, contre 1,8 million kg précédemment.

Le néo-zélandais **Fonterra** et le négociant néerlandais **A-Ware** se sont associés pour bâtir un atelier de fabrication de pâtes pressées d'une capacité annuelle de 60 à 80 000 tonnes et une usine de traitement du sérum ainsi coproduit. Localisée à Heerenveen (Pays-Bas), cette nouvelle fromagerie sera opérationnelle à la fin de l'année 2014. Parmi les autres investissements importants, signalons l'extension de capacité réalisée en Allemagne par **Hochwald** sur son site localisé à Hünfeld (16 millions d'euros investis), qui augmentera de 240 à 400 millions kg de lait par an, et celle du bavarois **Goldsteig** sur son usine de Cham (20 millions €), où il fabrique principalement de la mozzarella et de l'emmental.

Des agrandissements sont également mis en œuvre en France par **Eurial** dans son usine de mozzarella située à Herbignac (15 millions d'euros) et par **Laïta** sur son site de fabrication de pâtes pressées à Ploudaniel (20 millions d'euros). En Finlande, **Valio** augmente de 25 à 30 000 tonnes la capacité annuelle de sa fromagerie localisée à Haapavesi (17 millions d'euros) dont la moitié de la production part à l'exportation vers la Russie, tandis que le britannique **First Milk** étend son site de conditionnement de Maelor (21 millions d'euros). En Autriche, **Obersteirische Molkerei** se lance dans l'agrandissement de sa fromagerie à Knittelfeld (20 millions d'euros), tandis que **Käsehof**, filiale d'**Alpenmilch**, investit 39 millions d'euros pour regrouper au sein d'un seul site localisé à Lamprechtshausen, près de Salzbourg, les fabrications de ses 4 fromageries. Enfin, **Tine** a inauguré en 2012 à Stavanger en Norvège une nouvelle usine, ultra-innovante en termes de recyclage et de respect de l'environnement, qui produit essentiellement des fromages (pâte pressée à gros trous Jarlsberg et mozzarella), et qui a nécessité un investissement de 220 millions d'euros.

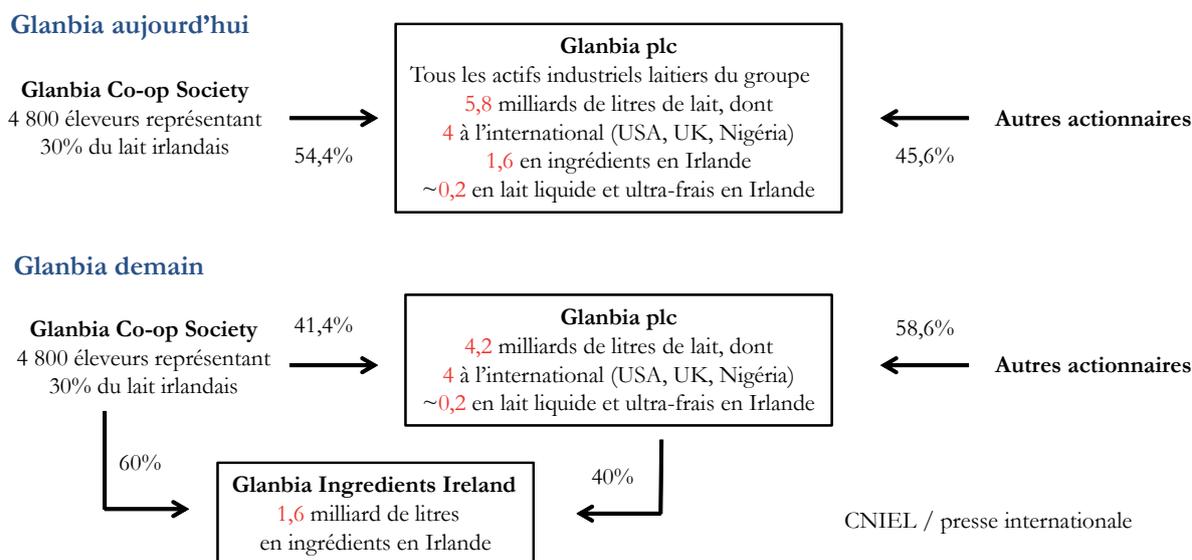
● De nombreux projets dans les ingrédients secs

Depuis deux ans, les produits laitiers secs (lait infantile, poudres de lait et de lactosérum, concentrés de protéines sériques) accaparent l'essentiel des investissements opérés en Europe de l'Ouest. Ils constituent, en effet, la principale option choisie par les opérateurs laitiers pour répondre à l'accroissement de collecte attendu à partir de 2015. Face à la relative stabilité du marché des PGC en Europe, la forte demande des pays émergents pour les poudres de lait et de lactosérum stimule les investissements en tours de séchage.

C'est en Irlande que les projets les plus importants sont actuellement à l'étude. La coopérative **Dairygold** envisage ainsi d'investir 130 millions d'euros pour construire deux tours de séchage, chacune d'une capacité de 7,5 tonnes par heure, sur le site de Mallow, qui lui permettront de transformer 600 millions litres de lait supplémentaires en 2020. Outre les emprunts bancaires,

La restructuration en cours du groupe Glanbia qui accompagne son projet d'investissement de 180 millions € sur le site de Belview

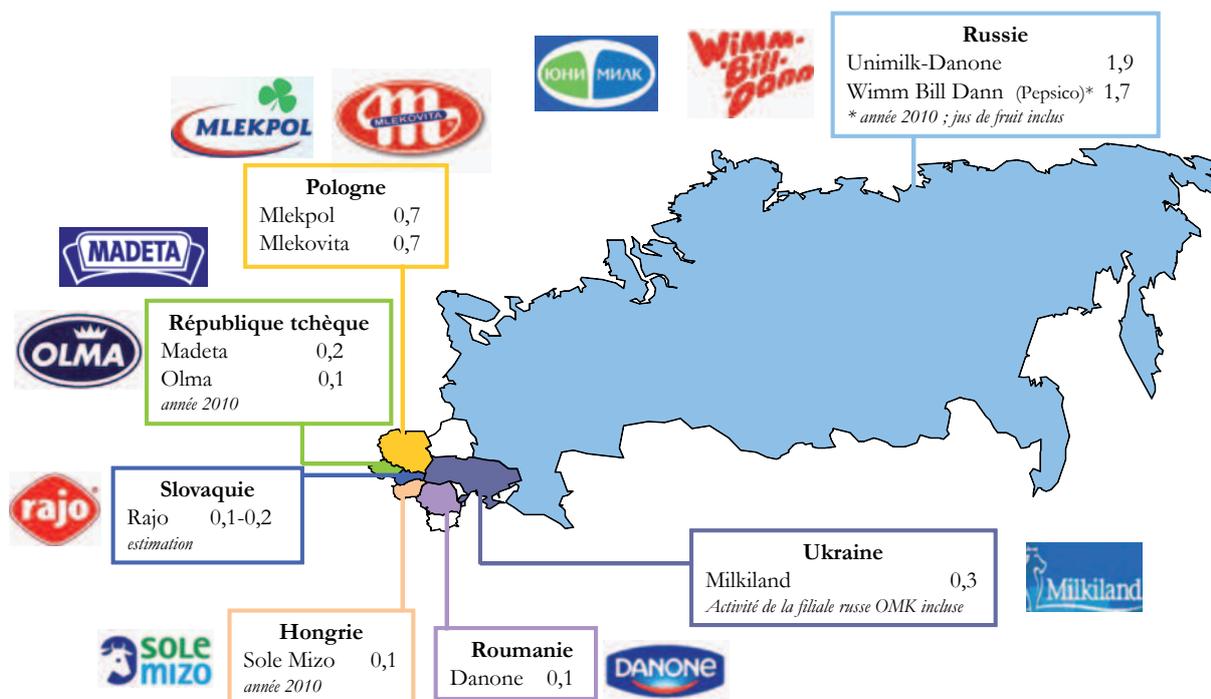
Figure 2.4



Source : CNIEL / rapports d'activité, presse internationale

Les leaders laitiers en Europe de l'Est Chiffre d'affaires en 2011 en milliards €

Figure 2.5



Source : CNIEL / rapports d'activité, presse internationale

Dairygold s'appuie sur deux autres leviers pour financer ce projet. D'une part, elle a lancé un emprunt de 16 millions d'euros auprès de ses membres sur une durée de 5 ans, rémunéré à raison de 4% au-dessus du taux Euribor. D'autre part, elle va prélever 5 €/1 000 litres sur les bordereaux de paiement de lait de ses éleveurs, dès que le prix du lait sera au-dessus de 270 €/1 000 litres. Enfin, afin de limiter les éventuelles défections que pourraient susciter ces retenues, Dairygold a incité ses producteurs à signer des contrats d'engagement vis-à-vis de la coopérative d'une durée de 7 ans (du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2019) en octroyant aux signataires un bonus de 3,5 €/1 000 litres de lait livré en 2012.

Le leader laitier irlandais **Glanbia** met en œuvre un projet industriel similaire, avec la construction d'un nouveau site de transformation à Belview, muni de deux tours de séchage capables de transformer 20 millions de litres de lait par semaine, pour un montant de 180 millions d'euros. Si le projet industriel de Glanbia ressemble fortement à celui de Dairygold, son mode de financement s'avère bien différent. Il repose, en effet, sur une restructuration importante de Glanbia, assortie d'une séparation de ses actifs industriels en deux ensembles distincts.

Parallèlement à ce projet ambitieux, Glanbia a mis en service en novembre 2012 un nouvel atelier de fabrication d'isolats de protéines sériques sur le site de Ballyragget, suite à un investissement de 21 millions d'euros.

Au Danemark, **Arla Foods** a investi 9 millions d'euros sur le site de Nr Vium pour développer l'extraction de protéines spécifiques telles que les alpha-lactalbumines et les caséino-glycomacropéptides, puis 22 millions d'euros au sein de l'usine de sa filiale Arinco en vue d'augmenter sa production de poudres de lait, et enfin 67 millions d'euros à Videbæk pour y doubler la capacité de valorisation du sérum. En Suède, Arla Foods accroît de 20% la capacité de fabrication de poudre de lait du site de Vimmerby en y injectant 23 millions d'euros.

Aux Pays-Bas, **FrieslandCampina** investit 35 millions d'euros sur son site de Leeuwarden pour augmenter sa capacité de fabrication de poudres de lait et de lait concentré. En parallèle, sa filiale DMV entreprend un important plan de développement de son site de Veghel dédié aux ingrédients, pour un montant de 60 millions d'euros. La capacité de traitement du site passera ainsi de 1,2 à 1,9 milliard de litres de lait par an.

En Allemagne, après une année 2011 riche en annonce d'investissements, peu de nouveaux projets ont été relayés dans la presse en 2012, si ce n'est celui du groupe **Hochwald** qui compte investir 20 millions d'euros dans sa fromagerie localisée à Hünfeld pour y développer la production de poudre de lactosérum. Le groupe **Arla Foods** a également signalé qu'il allait soutenir le projet de développement de la **MUH** établi en 2011 (construction d'un tour de séchage et extension de la beurrerie pour 60 millions d'euros) sur son site de Pronsfeld, en injectant 20 millions d'euros supplémentaires.

Les annonces d'investissements ont été, en revanche, très nombreuses en France. En septembre 2012, le projet d'investissement conjoint de **Synutra** et de **Sodiaal** à Carhaix, d'un montant de 100 millions d'euros, pour construire deux tours de séchage a été confirmé. **Sill** investit 22 millions d'euros dans la construction d'une nouvelle tour de séchage à Plouvien, tout comme le groupe **Lactalis** à Craon. La coopérative **Isigny Saint-Mère** annonce un plan de développement de ses fabrications de lait infantile sur 3 ans d'un montant de 25 millions d'euros, qui prévoit la construction d'un cinquième tour de séchage. **Eurosérum**, filiale de Sodiaal, a investi 27 millions d'euros en 2012 dans ses différents sites de fabrication de poudres de lait et de lactosérum. Enfin, a été annoncé dans l'été 2012 un projet de construction de tour de séchage par **Coralis** pour un montant de 15 millions d'euros.

Rédaction CNIEL



3

Les marchés européens des produits laitiers bousculés

Le marché des produits laitiers a été bien orienté en 2012, tiré par une demande toujours croissante des pays émergents. La demande européenne de produits frais, ferme en début d'année, s'est plutôt dégradée alors que le marché des ingrédients laitiers a suivi une évolution inverse. Sur l'année 2012, c'est surtout la consommation de fromages, relancée dans l'Union européenne et toujours dynamique au niveau mondial, qui a stimulé le marché.

L'année 2012 a été marquée par un déséquilibre fort des disponibilités. La collecte s'est maintenue très vigoureuse au premier semestre, largement au-dessus de celle de la même période de 2011. Les fabrications de produits laitiers ont alors explosé, notamment sous forme de laits conditionnés, de beurre et de poudre de lait écrémé, plus facilement stockables.

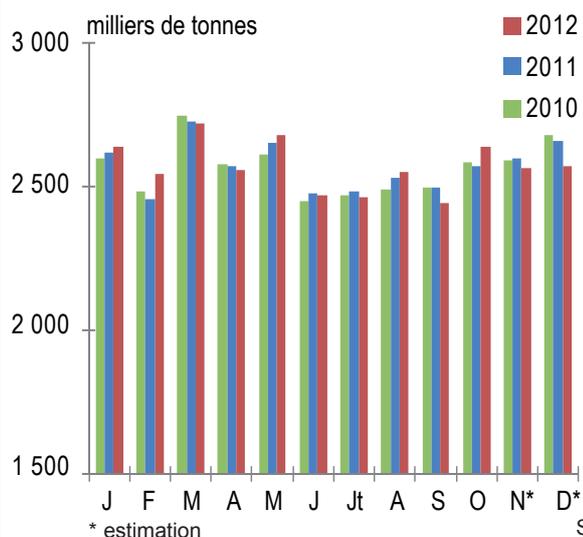
Au second semestre, la collecte européenne a décroché. Face à un ciseau des prix défavorable, les éleveurs ont freiné la complémentation des animaux et par voie de conséquence les livraisons. Les fabrications ont alors diminué assez brutalement dans toutes les catégories de produits laitiers à l'exception des fromages, boostés par une demande européenne et internationale forte. La diminution des disponibilités des autres produits laitiers a entraîné des tensions sur le marché et participé au redressement brutal des cours.

De façon globale, la collecte européenne a augmenté de 1 million de tonnes en 2012. Le surplus produit a été essentiellement transformé en fromages et en ingrédients secs (poudre maigre et caséines), très demandés sur le marché mondial. L'Union européenne conforte ainsi sa place de premier exportateur de fromages, de poudre de lait écrémé et de poudre de lactosérum. En revanche, elle piétine sur le marché mondial des poudres grasses faute de compétitivité face à l'agressivité de la Nouvelle-Zélande qui confirme sa position de leader mondial.

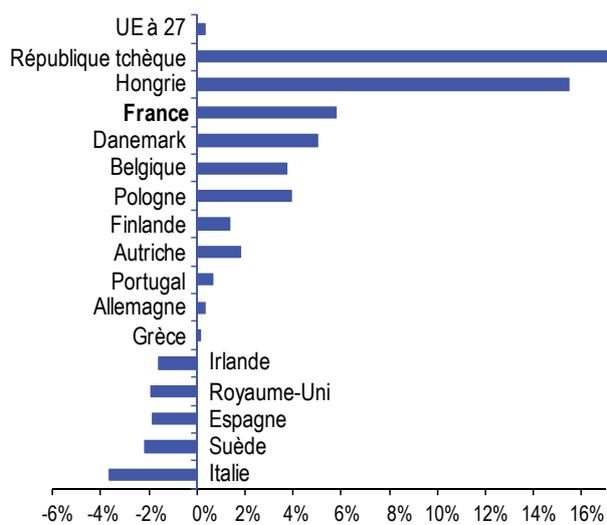
Tous produits confondus, l'UE est le second exportateur mondial de produits laitiers en volumes, juste derrière la Nouvelle-Zélande. Elle a fourni l'équivalent de 16 millions de tonnes de lait sur le marché mondial, soit 11% de la production laitière européenne. Elle demeure cependant le premier exportateur en valeur grâce à des fromages et ingrédients laitiers à haute valeur ajoutée.

Figure 3.1

Évolution des fabrications mensuelles de laits liquides dans l'UE à 27



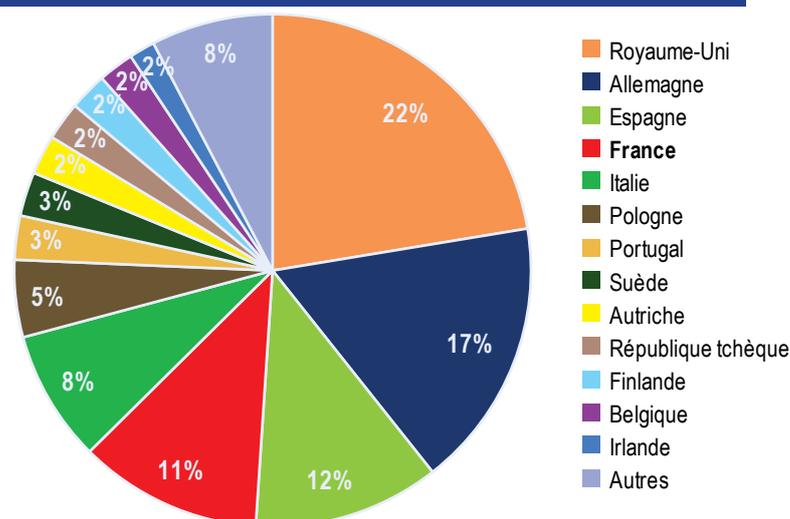
Évolution des fabrications annuelles de laits conditionnés en 2012 sur 2011 (%)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Répartition des fabrications de laits conditionnés en 2012

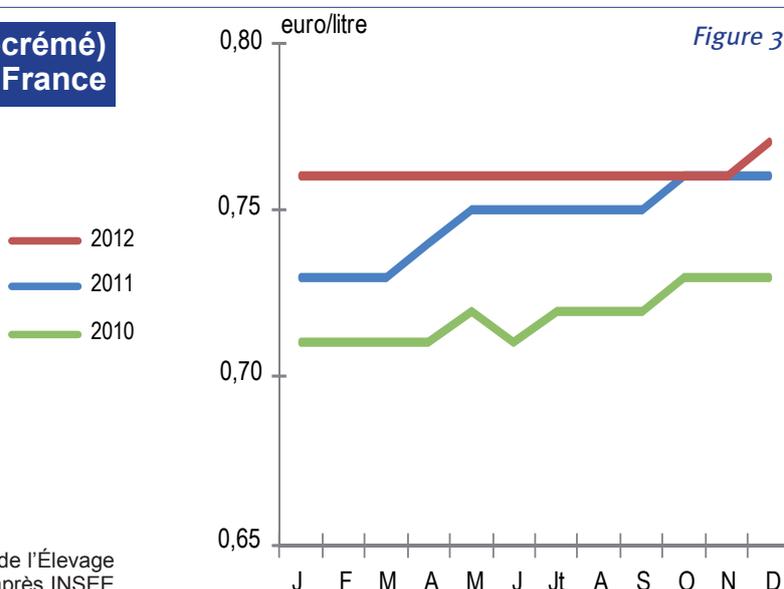
Figure 3.2



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Prix du lait (UHT 1/2 écrémé) au détail en France

Figure 3.3



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE

● Timide croissance de la consommation de laits liquides

La consommation européenne de laits conditionnés progresse toujours timidement, de 0,3% en 2012. Les fabrications européennes ont reflué au second semestre après avoir progressé de 1,5% en début d'année, bien plus que la demande intérieure. Avec une croissance démographique estimée à 0,25% en 2012, la consommation est restée conditionnée par la croissance des populations.

Estimés à 2,7 millions de tonnes sur les 33 millions de tonnes conditionnées en 2012, les échanges intra-communautaires ont augmenté d'environ 2% après deux années de stabilité. Encore faibles, estimés à 308 000 tonnes, les échanges extracommunautaires ont de leur côté bondi et doublé d'une année sur l'autre en raison notamment d'une demande chinoise en forte progression.

Fabrications croissantes et consommation baissière en France

En France, les fabrications de laits conditionnés ont fortement augmenté en 2012. Face à l'afflux de collecte au premier semestre, certains transformateurs ont privilégié les fabrications de laits conditionnés faute de capacité suffisante en beurre/poudre maigre. Le bond de 10% des fabrications sur le premier semestre a provoqué une guerre des prix entre fabricants attisée par la grande distribution. Le reflux de collecte au second semestre a incité les mêmes transformateurs à réduire leurs fabrications pour résorber les stocks. Sur l'année, les ventes totales de laits liquides conditionnés se sont repliées de -2,4% selon le panel IRI-CNIEL après une baisse de

> > >

LES FRANÇAIS RESTENT FAIBLES CONSOMMATEURS DE LAIT LIQUIDE

Avec 57 kg/ habitant en 2011, les Français se situent en dessous de la moyenne européenne de 65 kg, bien loin donc des Irlandais (140kg) ou des Finlandais (131kg). Autre singularité, plus de 95% du lait consommé en France l'est sous forme de lait longue conservation, alors que plus de 95% du lait consommé en Europe du Nord l'est sous forme de lait frais. Une spécificité hexagonale qui s'explique par le choix, réalisé à l'aube des années 1970, de se doter d'outils industriels utilisant la technologie UHT. Au sein du lait longue conservation,

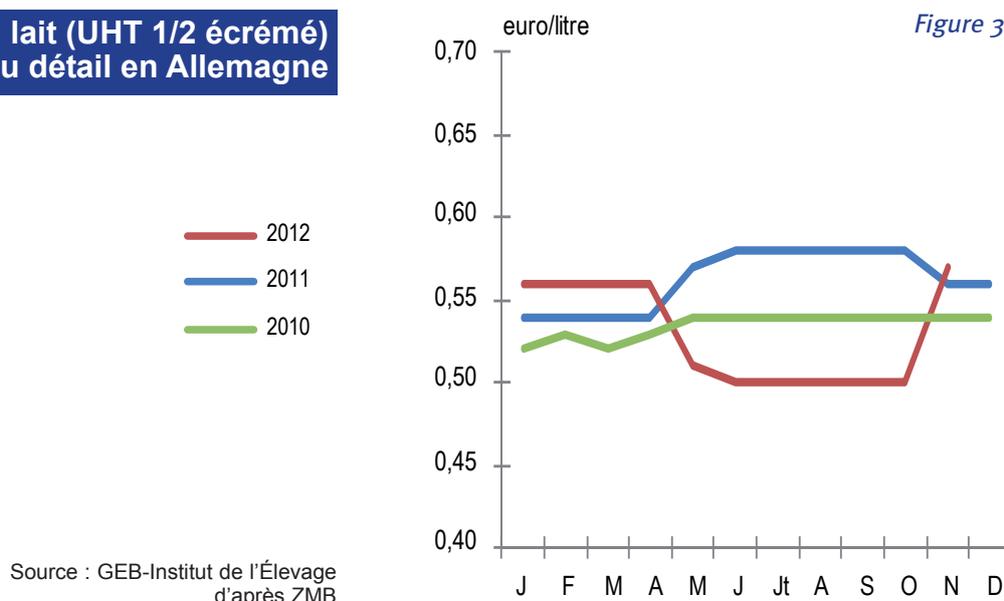
il est d'usage de distinguer les laits « standard » ou tous usages, et les laits « spécifiques » destinés à des cibles de consommateurs spécifiques (laits aromatisés, vitaminés, enrichis, laits de croissance, dé lactosés etc.). L'apparition des laits spécifiques s'est opérée dans un contexte structurel de baisse de la consommation de lait à domicile, dont les causes sont multifactorielles (moindre utilisation du lait dans les préparations culinaires, réduction de la taille des foyers, modification de la composition du petit déjeuner, ...). Une stratégie de diversifica-

tion qui a connu un réel succès puisque le développement des laits spécifiques a permis de compenser un peu les pertes en volume des catégories les plus basiques. Aujourd'hui ce sont les ventes de lait issu de l'agriculture biologique qui comblent en partie la baisse des ventes de lait standard. Depuis 5 ans elles bénéficient d'une croissance forte qui va cependant en s'atténuant (+2,5% en 2012), et représentent désormais 7% du marché des laits liquides conditionnés en volume et 10% en valeur.

Rédaction : CNIEL

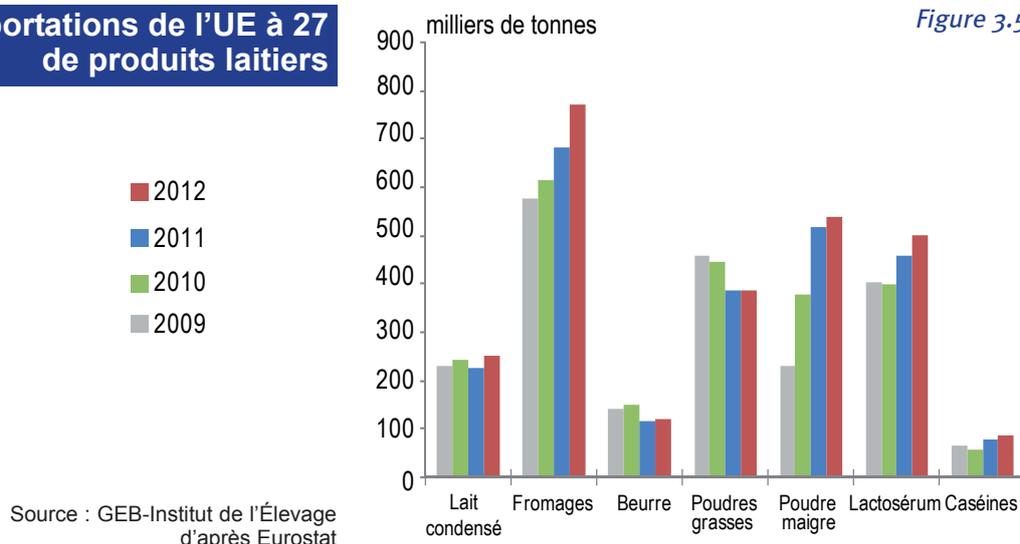
Prix du lait (UHT 1/2 écrémé) au détail en Allemagne

Figure 3.4



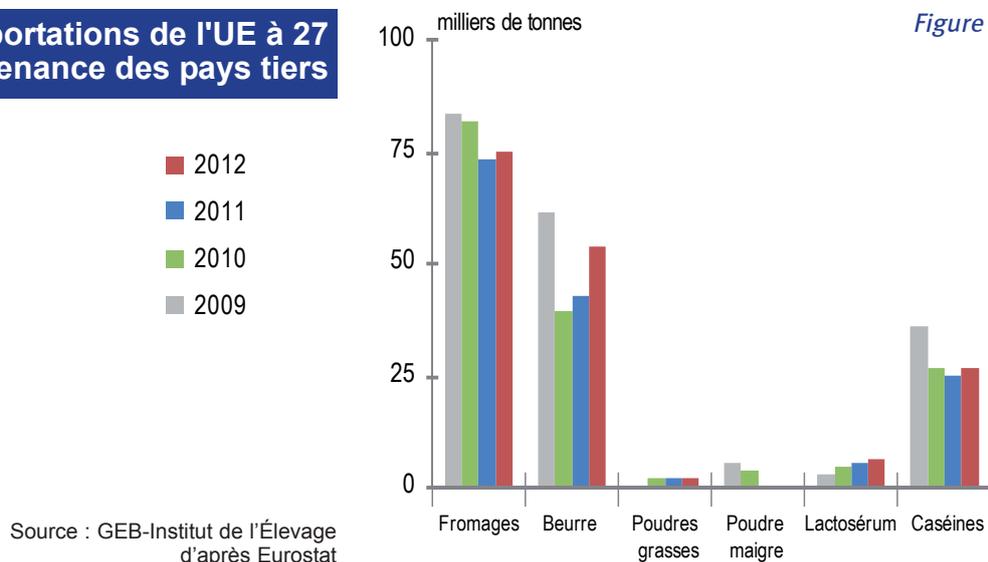
Exportations de l'UE à 27 de produits laitiers

Figure 3.5



Importations de l'UE à 27 en provenance des pays tiers

Figure 3.6



-2,3% en 2011. Les ventes des variétés « demi-écrémé », « écrémé » et « entier » ont reculé respectivement de -2%, -5,5% et -4,2 %. Les laits spécifiques (18% du marché en volume en HM+SM+HD et 28% en valeur) ont enregistré une baisse de -0,8%. Les ventes de laits issus de l'agriculture biologique ont progressé (+2,6%) plus lentement qu'en 2011 (+7,8%). Il faut cependant relativiser cette baisse de consommation par la prise en compte du fort développement des ventes en circuit « drive », non enregistré par le panel.

Selon l'INSEE, le prix du lait de consommation au détail est resté stable à un niveau élevé tout au long de l'année. Le lait UHT ½ écrémé s'est maintenu à 0,76 €/l pour finir en décembre à 0,77 €/l. Ainsi, avec un prix annuel moyen de 0,76 €/l, un nouveau record a été battu selon l'INSEE, qui ne répercute donc pas la guerre des prix évoquée par les fabricants.

C'est vers les marchés extérieurs que les surplus de fabrication ont été écoulés. Au niveau intra-communautaire, après la dégradation du commerce extérieur en laits conditionnés au profit du lait vendu en « vrac » en 2011, on assiste à un renversement de tendance avec un bond des exportations de laits conditionnés de 24% sur les onze premiers mois. Bien que représentant un volume moins important, les exportations vers les pays tiers ont bondi de 41% à près de 52 000 tonnes, tirées notamment par la forte demande de la Chine qui a triplé ses achats (6 900 tonnes). Les importations françaises ont quant à elles baissé de 5%, tous fournisseurs confondus, et de près de 12% en provenance d'Allemagne, notre premier fournisseur.

Recul de la consommation et des exportations en Allemagne

Face à une demande intérieure peu dynamique, les fabrications allemandes de laits conditionnés sont restées stables. Les achats des ménages allemands ont reculé de -2% selon l'agence ZMB, alors même que le prix du lait a subi d'importantes variations. Stable jusqu'en avril à 0,56 €/l, il a chuté en mai pour se stabiliser à 0,50 €/l jusqu'à octobre et finalement remonter à 0,57 €/l en fin d'année.

Les exportations de laits conditionnés allemands ont reculé de -7% sur les dix premiers mois de 2012 au sein de l'UE, pour cause de moindre compétitivité. Les envois ont reculé vers les Pays-Bas, l'Italie et la France, gros importateurs de lait allemand. En revanche, les exportations vers les pays tiers ont bondi de plus de 60%, ramenant la baisse des exportations allemandes de laits conditionnés à -2%. Les importations allemandes de laits conditionnés ont reculé de -19% à près de 60 000 tonnes contre 77 000 tonnes en 2011.

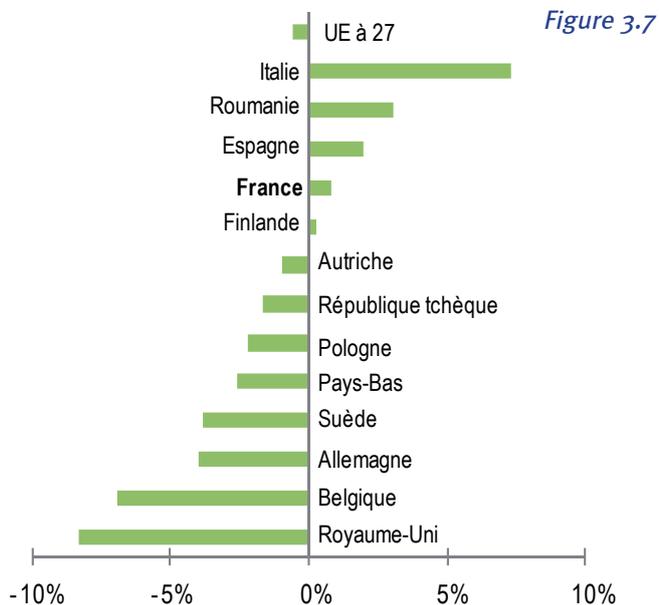
Consommation dynamique au Royaume-Uni

Grands consommateurs de laits liquides, les Britanniques ont accru de +1% les volumes achetés en 2012. Les fabrications de laits conditionnés ont dans le même temps reculé de -2% tandis que les importations ont bondi (+86%) à près de 100 000 tonnes sur les dix premiers mois de 2012. C'est quasi-exclusivement l'Irlande qui a profité de cet accroissement de la demande britannique. Elle a multiplié par quatre ses expéditions à 68 000 tonnes en 2012.

Les ventes de laits pasteurisés, qui représentent plus de 85% des volumes commercialisés, sont restées dynamiques en 2012 avec une croissance de +1,3% en volume selon le panel Kantar Worldpanel. La consommation de laits « bios » a encore décroché, de -7% en 2012, après avoir chuté de -9% en 2011. En moyenne à 0,61 £/litre, les prix d'achat du lait ont reculé de -2%. Malgré la croissance des ventes en volumes, on assiste par conséquent à un recul des achats en valeur de -1%.

> > >

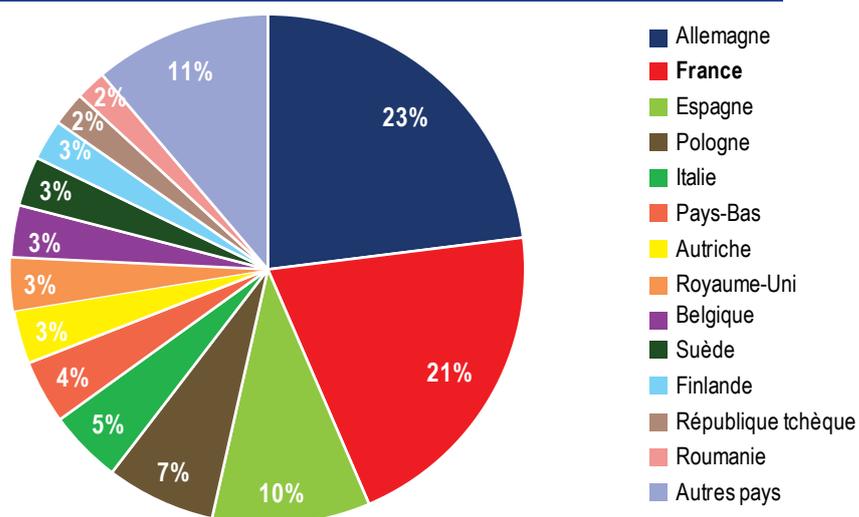
**Évolution annuelle
des fabrications de laits fermentés
en 2012 (% sur 2011)**



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Répartition des fabrications de laits fermentés en 2012

Figure 3.8



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

● Croissance toujours faible de la consommation des ultra-frais

La consommation européenne de produits ultra-frais (laits fermentés, dessert lactés) a peu progressé, de près de +0,4% d'après les fabrications selon l'agence ZMB. Très sensible à la conjoncture économique, ce marché a du mal à rebondir après avoir subi de plein fouet les effets de la crise économique de 2008.

Estimés à 9,7 millions de tonnes, les laits fermentés restent massivement consommés dans leur pays de fabrication, même si 14% des volumes passent les frontières intracommunautaires. Ces échanges, estimés à 1,36 million de tonnes, sont restés stables en 2012 par rapport à 2011.

Les fabrications ont légèrement progressé en Italie (+7%), et en Espagne (+2%), sont restées stables en France alors que l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Pologne et les Pays-Bas ont enregistré des baisses marquées. L'Allemagne et la France restent les deux principaux fabricants avec respectivement 23% et 20% des volumes produits.

En France, consommation déprimée

Les achats des ménages de produits ultra-frais ont diminué de -2,5% en 2012 selon le panel IRI-CNIEL. Les Français délaissent les produits les plus chers, probiotiques, fromages frais et desserts lactés d'autant plus que les prix au détail ont progressé de +2%. La consommation de yoghourts, moins onéreux, a été relativement épargnée (-0,5%).

Les échanges sont demeurés dynamiques. Les fabricants français ont gagné des parts de marché grâce à une progression de +16% des exportations, notamment vers l'Espagne et le Royaume-Uni, principaux acheteurs de yoghourts français.

Même tendance pour l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Pologne

En **Allemagne**, tous les indicateurs sont passés dans le rouge : les fabrications ont reculé de -4%, les exportations de -1% et les importations de -13%, si bien que les achats de yoghourts et de Quark (fromage frais allemand) par les ménages ont décroché de près de -3% chacun selon l'agence ZMB.

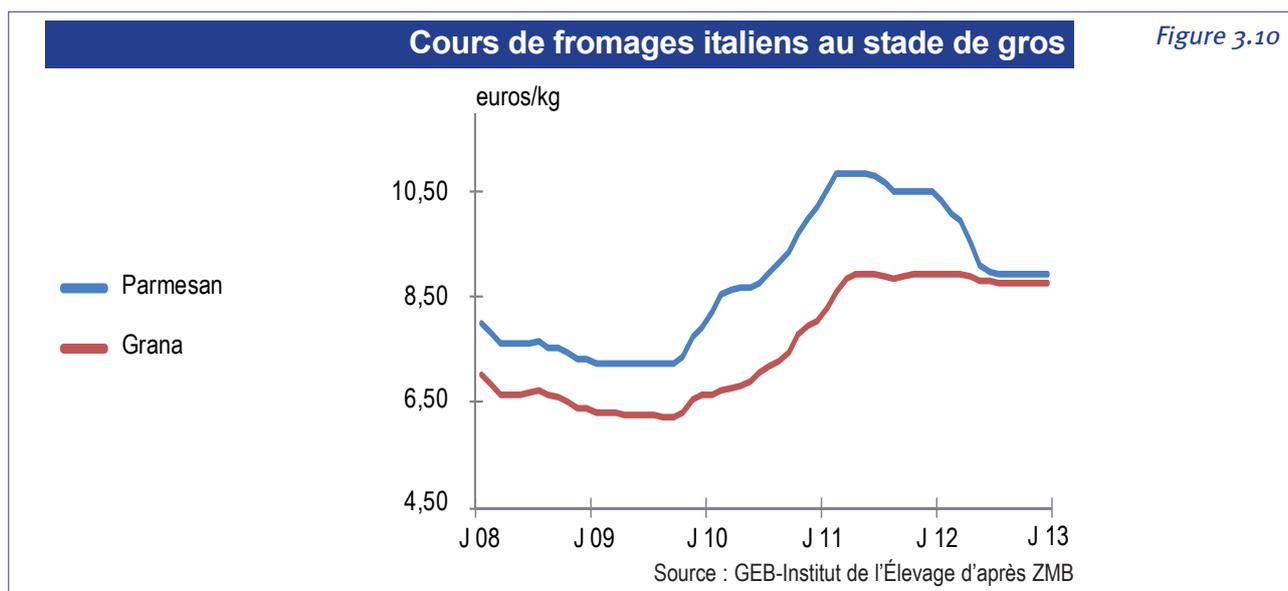
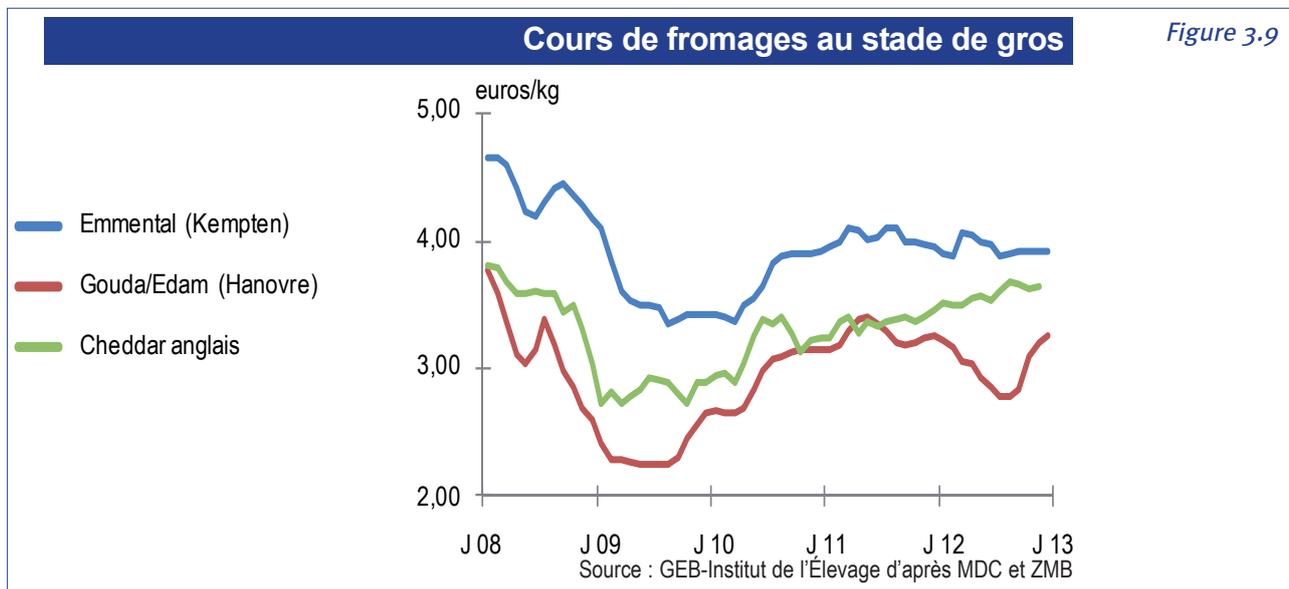
Même tendance pour le **Royaume-Uni** qui a vu sa consommation de yoghourts décliner de -2,6% parallèlement au bond (+7,6%) du prix moyen à 2,37 £/kg selon le panel Kantar. Conséquence directe de cette hausse des prix, les consommateurs outre-Manche ont plébiscité les marques de distributeurs (MDD), moins onéreuses que les grandes marques.

La consommation **polonaise** de yaourts marque aussi le pas après une année de croissance en 2011. Face à cette consommation peu dynamique et à une demande en baisse des pays voisins (-10% en 2012 par rapport à 2011), les fabrications ont baissé de -2%.

Consommation bien orientée en Europe du Sud

En **Espagne**, la consommation de laits fermentés est restée bien orientée en 2012. L'augmentation des fabrications nationales de +2% n'a pas suffi à combler la demande intérieure : les volumes supplémentaires commercialisés ont été couverts aux deux-tiers par l'augmentation des importations (+8,5%), notamment en provenance de France. Estimées à 238 000 tonnes, les importations couvrent 25% de la consommation intérieure.

> > >



En **Italie**, la consommation de laits fermentés, calculée par bilan, est en forte progression (+6%). La hausse des fabrications (+7%) n'a couvert qu'une partie de la demande supplémentaire. Les importations italiennes, estimées à près de 150 000 tonnes, ont crû de +4% d'une année sur l'autre.

● Consommation dynamique de crème et de lait concentré conditionnés

La consommation européenne de crème est demeurée très ferme. Elle a progressé de plus de +3% en 2012 d'après l'évolution des fabrications. Celles-ci ont surtout progressé en France (+8%), en Pologne (+5%) et au Royaume-Uni (+3%). Elles sont demeurées stationnaires en Allemagne.

Selon le panel IRI-CNIEL, les achats des ménages français ont progressé de +2% en volume et de +4% en valeur. Ils ont privilégié les achats de crèmes UHT (+3%) et secondairement de crèmes fraîches (+1%), de même que les crèmes standard et allégées aux dépens de crèmes extra légères.

Estimées à plus de 1,1 million de tonnes, les fabrications européennes de laits concentrés conditionnés ont bondi de +13% en 2012, essentiellement dans les trois pays fabricants (Allemagne, Pays-Bas et Belgique) qui représentent plus de 80% de la production européenne.

Les exportations vers les pays tiers ont progressé de +12% à 255 000 tonnes en 2012. Les envois ont d'un côté diminué respectivement de -3% et de -15% vers les Emirats arabes et l'Arabie Saoudite, à 42 000 et 40 000 tonnes, et de l'autre progressé vers de nombreux clients de moindre importance, la Chine, l'Égypte, le Liban.

● Le marché des fromages tiré par une demande mondiale forte

Le marché européen des fromages a retrouvé le dynamisme qui prévalait avant la crise de 2008. La consommation européenne est relancée et la demande mondiale a connu une croissance importante, si bien que les fabrications ont crû de +1,6% selon l'agence ZMB. La dégradation des marchés des ingrédients laitiers au premier semestre a pesé quelque peu sur les prix en début d'année mais, grâce à la dynamique de la demande et au recul des disponibilités sur le second semestre, ils sont finalement remontés aux niveaux élevés de 2011.

De fortes variations de prix

En 2012, les cours des fromages au stade de gros ont peu varié, à l'exception des fromages ingrédients.

La moyenne annuelle des prix du gouda ou de l'edam en bloc sur le marché de Hanovre se situe 8% en dessous du prix moyen annuel 2011 à 3,01 €/kg contre 3,26 €/kg. Cependant, ces chiffres cachent d'amples variations. La dégradation des marchés des ingrédients laitiers en début d'année s'est répercutée sur les cours des fromages ingrédients qui sont tombés à 2,78 €/kg en juillet 2012, contre 3,29 €/kg en juillet 2011. Ils se sont ensuite redressés brutalement en fin d'année pour finir à 3,25 €/kg, exactement au même niveau qu'en décembre 2011.

> > >

Figure 3.11

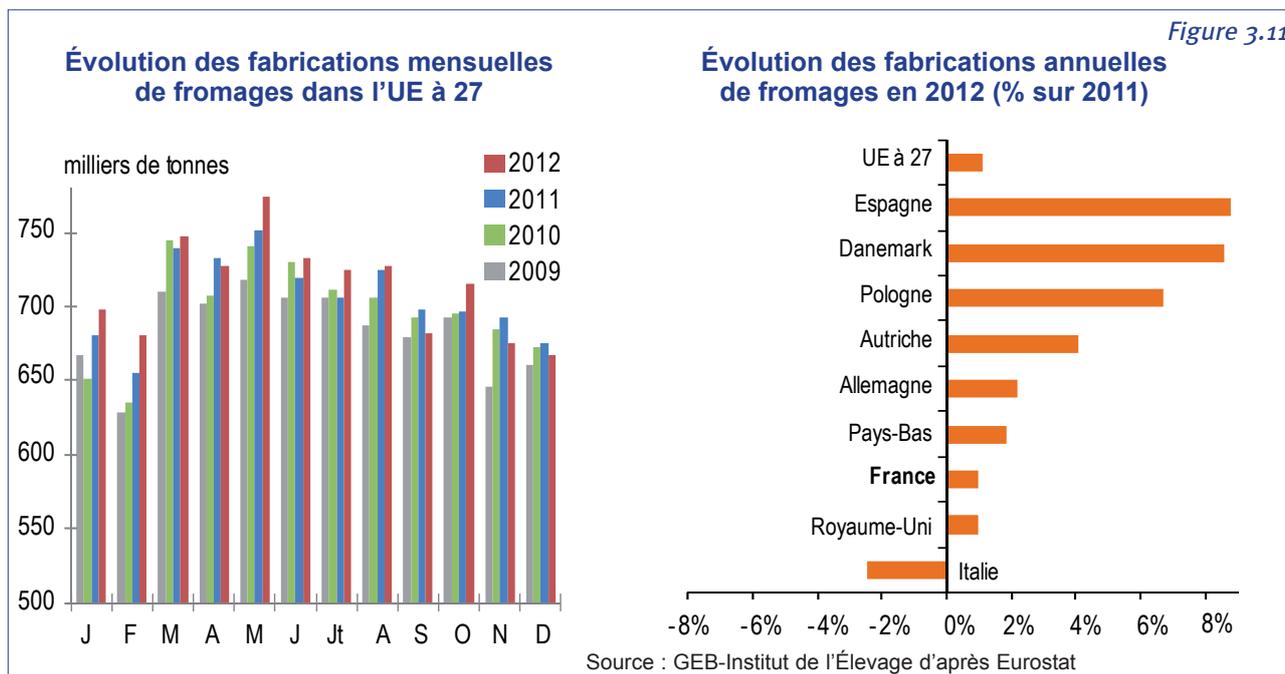
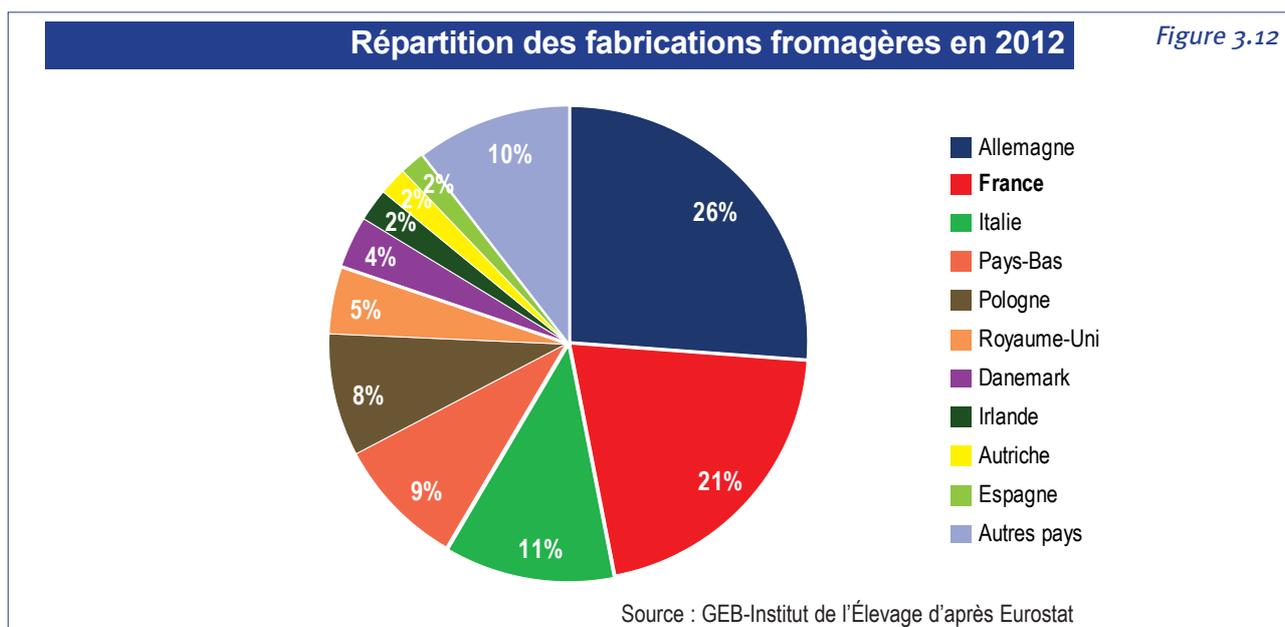


Figure 3.12



Les fromages de garde se sont maintenus à des niveaux élevés. En **Allemagne**, le cours de l'emmental sur le marché de Kempten s'est stabilisé à 3,95 €/kg, 2% en dessous des 4,03 €/kg de 2011, mais toujours 7% au-dessus des cours de 2010. Au **Royaume-Uni**, le cours du cheddar poursuit sa croissance de +6%, dans la tendance de 2011. Les prix sont passés de 3,17€/kg en 2010, à 3,37€/kg en 2011, puis 3,58€/kg en 2012.

En **Italie**, les tensions créées par des disponibilités limitées et une demande redevenue importante sur les marchés extérieurs avaient entraîné l'envol des cours du Grana et du Parmesan en 2011. En 2012, si le cours du Grana s'est maintenu à 8,84 €/kg, celui du Parmesan a chuté de 13% à 9,30 €/kg. L'écart entre les cours de ces deux fromages italiens n'a jamais été aussi ténu. Le séisme qui a secoué le Nord de l'Italie en mai 2012 a eu pour effet collatéral d'endommager entre 200 000 et 300 000 meules de parmesan. Elles ont alors été déclassées et mises sur le marché, entraînant ainsi l'augmentation brutale des disponibilités et la chute des cours.

Progression des fabrications européennes

Les fabrications européennes de fromages (toutes familles confondues) ont progressé (+1,6%) en 2012. Très dynamiques sur le premier semestre (+3%), elles ont bien résisté au reflux de la collecte laitière sur le second semestre. Les fabrications ont progressé de +9% au Danemark, de +7% en Pologne, de +2% en Allemagne et aux Pays-Bas et de +1% en France. Elles ont diminué de -2% en Italie.

La **France** n'a profité que modérément de cette demande en fromages. Plus dynamiques sur le premier semestre, les fabrications se sont ensuite légèrement tassées à partir de l'été pour finir l'année en progression de seulement +1% selon FranceAgriMer. Bien entendu, elles ont suivi des évolutions contrastées selon les types de fromages considérés.

Les fabrications de fromages à pâte pressée cuite ont continué leur forte progression (+6%), tirées par une demande internationale forte (exportations en hausse de +6%) et une consommation intérieure toujours dynamique. Les importations ont même progressé de +4% pour satisfaire la demande intérieure. Les fabrications de fromages à pâte filée, quasi-exclusivement destinées à l'export, ont de nouveau progressé (+10%) au même rythme qu'en 2011.

Les fabrications de fromages frais, qui représentent 36% des volumes ont enregistré une légère baisse (-1%). Les exportations ont été dynamiques (+5%) et ont ainsi permis de compenser la baisse de consommation intérieure.

Les fabrications de pâtes molles (camemberts, bries...) ont suivi la même tendance (-1%). Le déclin de la consommation intérieure s'est poursuivi et les expéditions ont piétiné (-1%).

Malgré une légère embellie des expéditions (+1%), les fabrications de fromages à pâte persillée ont dû faire face à une consommation en baisse au niveau national. Elles ont ainsi reculé de -3% d'une année sur l'autre.

Les fabrications de pâtes pressées non cuites ont reculé de -1,7% en 2012. La consommation intérieure a été dynamique mais, malgré une demande internationale forte, les exportations ont reculées de -2%.

> > >

Bilan des fromages dans l'UE à 27

Figure 3.13

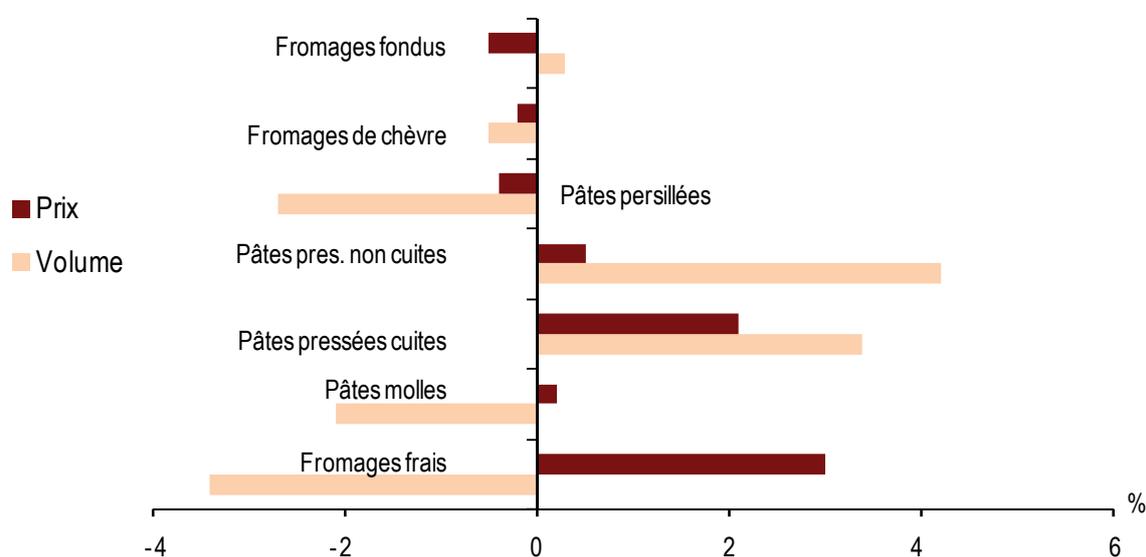
1000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	2013**
Fabrications	9 084	9 083	9 220	9 300	9 450	9 550
<i>dont vaches</i>	8 316	8 274	8 444	8 520	8 600	-
Importations	89	84	82	74	75	80
Transformation	255	250	260	245	240	240
Exportations	555	576	676	675	770	820
Consommation	8 863	8 871	8 891	8 939	9 000	9 050
Consommation (kg/hab.)	17,8	17,8	17,8	17,8	17,8	17,9

* Estimation ** Préviation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

Évolution des achats des ménages français en 2012 (% sur 2011)

Figure 3.14



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

LES FRANÇAIS : DE GRANDS CONSOMMATEURS DE FROMAGES

La consommation de fromages par habitant est l'une des plus élevée au monde, 27 kg en y incluant les fromages frais, 18 kg en se limitant aux seuls fromages « affinés ». Une grande majorité de ces fromages affinés est consommée à domicile (12 à 13 kg). Cette consommation à domicile est demeurée relativement stable au cours des quinze dernières années, mais des arbitrages se sont opérés au sein des catégories. La famille des pâtes molles a ainsi cédé sa

première place à la famille des pâtes pressées cuites, tirées par les emmentals notamment leur décliné râpé, l'emmental râpé étant désormais le fromage le plus consommé en France. La part des fromages d'appellation d'origine contrôlée est loin d'être négligeable. Ces fromages AOC constituent 14% des ventes en volume et 21% des ventes en valeur en 2012. Une part qui demeure assez stable année après année. Mais les fromages de « tradition » ne sont

pas tout, les industriels, en phase avec les nouvelles façons de consommer, proposent une large gamme de fromages à usage culinaire à chaud (fromages râpés, tartiflette, fondues prêtes à l'emploi) ou à froid (dés pour salades, tranches de fromages pour les encas), des segments très porteurs. En 2012 on estime que le marché des fromages « hors plateau » constitue un quart des ventes de fromages.

Rédaction : CNIEL

Relance de la consommation européenne

En hausse de +0,7% selon l'agence ZMB en 2012, la consommation européenne de fromages semble avoir repris son rythme de croisière d'avant 2008. À 17,8 kg par habitant, elle présente bien entendu de fortes différences selon les pays.

En **France**, les distributeurs ont enregistré une amélioration des ventes en libre service, de +1,2% en volume et de +2,1% en valeur, grâce à une légère augmentation des prix (+0,8%) selon le panel IRI-CNIEL. Dynamique au premier semestre, la consommation a ralenti à partir de l'été. Les ventes de pâtes pressées cuites sont demeurées dynamiques (+3,4%), celles de pâtes pressées non cuites ont été relancées (+4,2%). En revanche, les ventes de pâtes molles et persillées ont diminué respectivement de -2,1% et -2,7% en 2012.

En **Allemagne**, les achats de fromages par les ménages sont restés stables en 2012 d'après le panel GfK-ZMB. Le prix au détail de l'emmental, après avoir atteint des niveaux record début 2011 à 5,70 €/kg, s'est stabilisé en fin d'année à 5,30 €/kg. Ce niveau de prix est resté bas toute l'année pour se redresser en décembre à 5,55 €/kg. Le prix du gouda s'est maintenu élevé la grande partie de l'année à près de 4,70 €/kg puis a amorcé une baisse en novembre pour finir en décembre à 4,43 €/kg, -6% sous son niveau de 2011.

Au **Royaume-Uni**, les achats sont restés dynamiques selon de panel Kantar, en hausse de +1% en volume et de +7% en valeur sur les onze premiers mois. Les ménages ont plébiscité le cheddar affiné (+10%) qui représente plus de la moitié des volumes de cheddar consommés outre-Manche. Les ventes de fromages frais demeurent dynamiques (+7%), de même que les ventes sous marques distributeurs aux dépens des marques de fabricants.

Des échanges intra-communautaires croissants

Estimés à 3,4 millions de tonnes en 2012, les échanges intra-communautaires de fromages ont augmenté de +4% d'une année sur l'autre. L'Allemagne a accru ses envois intracommunautaires de 5%, l'Italie de +6%, la Pologne de +9% et la France de seulement +1%.

Au sein de l'Union européenne, 75% des volumes importés sont absorbés par l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la France, la Belgique, l'Espagne et les Pays-Bas. Les quatre premiers ont augmenté leurs achats alors que les trois autres les ont réduits.

Des échanges extérieurs dynamiques

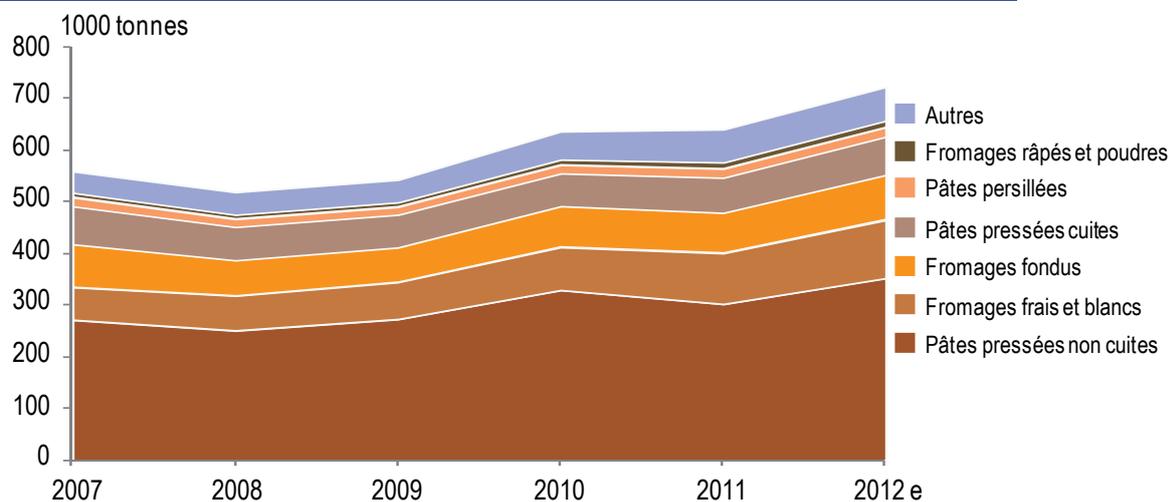
Estimés à plus de 770 000 tonnes, nouveau volume record, les exportations européennes ont bondi de +13% vers les pays tiers d'une année sur l'autre. Les expéditions ont surtout progressé en partance des Pays-Bas (+26%), d'Italie (+10%), d'Allemagne (+3%) et du Danemark (+3%). Elles ont faiblement progressé à partir de France (+1%) dont les disponibilités se sont trouvées limitées en fin d'année. Ces cinq pays représentent 73% des exportations extracommunautaires européennes.

Le premier semestre a été marqué par une demande des clients traditionnels assez plate, voire en repli. La dynamique d'exportation a alors été soutenue par l'augmentation des envois vers les pays secondaires. La demande russe a ensuite pris le relais à partir de l'été, permettant ainsi d'accentuer la dynamique d'exportation. Selon nos estimations, à une valeur record de plus de 240 000 tonnes, la Russie a absorbé 32% des volumes de fromages européens exportés. Par contre, les exportations vers les États-Unis, seconde destination, ont été stationnaires à 106 000

> > >

Évolution des exportations européennes par spécialité fromagère

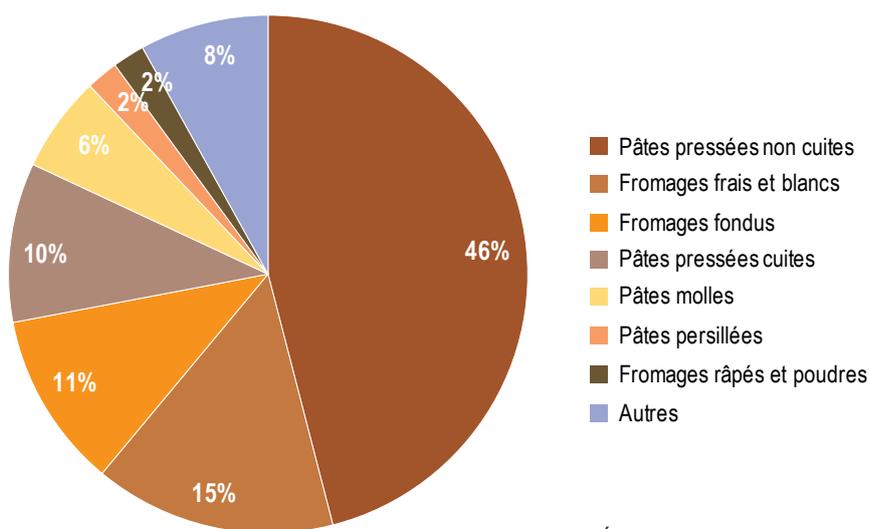
Figure 3.15



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Répartition des exportations européennes par spécialité fromagère

Figure 3.16



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

tonnes, après une année 2011 en forte progression (+22%). La Suisse et le Japon ont augmenté leurs achats respectivement de +4% à 50 000 tonnes et de +2% à 45 000 tonnes. Ces quatre pays représentent plus de 60% des achats européens. Toutes destinations confondues, l'UE fournit le tiers des volumes échangés sur le marché mondial, loin devant la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

Prédominance des pâtes pressées non cuites

Les volumes de fromages commercialisés sont majoritairement constitués de fromages à pâtes pressées non cuites (cheddar, gouda, edam...). Estimées à 350 000 tonnes, ces expéditions constituent 46% des volumes totaux envoyés. À elle seule, la Russie a absorbé 43% des volumes de fromages à pâte pressée non cuite. Estimées à 156 000 tonnes, les expéditions vers la Russie ont augmenté de 22%. Les achats des États-Unis, en légère augmentation en 2012, ont pesé pour 10% des volumes, suivis par les achats du Japon (5%) et de l'Algérie (5%). Les Pays-Bas et l'Allemagne se partagent ce marché avec respectivement 32% et 24% des volumes commercialisés.

Les exportations de fromages frais constituent 15% des volumes de fromages exportés vers les pays-tiers. Les plus gros clients sont la Russie, la Suisse et le Japon avec respectivement 36%, 17% et 8% des expéditions en 2012. Les États-Unis, client secondaire, n'ont représenté que 5% des volumes exportés, en recul de 3% sur l'année 2012. L'Allemagne, l'Italie, le Danemark et la France ont assuré 76% des expéditions de fromages frais.

Les exportations de fromages fondus, 11% des volumes envoyés aux pays tiers, sont plus diversifiées. La Russie achète 18% des volumes, l'Arabie Saoudite 12%, le Japon et l'Algérie 5%, la Suisse 4%, l'Égypte et les États-Unis 3%. Les quatre principaux fournisseurs sont la Pologne (27%), la France (23%), l'Allemagne (7%) et les Pays-Bas (7%).

Les exportations de pâtes pressées cuites (emmental, Parmesan, Grana...) ont représenté 10% des volumes de fromages commercialisés vers les pays tiers. Les fromages italiens sont très prisés aux États-Unis qui ont importé 43% des volumes envoyés. La Russie est le second client avec 14% des volumes, suivie par la Suisse (9%), le Canada (5%) et le Japon (4%). Sans grande surprise, l'Italie a fourni 57% des volumes grâce à la commercialisation des fromages de type Parmesan et Grana. La France et l'Allemagne, positionnés sur les fromages de type emmental, ont fourni respectivement 12% et 7% des volumes.

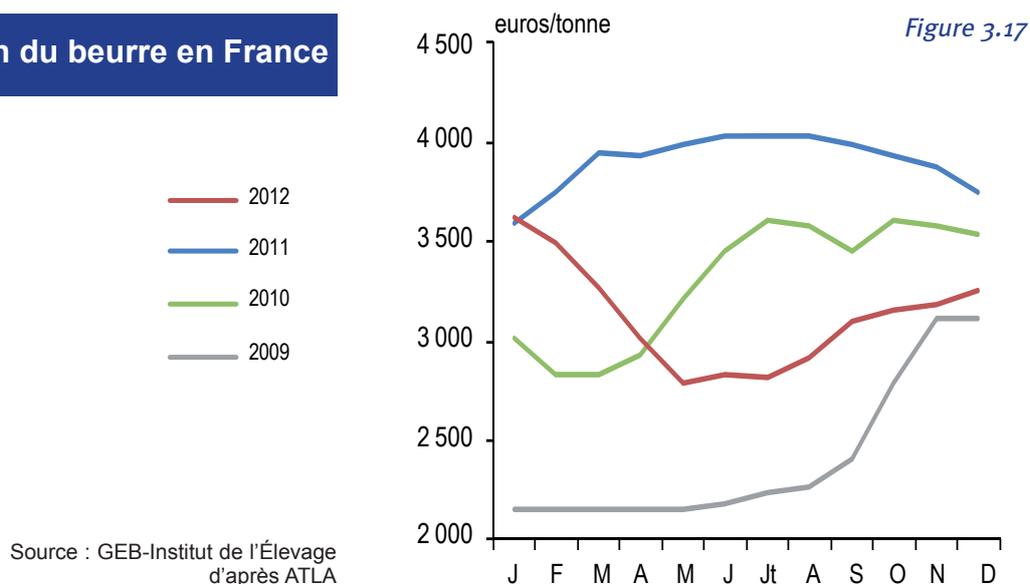
Les fromages à pâte molle (6% des volumes) sont été exportés vers les États-Unis, 22% des volumes, suivis par la Russie (19%), la Suisse (9%), le Japon (6%), les Emirats Arabes et le Canada (5%). La France a expédié à elle seule plus de la moitié des volumes de pâte molle, devant le Danemark (17%) et l'Allemagne (14%).

Les pâtes persillées (2% des volumes) sont expédiées en Russie (24%), aux États-Unis (23%), en Suisse (10%), au Canada (6%), en Égypte (6%) et au Japon (5%). Le Danemark a fourni 35% des volumes, suivi par l'Allemagne (35%), l'Italie (16%) et la France (8%).

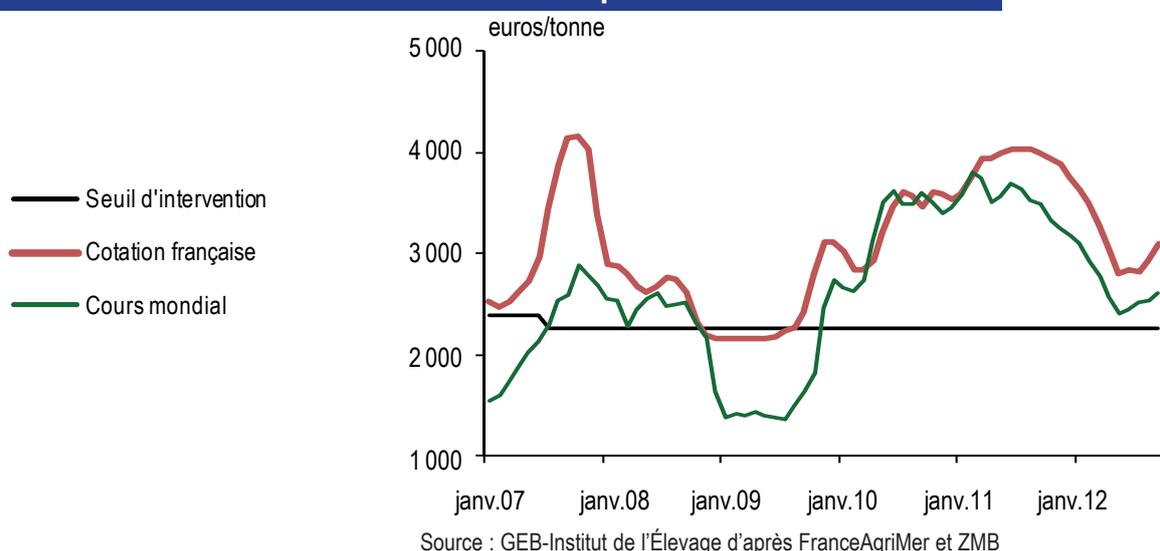
Des importations en progression

Les importations européennes de fromages, estimées à 75 000 tonnes, ont augmenté de +4% en 2012 après avoir fortement régressé en 2011. La Suisse a fourni 67% des fromages importés et la Nouvelle-Zélande, 25%. Ils ont enregistré une hausse respective de +7% et de +16%. Les importations d'Australie et des États-Unis ont reculé fortement de -41% et de -71%.

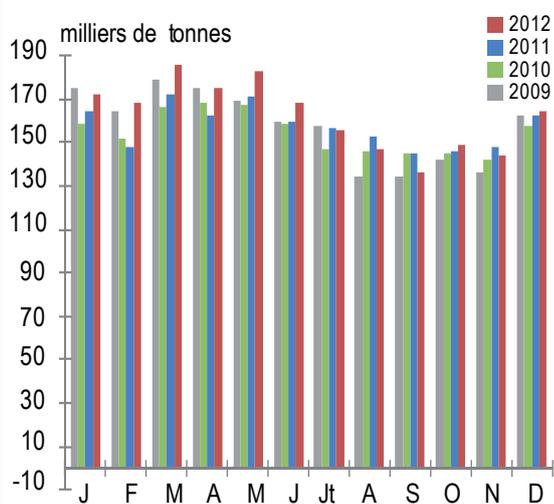
Cotation du beurre en France



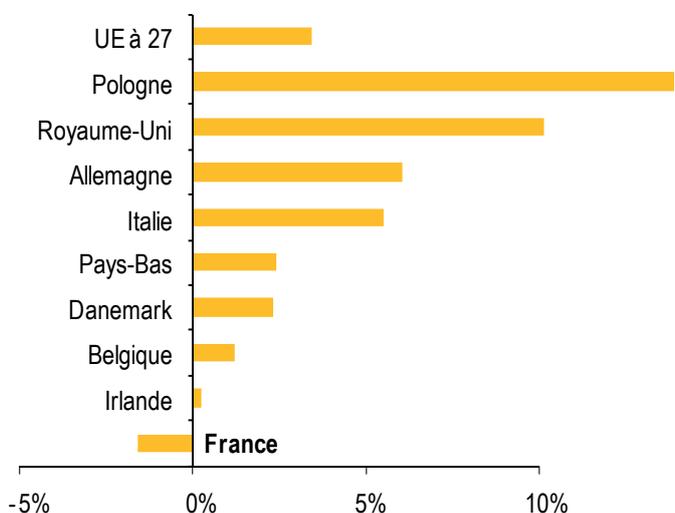
Cours européen et mondial du beurre



Évolution des fabrications mensuelles de beurre dans l'UE à 27



Évolution des fabrications de beurre en 2012 (% sur 2011)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

● Le marché du beurre et des matières grasses sous tension

Le marché européen du beurre a subi de fortes tensions en 2012. La cotation française sur le marché spot a chuté durant le premier semestre, tombant à 2 420 €/tonne en mai 2012 contre 4 100 €/tonne en mai 2011. À partir de juin, la relance de la demande internationale et la baisse des disponibilités ont permis le redressement graduel des cours. Ceux-ci sont cependant restés toute l'année en-dessous de 2011, pour finir l'année à 3 500 €/tonne, encore 50 € en-dessous de décembre 2011.

Le prix du beurre exporté d'Europe sur le marché international a suivi une tendance similaire, bien qu'atténuée. Après avoir commencé l'année à 3 100 €/tonne, il a atteint un point bas en mai à 2 400 €/tonne, dans un contexte de forte concurrence de la part de la Nouvelle-Zélande. Il s'est ensuite lentement redressé lors du retrait saisonnier de celle-ci, avec la légère dépréciation de l'euro et la baisse des disponibilités. À 2 800 €/tonne en décembre, il s'est alors positionné 14% sous son niveau de 2011.

Les fabrications européennes de beurre ont connu une évolution contrastée. Elles ont bondi de 8% au premier semestre, durant lequel l'essentiel de surplus de collecte a été transformé en beurre/poudre maigre. Sur le second, elles ont au contraire enregistré une baisse saisonnière très prononcée en raison du fort reflux de la collecte européenne. En somme, les fabrications annuelles ont progressé de +3% d'une année sur l'autre, avec cependant des augmentations plus prononcées dans les principaux pays producteurs de beurre (Allemagne, Pays-Bas, Pologne) à l'exception de l'Irlande qui a stabilisé ses fabrications et de la France qui enregistre un recul de -2%.

Utilisation forte des dispositifs de stockage

Les fabrications abondantes en début d'année ont incité les transformateurs à utiliser à plein le dispositif d'aide au stockage privé, ouvert entre le 1er mars et le 30 août. Malgré des montants réduits, 133 000 tonnes de beurre ont bénéficié d'aides au stockage privé, contre 106 000 tonnes en 2011 et 83 000 tonnes en 2010.

Les stocks ont ainsi atteint un pic à 118 000 tonnes en juillet - août, soit 24% au-dessus des stocks maximaux de 2011. Le retrait saisonnier de la Nouvelle-Zélande pendant l'été et la reprise de la demande ont finalement permis d'assainir le marché. Les sorties ont été rapides en raison de la pénurie de matières grasses au second semestre. Selon l'ATLA, le stock résiduel en janvier 2013 est le plus bas depuis 4 ans.

Des exportations relancées en fin d'année

Sur le premier semestre, les exportations européennes ont été réduites de -10% à 60 000 tonnes. Malgré la baisse des cours du beurre européen et des disponibilités abondantes, l'UE a subi l'agressivité de la Nouvelle-Zélande. Le retrait de celle-ci pendant l'été et la reprise de la demande ont permis aux industriels européens de relancer leurs expéditions. En somme, les exportations européennes sur 2012 ont finalement légèrement progressé de +3% à 135 000 tonnes selon l'agence ZMB.

> > >

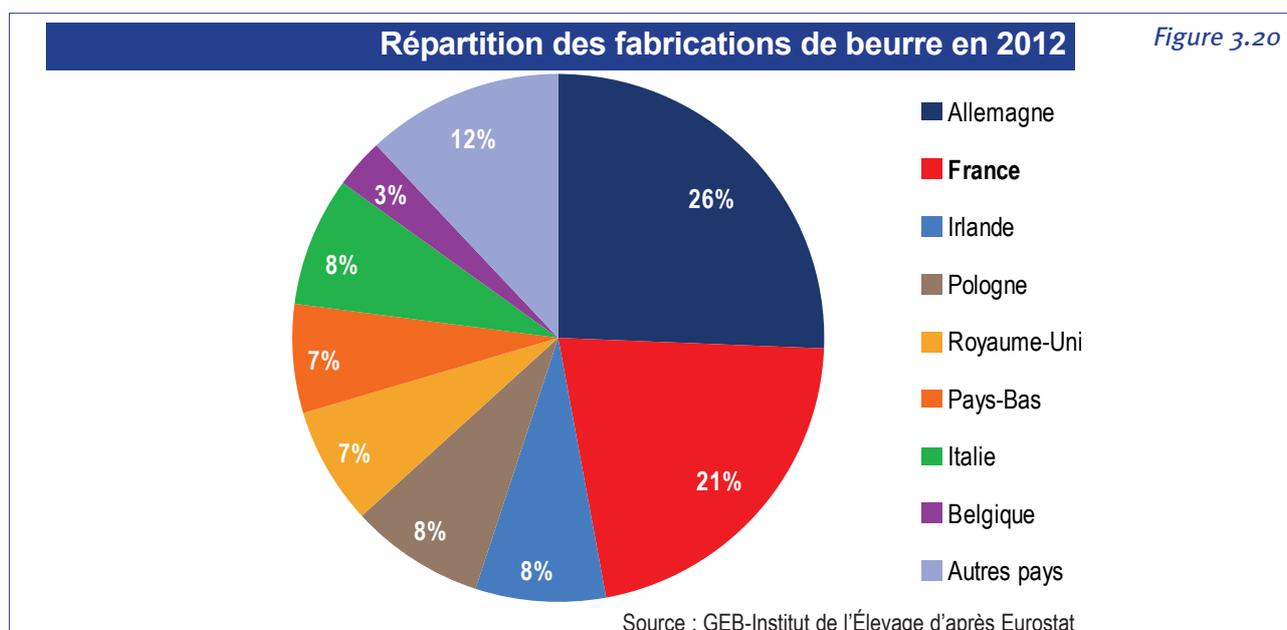


Figure 3.20

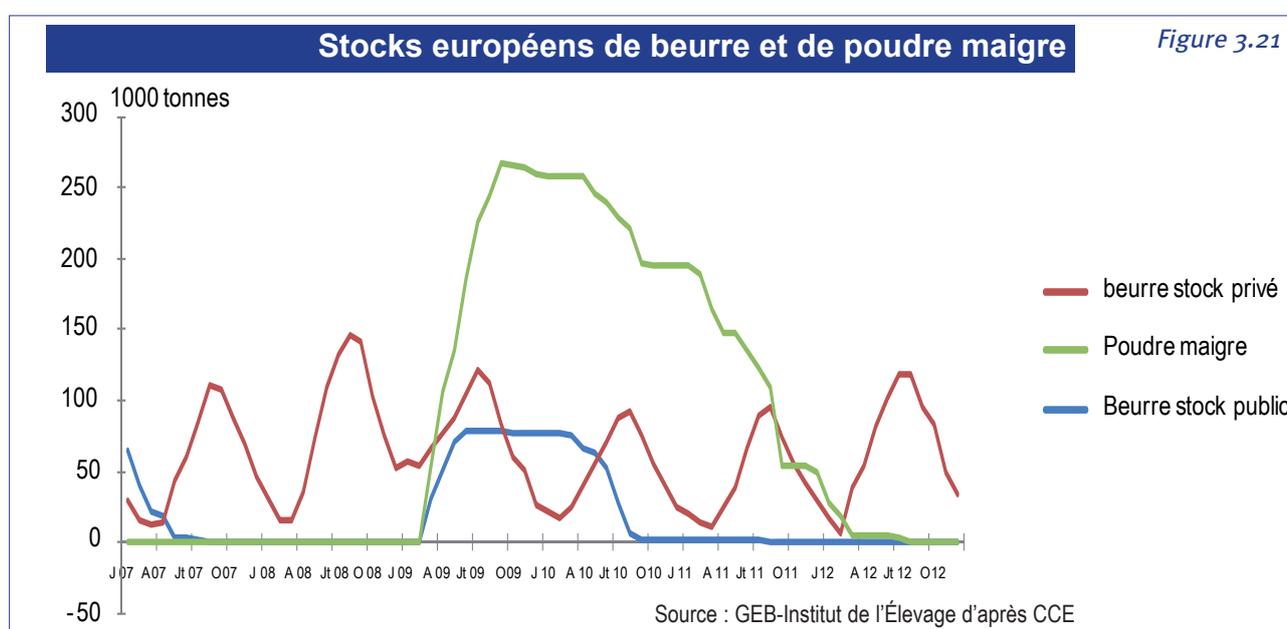


Figure 3.22

Bilan du beurre et de la MGLA dans l'UE

1000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	2013**
Stock début	100	150	135	50	80	135
Fabrications	2 100	2 050	2 010	2 090	2 150	2 150
Importations	65	62	40	47	54	40
Exportations	147	143	161	131	135	190
Stock fin	150	135	50	80	135	100
Consommation totale	1 968	1 984	1 974	1 976	2 014	2 035
dont aidée	0	0	0	0	0	0
Consommation (kg/hab./an)	4,0	4,0	3,9	3,9	4,0	4,1

* Estimation ** Préviation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

La France conforte sa position de premier exportateur européen (+9%) à près de 30 000 tonnes. Elle est talonnée par les Pays-Bas (26 000 tonnes) qui ont enregistré une hausse de +10% des fabrications. L'Allemagne a encore diminué ses expéditions de près de -10% à 11 000 tonnes, après une chute de moitié en 2011 sur 2010.

Pour la seconde année consécutive, la Russie a réduit ses achats de -9% après une chute de -26% en 2011. Ce pays reste toutefois le principal importateur de beurre européen avec 21% des volumes expédiés. Les exportations extra-communautaires se sont orientées davantage vers l'Arabie saoudite (+26% à 7 500 tonnes), le Maroc (+56% à 5 300 tonnes) et l'Égypte (+30% à 3 000 tonnes). Elles sont restées stables à 4 500 tonnes vers le Liban et ont chuté de -47% à 3 000 tonnes vers l'Iran.

Les importations européennes ont quant à elles fortement augmenté, de près de +25% à 54 000 tonnes en 2012, d'après nos estimations. En début d'année, la Nouvelle-Zélande a utilisé à plein le contingent d'accès à droit nul, lorsque le marché se dégradait rapidement. Elle a fourni plus de 90% des volumes importés par l'UE. Les importations ont ensuite fortement reculé sur le second semestre.

> > >

MOINS DE BEURRE MAIS PLUS DE CRÈME

En France, le marché du beurre, allégé ou non, offre quelques similitudes avec celui du lait. Comme lui il fait figure de produit d'accompagnement (sur une tartine, en ajout sur un plat) et son usage en tant qu'ingrédient dans des préparations culinaires se fait moins fréquent avec l'apparition de solutions alternatives (plats cuisinés tout prêt, pâtes à tarte prêtes à l'emploi etc.). Les achats des ménages s'érodent ainsi au fil des ans. On estime que la consommation de beurre a diminué de plus de 30% par habitant depuis 1996, ce qui ne se traduit cependant pas par un effondrement des fabrications, un transfert s'opérant vers des utilisations plus importantes de la part des industries agro-alimentaires (viennoiseries, biscuiteries etc.). Afin d'enrayer l'érosion du marché, due à une désaffection des consommateurs pour les produits les plus traditionnels (plaque de beurre 250 g notamment) les opérateurs sur le marché ont lancé de nouveaux

produits, proposant des beurres « haut de gamme » (beurres moulés, au sel de mer) et aux emballages ou utilisations plus pratiques (beurriers, beurres « frigo tartinables »), des initiatives qui ont souvent été couronnées de succès. Si le segment des beurres à 82% de matière grasse s'érode bien que se stabilisant depuis deux ans, celui des beurres et spécialités laitières allégés explose. Une offre qui a su séduire une clientèle en attente de produits à la fois gourmands et légers. Ces variétés allégées ont progressé de près de 5% en 2012 et réalisent désormais en volume 14% du marché des matières grasses laitières.

En revanche, la crème de consommation est, sur le moyen terme, l'un des marchés laitiers les plus dynamiques. En 15 ans la consommation par habitant de crème à domicile a crû de 25%. Sa facilité d'usage, ses multiples déclinaisons (UHT, fraîche, allégée ou non, liquide, épaisse semi-épaisse, etc.), sa capacité à amé-

liorer un plat à peu de frais ont sans doute conféré à ce produit un statut de « sauce » utilisable dans de nombreuses circonstances.

Comme pour les laits liquides conditionnés coexistent des variétés fraîches et des variétés UHT, les premières cédant jusqu'à récemment du terrain au secondes. Ces crèmes longue conservation alliant qualité de stockage et vertus gustatives ont grignoté des parts de marché et s'adjugent aujourd'hui 45% du marché de la crème. L'autre levier de croissance a été le lancement réussi de variétés allégées à 15% de matière grasse (soit moitié moins que la référence standard). Les déclinaisons « ultra » allégées (8% de MG) n'ont pas connu le même succès auprès des consommateurs. Cette offre multiforme, jouant sur textures et taux de matière grasse différenciés, permet de recruter une large clientèle et dynamise les ventes

Rédaction : CNIEL

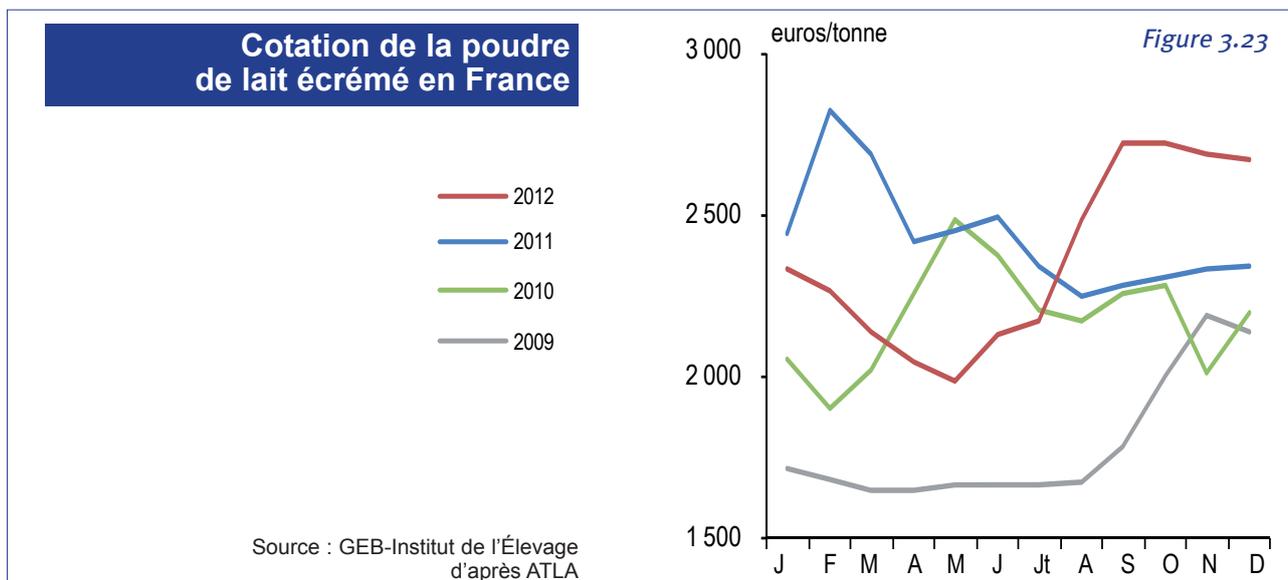


Figure 3.23

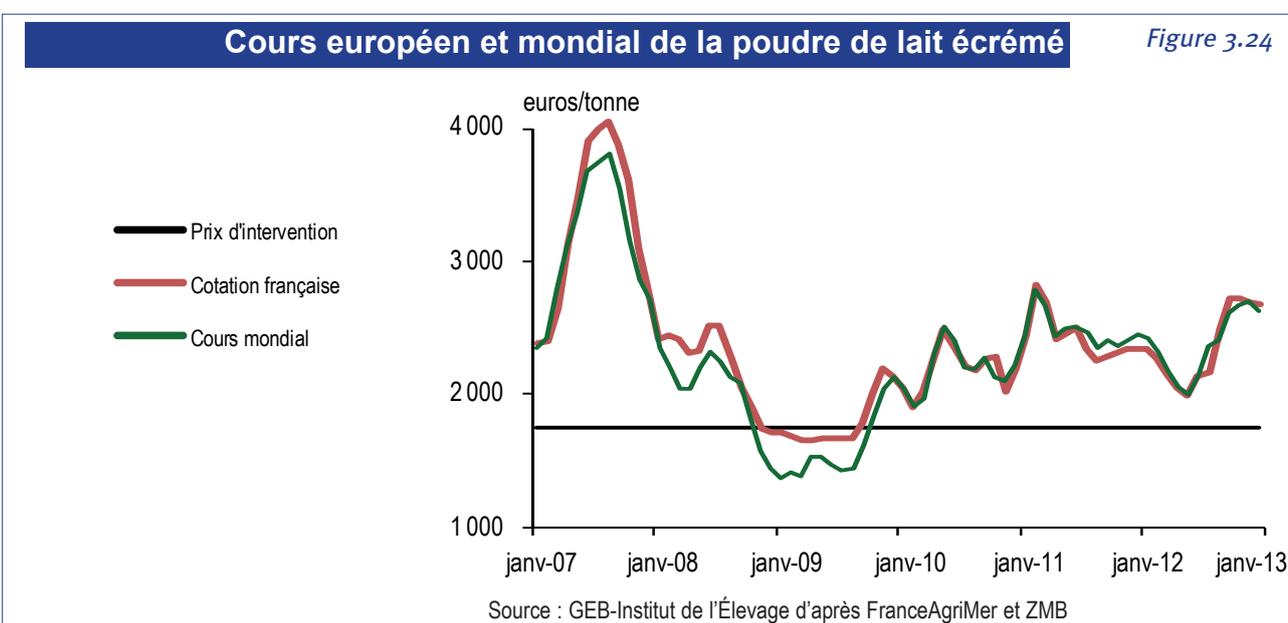


Figure 3.24

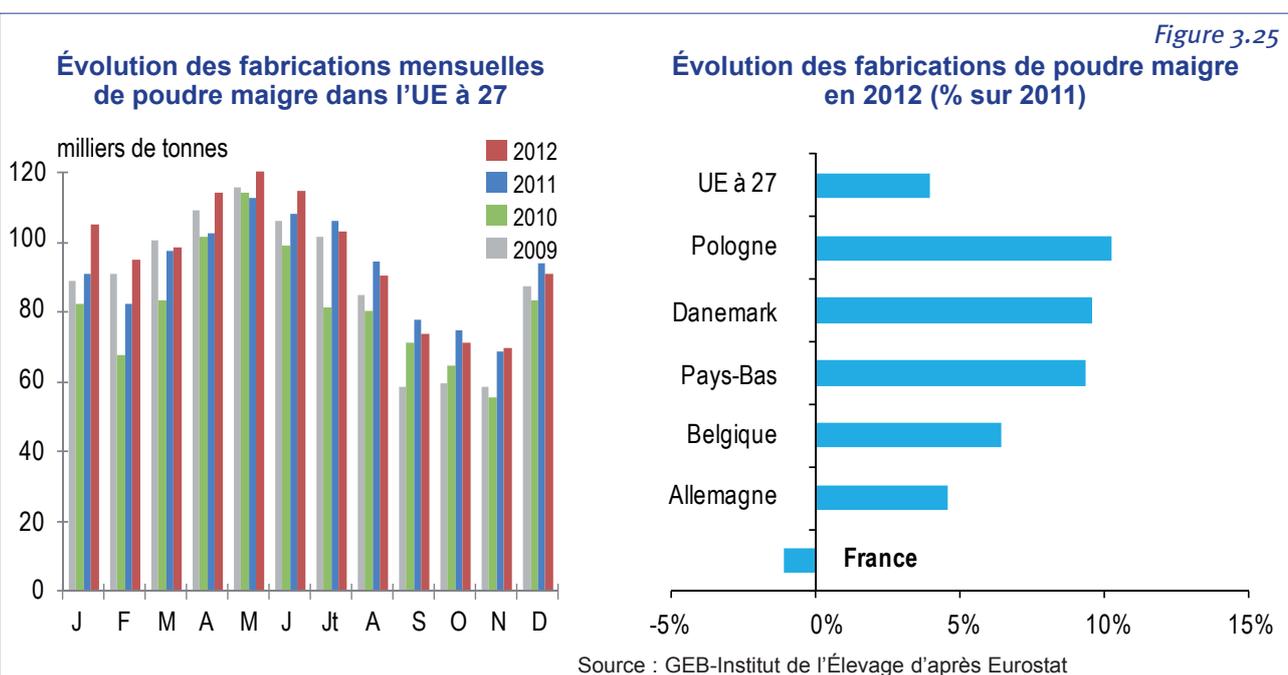


Figure 3.25

Une demande européenne ferme

Estimée par bilan, la consommation européenne de beurre a sensiblement progressé de +1,9% d'une année sur l'autre et rétabli la consommation individuelle (4 kg/habitant) au niveau de 2009.

En **France**, la consommation des ménages de matières grasses laitières s'est stabilisée après des années de lente érosion. Selon le panel IRI-CNIEL, les ventes de beurre ont reculé de -1% alors que celles de matières grasses laitières allégées ont bondi (+4%). Les ventes des nouveaux formats, beurrier et moulé, ont fortement progressé, permettant presque de compenser le recul du beurre commercialisé sous forme de plaquette. Les achats de beurre doux ont reculé (-2%), malgré une légère baisse du prix d'achat, alors que le beurre demi-sel a progressé de +1% en volume et de presque +2% en valeur.

En **Allemagne**, la consommation de beurre a été bien orientée en 2012. Selon le panel Gfk, elle a progressé de +1,3%. À 0,91 €, le prix de la plaquette de 250 grammes vendue au détail, a chuté de -25% par rapport à 2011, permettant ainsi la relance de la consommation. La fluctuation des cours du beurre au stade de gros a directement influencé le prix de vente au détail en Allemagne. À 1,18 € en novembre 2011 pour la plaquette de 250g, le prix a ensuite fortement chuté pour atteindre une valeur basse de 0,79 € en juin 2012 et remonter à 0,98 € en décembre.

● Le marché de la poudre de lait écrémé en expansion

Le marché européen des protéines laitières a connu une bonne dynamique en 2012. L'évolution de la cotation ATLA de la poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation humaine présente de fortes similitudes avec celle du cours du beurre. Après une baisse de 360 € au premier semestre à 1 990 €/tonne, les cours se sont rapidement redressés pour finir l'année à 2 680 €/tonne soit 14% au-dessus des prix pratiqués en décembre 2011.

Des fabrications relancées

Relancées depuis la mi 2011, les fabrications européennes de poudre maigre ont progressé (+9%) sur le premier semestre. Par la suite, elles ont reflué sur le second semestre, pour finalement progresser de +3% d'une année sur l'autre à 1,25 million de tonnes.

Elles ont progressé dans les principaux pays producteurs, à l'exception de la France, premier pays producteur de poudre maigre, où elles ont été ramenées au niveau de 2011, malgré un premier semestre très dynamique. En cumul sur onze mois, le Danemark et la Pologne ont accru leurs fabrications de +10%, les Pays-Bas de +9%, la Belgique de +6% et l'Allemagne de +5%.

Des stocks d'intervention épuisés sur le premier semestre

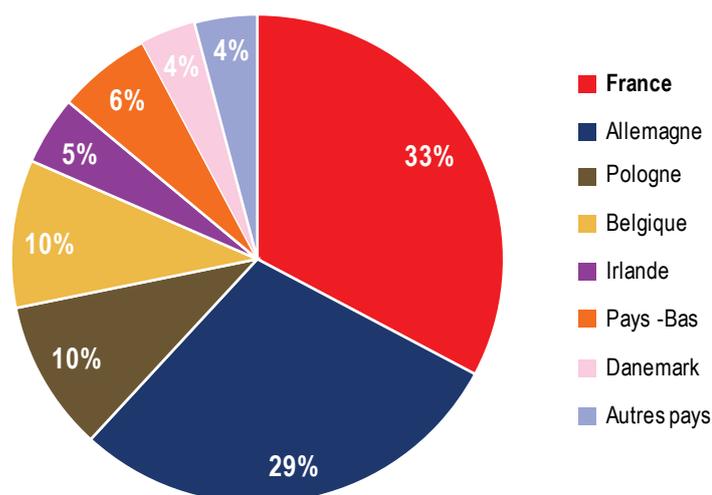
Début 2012, les stocks publics de poudre maigre constitués au cours de la crise laitière de 2009 s'élevaient encore à 50 000 tonnes. La forte demande internationale a facilité la remise sur le marché de l'essentiel (45 000 tonnes) début 2012 et des 5 000 dernières tonnes avant l'été.

La baisse des fabrications durant l'été et la disparition des stocks d'intervention ont entraîné une certaine tension sur le marché des poudres de lait, contribuant ainsi à l'envolée du prix.

> > >

Répartition des fabrications de poudre maigre en 2012

Figure 3.26



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Bilan de poudre de lait écrémé dans l'UE à 27

Figure 3.27

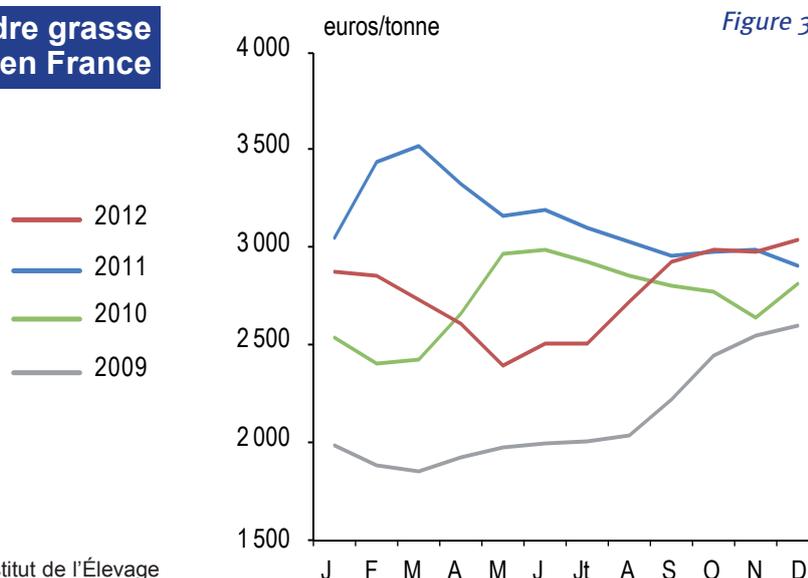
1000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	2013**
Stock début	121	220	359	265	157	75
Fabrications	1 040	1 160	1 080	1 220	1 250	1 220
Importations	6	6	4	0	0	0
Exportations	179	227	378	518	523	420
Utilisation totale	768	800	800	810	810	800
<i>dont humaine</i>	618	640	635	635	640	620
<i>dont animale</i>	150	160	165	175	170	180
Stock fin	220	359	265	157	75	75

* Estimation ** Prévvision

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

Cotation de la poudre grasse en France

Figure 3.28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA

Des exportations dynamiques, mais freinées par les disponibilités

Les industriels européens ont profité des fortes disponibilités du premier trimestre et de la compétitivité des poudres maigres européennes pour accroître fortement leurs envois. Les exportations européennes ont bondi de +20% sur les huit premiers mois, puis ont fléchi faute de disponibilités. En somme, elles ont progressé de +4% à 540 000 tonnes sur 2012.

En cumul sur onze mois, les envois ont progressé de +24% en partance de France, de +8% d'Allemagne et ont reculé de -20% en partance des Pays-Bas, de -3% de Pologne et de -7% de Belgique. La France, la Belgique et l'Allemagne confortent leurs positions de premiers exportateurs européens avec des envois avoisinant les 110 000 tonnes chacun.

L'analyse des flux montre une forte diversification des débouchés. La demande des pays émergents d'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient explosent et grignotent des parts de marché des clients traditionnels. L'Algérie a réduit ses achats de -27% à 95 000 tonnes, mais reste cependant le premier client de l'Union européenne avec 17% des volumes totaux exportés. Par contre, les envois à destination du Vietnam ont doublé à plus de 36 000 tonnes. Ce pays se hisse à la quatrième place, après l'Indonésie et l'Égypte qui enregistrent tout deux une progression de +44% et de +13% à 47 000 tonnes et 38 000 tonnes respectivement. La Chine demeure un client modeste (+5%) à 28 000 tonnes, juste devant le Nigéria (27 000 tonnes). Ces six pays représentent la moitié des exportations européennes de poudre maigre.

Consommation européenne stable

La consommation européenne est restée globalement stationnaire en 2012 selon l'agence ZMB. L'utilisation de poudre maigre dans l'alimentation humaine aurait diminué de 5 000 tonnes, parallèlement à une hausse d'autant des volumes incorporés dans l'alimentation animale.

● Recul de l'UE sur le marché des poudres grasses

Le cours des poudres grasses a subi une évolution semblable à celui des poudres de lait écrémé. La cotation ATLA a cédé 500 euros sur le premier semestre pour amorcer ensuite une phase de hausse et revenir à 2 900 €/tonne en décembre, soit 80 € de plus qu'en décembre 2011. La cotation moyenne annuelle, portée à 2 700 €/tonne, se situe cependant 13% en dessous celle de 2011.

Tassement des fabrications

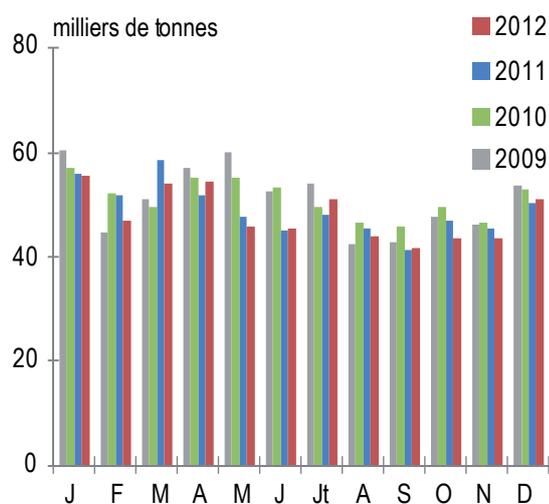
Les fabrications de poudres grasses ont évolué à contre courant de celles de poudre maigre. Peu dynamiques en début d'année faute de compétitivité face aux poudres néozélandaises, elles ont été relancées au printemps, mais n'ont pas comblé le retard accumulé au premier trimestre. Estimées à 710 000 tonnes, les fabrications annuelles ont reculé de -2% d'une année sur l'autre.

Tous les principaux pays producteurs ont réduit leurs fabrications: Belgique (-11%), Pays-Bas et Danemark (-7%), Allemagne (-6%) et plus modérément en France (-2%). Seule la Pologne enregistre une hausse de ses fabrications de +16% à 34 000 tonnes. Ces six pays représentent 70% des fabrications européennes de poudres grasses.

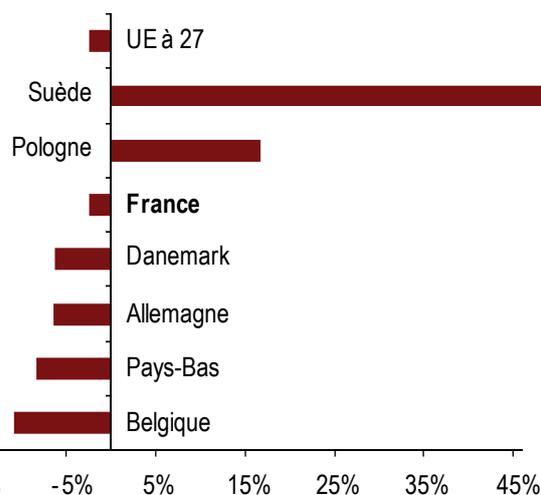
> > >

Figure 3.29

Évolution des fabrications mensuelles de poudres grasses dans l'UE à 27



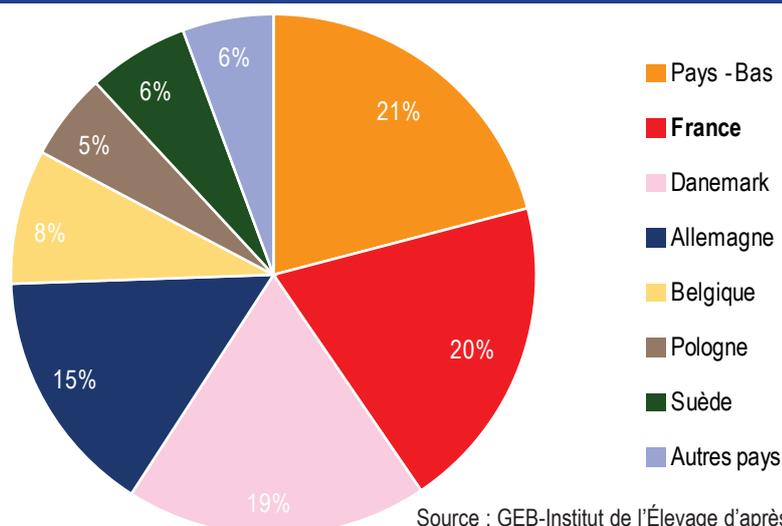
Évolution des fabrications annuelles de poudres grasses en 2012 (% sur 2011)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Répartition des fabrications de poudres grasses en 2012

Figure 3.30



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Bilan de l'utilisation des poudres grasses dans l'UE à 27

Figure 3.31

1000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	2013**
Fabrications	835	735	755	733	715	680
Importations	2	2	2	2	2	2
Exportations	485	463	447	390	390	360
Consommation	337	329	330	335	327	322
Variation de stocks	15	-55	-20	10	0	0

* Estimation **Prévision

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

Mais maintien des exportations

Face à l'agressivité de la Nouvelle-Zélande qui a consolidé ses positions sur le marché mondial, les exportations européennes de poudres grasses sont restées stationnaires à 390 000 tonnes. Ralentis en début d'année, les envois ont repris au printemps avec le retrait de la Nouvelle-Zélande. Les expéditions en partance du Royaume-Uni ont progressé de +35% (35 000 tonnes), de France de +8% (34 000 tonnes) et des Pays-Bas de +2% (130 000 tonnes). En revanche, elles ont reculé de -10% pour le Danemark (78 000 tonnes) et de -27% pour la Belgique (40 000 tonnes).

L'UE a d'un côté cédé du terrain sur ses principales destinations et de l'autre amélioré ses positions vers des destinations secondaires. L'Algérie a réduit de 20% ses achats de poudres grasses européennes. Elle demeure cependant le premier client avec 51 000 tonnes, soit 13% des exportations totales. Le Nigéria et l'Arabie Saoudite ont eux-aussi réduit de près d'un quart leurs achats respectivement à 37 000 et 15 000 tonnes

● Croissance des fabrications de caséines limitée par une consommation européenne en berne

Dynamiques depuis 2010, les fabrications de caséines ont progressé modérément (+3%), à 150 000 tonnes en 2012 selon l'agence ZMB, beaucoup moins rapidement qu'en 2010 et qu'en 2011.

L'essentiel des volumes supplémentaires a été exporté. La consommation intracommunautaire de caséines est restée stable, alors que les exportations vers les pays tiers ont bondi de +8%, à 85 000 tonnes. Elles ont progressé de +11% en partance d'Allemagne à 18 000 tonnes, de +7% de France à 15 500 tonnes, de +11% des Pays-Bas à 17 000 tonnes, mais ont baissé de -3% en partance d'Irlande à 19 000 tonnes. Ces quatre pays couvrent 83% des volumes exportés vers les pays tiers.

Si les expéditions ont baissé de -5% vers les USA, premier acheteur de caséines avec 24% des volumes absorbés (20 000 tonnes), elles ont en revanche progressé sensiblement vers le Mexique de +9% à 7 500 tonnes, vers la Thaïlande à 4 300 tonnes (+6%), vers l'Indonésie (+33%) et la Russie (+44%) qui absorbent 2 100 tonnes chacun.

D'autre part, l'UE a légèrement augmenté ses importations portées à 27 000 tonnes. Les achats de caséines néozélandaises ont rebondi (+26%) et retrouvé leur niveau de 2010 à 10 000 tonnes. Les importations d'Ukraine ont elles-aussi augmenté de près de +9% à 6 700 tonnes.

> > >

Bilan de l'utilisation de caséines et caséinates dans l'UE à 27

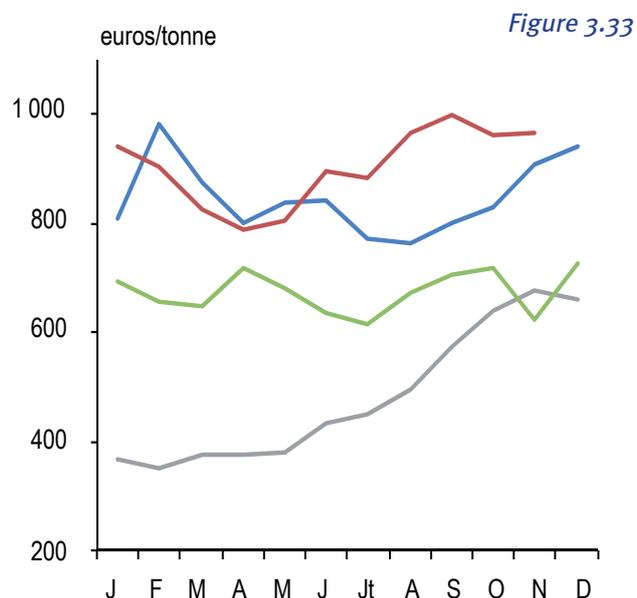
Figure 3.32

1000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	2013**
Fabrications	135	110	130	145	150	150
Importations	35	36	27	25	27	27
Exportations	66	66	66	79	85	80
Utilisation intérieure	89	90	91	96	97	97
Variation de stocks	15	-10	0	-5	-5	0

* Estimation ** Prévision

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

Cotation de la poudre de lactosérum en France



Bilan de l'utilisation de poudre de lactosérum dans l'UE à 27

Figure 3.34

1000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	2013**
Fabrications	1 810	1 750	1 900	1 910	1 930	1 950
Importations	6	3	5	6	5	5
Exportations	343	401	396	460	520	600
Utilisation intérieure	1 493	1 422	1 479	1 466	1 405	1 355
dont animale	980	940	920	890	800	750
Variation de stocks	-20	-70	30	-10	10	0

* Estimation ** Prévion

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

● Fort dynamisme du commerce extérieur de poudres de lactosérum

Après une forte progression en 2011, le marché de la poudre de lactosérum est resté dynamique en 2012, tiré exclusivement par une forte demande internationale.

La cotation française de la poudre de lactosérum est passée de 941 €/tonne en janvier 2012 à 967 €/tonne en fin d'année. Après une progression de 25% en 2011 par rapport à 2010, la cotation annuelle moyenne annuelle s'apprécie encore de +8% en 2012, à 903 €/tonne contre 846 €/tonne, signe d'une demande vigoureuse.

Les fabrications européennes ont peu progressé, de +1,2% selon l'agence ZMB à 1,66 million de tonnes. En France, elles ont reculé de -3% à 600 000 tonnes.

La consommation européenne de poudre de lactosérum a reculé de -3% à 1,16 million de tonnes, principalement dans l'alimentation animale. Les fabricants d'aliment du bétail ont réduit non seulement les fabrications de lactoreplaceurs pour la production de veau de boucherie, mais aussi la part de la poudre de lactosérum dans leurs recettes, car elle est devenue moins compétitive.

Selon l'agence ZMB, l'utilisation de poudre de lactosérum dans l'alimentation humaine s'est globalement maintenue, voire a progressé, mais son incorporation à l'alimentation animale a fortement baissé en raison des difficultés de rentabilité de la filière veau de boucherie.

Face à cette consommation intérieure en berne, c'est la demande asiatique qui a dynamisé le marché. Estimées à plus de 500 000 tonnes, les exportations ont bondi de +10% d'une année sur l'autre après une progression de +16% en 2011. Les envois vers la Chine, après avoir progressé de +50% en 2011 par rapport à 2010, ont encore augmenté de +30% à 145 000 tonnes. L'Indonésie, à 69 000 tonnes, a enregistré une progression de +14%, la Malaisie de +18% (45 000 tonnes), la Thaïlande de +6% (31 000 tonnes) et le Japon, avec des achats record de 17 000 tonnes, de plus de 80%.

Le dynamisme du commerce extérieur a profité à quasiment tous les pays européens exportateurs de poudre de lactosérum à l'exception des Pays-Bas qui ont diminué leurs envois de -3% à 63 000 tonnes. La France, premier fournisseur européen, a vu ses envois augmenter de +5% à 170 000 tonnes, l'Allemagne de +14% (64 000 tonnes), la Pologne de +17% (73 000 tonnes), la Belgique de +60% (21 000 tonnes) et enfin l'Irlande de +3% (24 000 tonnes). Ces six pays fournissent 75% des volumes exportés sur le marché mondial.

> > >

4

Perspectives 2013 pour les marchés européens

Ralentie début 2013, la collecte laitière européenne devrait retrouver de la vigueur dans les prochains mois. Le prix du lait est redevenu stimulant pour de nombreux éleveurs, même si le prix des aliments du bétail demeure coûteux. Tous les pays, à l'exception de l'Italie, disposeront d'un quota supplémentaire de 1% sur la campagne 2012/13. Tous les pays d'Europe du Nord continueront de coller à leur quota national. La croissance de la production devrait se poursuivre dans la plupart des pays de l'Est. La production devrait se ressaisir en France comme en Irlande. En revanche, les principales incertitudes portent sur le devenir de la production britannique.

Toutefois, l'ampleur de la reprise dépendra notamment de l'évolution du prix du lait donc de l'équilibre des marchés produits laitiers. D'un côté, la demande européenne manque de vigueur. La persistance de la crise économique affecte le pouvoir d'achat des ménages dans la plupart des pays, notamment ceux du Sud. De l'autre, la demande internationale en ingrédients laitiers reste plutôt bien orientée, d'autant plus que la production manque de vigueur dans les autres grands bassins exportateurs.

Probablement moindre en 2013 qu'en 2012, la croissance de la collecte européenne, estimée à +0,5%, portera la collecte à 140 millions de tonnes. Le supplément de lait (+700 000 tonnes) sera surtout transformé en fromages et secondairement en produits industriels. Les fabrications fromagères supplémentaires, seront pour moitié destinées au marché domestique et pour moitié exportées sur le marché mondial. L'UE présente un avantage compétitif indéniable dans les fromages d'autant plus que la demande internationale en fromages ingrédients est toujours ferme dans les pays émergents. En revanche, elle doit affronter la concurrence féroce de la Nouvelle-Zélande sur le marché des poudres grasses.

Les cours des ingrédients laitiers, poudres notamment, devraient logiquement progresser jusqu'au retour de la Nouvelle-Zélande sur le second semestre. Toutefois, le manque de vigueur de la demande en Europe et en Amérique du Nord contient la tension sur les marchés. Sur le second semestre, l'équilibre des marchés européens dépendra de l'ampleur de la reprise saisonnière de la production dans l'hémisphère Sud. Elle s'annonce encore forte, sauf accident climatique, en Nouvelle-Zélande, plus incertaine en Australie et en Argentine où l'évolution des marchés des grains devient un facteur déterminant. En résumé, il devient de plus en plus hasardeux de prévoir au-delà de six mois, tant sont nombreux les déterminants et multiples les aléas qui entrent en ligne de compte et qui participent à une volatilité des marchés qui semble désormais structurelle.

Les dossiers Économie de l'Élevage

résumé les principales études conduites par le GEB
(Département Économie de l'Institut de l'Élevage)
en collaboration avec les services de la CNE
Ils sont consultables sur le site : <http://www.idele.fr>

Liste des derniers Dossiers Économie de l'Élevage

- 2012 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2013. n° 431 - janvier 2013
- Le marché mondial de la viande bovine en 2012. L'appétit de bœuf se creuse en Asie... comblé par l'Inde qui talonne le Brésil. n° 430 - Décembre 2012
- La filière veau de boucherie. Un potentiel à maintenir. n° 429 - Novembre 2012
- Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité n° 428 - Octobre 2012
- La production de viande bovine au Brésil. Le zébu est-il toujours conquérant ? n°427 - Septembre 2012
- Les Allemagnes laitières. Voies divergentes et avenir contrastés. n°426 - Juillet-Août 2012
- La filière viande au Canada. Toujours très dépendante des USA.. n°425 - Juin 2012
- 2011 : L'année économique ovine. Perspectives 2012. n°424 - Mai 2012
- 2011 : L'année économique laitière. Perspectives 2012. n°423 - Avril 2012
- 2011 : L'année économique caprine. n°422 - Mars 2012
- Marchés mondiaux des produits laitiers en 2011. Anticyclone prolongé.n°421 - Février 2012
- 2011 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2012. n° 420 - janvier 2012
- Le marché mondial de la viande bovine en 2011. L'Europe dans le sillage des hauts prix mondiaux. N°419 - décembre 2011
- Le lait après 2015. Comment les transformateurs comptent gérer l'offre. n° 418 - novembre 2011
- Où va le bœuf ? Quel produit pour quel marché ? n° 417 - octobre 2011
- L'élevage bovin allaitant français à l'horizon 2015 et perspectives 2035. Forces et faiblesses face au changement de contexte agricole. n° 416 - septembre 2011

***Ces documents sont disponibles au prix de 10 € le téléchargement,
sur le site <http://www.idele.fr>***

Rédaction : Département Économie (GEB)

Le GEB (Groupe Économie du Bétail), Département Économie de l'Institut de l'Élevage, bénéficie du financement du Ministère de l'Agriculture et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande, et de FranceAgriMer

> Équipe de rédaction : G. Barbin - S. Bouyssière - M. Carlier - F. Champion - JM. Chaumet - P. Chotteau - B. Lelyon - C. Monniot - C. Perrot - M. Richard - G. You

> Mise en page : L. Assmann > Email : leila.assmann@idele.fr > Directeur de la publication : M. Marguet

Document publié en collaboration avec les services de la Confédération Nationale de l'Élevage par l'Institut de l'Élevage

> 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12 > Tél. : 01 40 04 52 62 > <http://www.idele.fr>

> CCP 3811-79 Paris > Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens > N° ISSN 1273-8638 > N° IE 001360008

> Abonnement : 160 € TTC par an : A. Cano > Email : technipel@idele.fr > Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr>